

### Chapitre 3: La République des opportunistes (1879-1898).

Ce furent les années où la République se mit en place, où s'installèrent des institutions et des mœurs politiques qui ont eu la vie dure : ce fut l'âge d'or, notamment, de la démocratie parlementaire. Ce fut alors que les conquêtes révolutionnaires et les avancées du XIXe siècle s'enracinèrent définitivement et cessèrent d'être perçues comme subversives par une majorité de Français pour se muer en fondements de la nation.

Cependant, il subsistait un camp anti-républicain (à droite), des courants révolutionnaires (à gauche). Certains étaient hostiles à la République en son principe, d'autres ne l'étaient qu'à ses pratiques politiques, mais frontières entre ces deux types de mouvance avaient tendance à être mouvantes et confuses, notamment en période de crise. Ce qui nourrissait ces extrémismes, c'était d'une part que la IIIe République était en conflit avec des secteurs importants de la société : conflit ouvert avec l'Église et les catholiques au début de la période (il se calma dans les années 1890 avant de reprendre de plus belle dans les années 1900), conflit latent avec le monde ouvrier, mal intégré à la société et mal pris en compte par un régime qui faisait la part belle aux campagnes ; d'autre part que les dérives du parlementarisme (faiblesse et instabilité du pouvoir exécutif, corruption) n'attendaient guère pour se manifester, nourrissant la colère d'une partie de la population et débouchant sur deux crises graves, la crise boulangiste à la fin des années 1880 et un peu plus tard le scandale de Panamá ; il faut y ajouter la vague d'attentats anarchistes du début des années 1890. Cependant la République triompha finalement de ces crises et ne fut jamais réellement menacée, sauf peut-être durant quelques semaines en 1888-1889.

Ce furent aussi des années où se mit en place une politique extérieure et coloniale des plus aventureuses, des années enfin de crise économique et de repli protectionniste. Je traiterai les aspects sociaux au chapitre 6, l'économie au chapitre 7 et l'expansion coloniale au chapitre 9.

#### I-L'œuvre des opportunistes.

##### A) Les forces politiques en présence dans les années 1880.

Les républicains confirmèrent en 1881 leur victoire aux élections de 1877. Les amis de Gambetta, ceux des radicaux des années 1860 que les combats des années 1870 avaient assagis, avaient rejoint les anciens républicains de gouvernement dans les rangs des modérés. On les appelait couramment les opportunistes. L'expression, moins péjorative qu'aujourd'hui (elle l'est devenue à mesure qu'ils se déconsidéraient), signifiait qu'ils étaient prêts à faire des concessions (ainsi en 1875 pour obtenir la forme républicaine du régime ils

avaient cédé sur le maintien d'une Chambre haute), qu'ils traitaient les problèmes au fur et à mesure que ceux-ci se présentaient, sans intolérance ni esprit de système, sans prétendre forcer l'évolution de la société.

« Républicains modérés, mais pas modérément républicains » selon l'expression de l'un d'entre eux (Jules Favre peut-être), les opportunistes étaient attachés aux principes de 1789, au respect du droit, à la légalité. Ils étaient hostiles à tous les régimes personnels, monarchies ou dictatures (l'idée de monarchie et celle de dictature se mêlaient dans leurs esprits ; pour eux, le Diable, c'était le bonapartisme), et aussi à tout ce qui rappelait le cléricisme, l'Ordre moral. Ils étaient très attachés au principe de représentation, pour eux consubstantiel à la véritable démocratie, c'est-à-dire qu'ils voulaient un pouvoir assuré par des élus gouvernant au nom du peuple, et non pas par le peuple lui-même : toute forme de gouvernement direct, toute manifestation de démocratie plébiscitaire de type bonapartiste leur faisait horreur (il n'y eut aucun référendum sous la IIIe République). Ils cherchaient aussi à éviter tout ce qui pouvait rappeler les troubles révolutionnaires du XIXe siècle : pour eux, la République ne pouvait être que réconciliatrice, intégratrice ; ce qui ne signifiait pas qu'elle dût abandonner ses valeurs, ses combats : elle devait convaincre, non combattre.

Les hommes au pouvoir dans les années 1880 et 1890 croyaient très fort au progrès. Ils se définissaient comme les continuateurs de la tradition des Lumières, du kantisme et aussi, pour beaucoup, comme des positivistes. On était à l'apogée de ce courant philosophique ; apogée universitaire tout au moins (en 1892 une chaire d'épistémologie fut créée au Collège de France pour le positiviste Pierre Laffite) ; apogée aussi dans le sens où les idées des positivistes n'ont jamais été autant répandues, vulgarisées que dans ces décennies. Hors des milieux catholiques, elles formaient la *political correctness* de l'époque, elles paraissaient évidentes, indiscutables, indépassables. Les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de décrire le positivisme comme pensée philosophique, mais d'esquisser ce positivisme vulgarisé, cet ensemble d'idées et de préjugés qui imprégnaient les esprits en ces débuts de la IIIe République : une mentalité plus qu'une philosophie.

Le positivisme est la philosophie d'Auguste Comte (1798-1859). De formation saint-simonienne (il fut le secrétaire de Saint-Simon dans sa jeunesse), Comte fit une carrière d'enseignant, dans l'enseignement secondaire et supérieur privé ; il enseigna essentiellement les matières scientifiques (notamment l'astronomie), mais de son vivant il n'obtint jamais la reconnaissance de la Sorbonne pour sa philosophie. Il a essentiellement publié un *Cours de philosophie positive* (1830-1842) et un *Système de politique positive* (1851-1854), ainsi qu'un petit *Catéchisme positiviste* (1852) qui, offrant une lecture facile et des certitudes simplistes, fut largement diffusé à la fin du siècle lorsque le positivisme cessa d'être un instrument de réflexion pour devenir un conformisme. Le mot "positivisme" vient de "positif", au sens de "qui s'appuie sur les faits, sur l'expérience, sur les

notions *a posteriori*”, par opposition à ce qui s’appuie sur les notions *a priori*, les “théologies” et les “métaphysiques”.

Pour les positivistes, l’Histoire a un sens, elle est un progrès continu qui mène l’humanité, selon une loi scientifique aussi infrangible que celle de la gravitation, de l’état théologique, état primitif de la connaissance du monde où l’esprit « invente des êtres fictifs au lieu d’observer des êtres réels », à l’état métaphysique, état transitoire où l’esprit « substitue aux êtres des entités [inventées elles aussi] », puis finalement à l’état scientifique, par le triomphe progressif de la raison : ce dernier état est « l’état où l’on peut saisir la réalité, non seulement au niveau des événements particuliers, mais aussi à celui des lois universelles ».

La philosophie de Comte est donc, dans la grande tradition du XIXe siècle, une philosophie du progrès, une pensée athée et optimiste, humaniste (elle met l’homme au centre de tout) et très historiciste, bref, une philosophie d’après 1789 et d’avant Auschwitz. Pour Comte, le progrès est un processus à la fois inéluctable et lié au volontarisme des hommes, les scientifiques (les positivistes avaient le culte du savant) ou les dirigeants de la société (politiques et autres). La marche du progrès est conditionnée par l’aptitude à observer, à analyser et à déduire (Comte posait une subordination totale de l’homme par rapport au monde, une dépendance intellectuelle absolue par rapport au réel, calquée sur la dépendance corporelle de l’être humain par rapport au milieu physique).

Mais n’y a pas de progrès sans ordre (« le progrès n’est que le développement de l’ordre ») : il faut, pour progresser, lier entre eux les hommes, rallier les individualités à un progrès commun et harmonieux, éviter les ruptures, les dissensions, les troubles, les révolutions ; le débat même n’a de sens que si les deux adversaires emploient des arguments scientifiques, en revanche il n’y a pas de dialogue possible avec l’irrationnalité, avec ceux qui ne sont pas raisonnables. Cet ordre, qui peut éventuellement passer par la constitution d’une “religion positive” ou “religion de l’humanité” (il y a eu des espèces de phalanstères positivistes, il en demeure même au Brésil), ne peut être défini que par la science (pour Comte, il est possible d’appliquer aux mouvements des sociétés des lois scientifiques aussi rigoureuses qu’aux mouvements des planètes ; le positivisme appelait donc à la constitution d’une “physique sociale” ou anthropologie, c’est-à-dire ce que nous appelons aujourd’hui la sociologie, mais perçue comme une science exacte).

L’une des raisons du succès du positivisme dans le discours politique officiel au cours de la période qui nous occupe, ce fut que le scientisme progressiste, humaniste et athée de Comte, sans être le moins du monde révolutionnaire, sans être un instrument de contestation de la société (le changement devait venir des élites), constituait, pour beaucoup de républicains, un instrument de contestation du pouvoir de l’Église, et notamment de l’enseignement dogmatique qu’elle dispensait et que les républicains identifiaient comme leur plus dangereux ennemi ; là résidait pour l’essentiel le progressisme

de l'époque, hors des milieux socialistes. Mais s'il influença beaucoup les milieux politiques républicains, en France le positivisme n'est jamais devenu la doctrine officielle du régime, comme cela a pu être le cas en Amérique latine à la même époque (le Brésil gardé pour devise : « ordre et progrès »). Du reste, certains courants issus du positivisme sont bientôt venus grossir le flot des contestations conservatrices de la République, avec Taine notamment — il y a aussi, dans le positivisme, la potentialité d'une dénonciation de l'"irrationalité" des querelles politiques et du suffrage universel, et l'utopie d'une société confiée à une élite rationnelle et "éclairée".

Les opportunistes fournirent les présidents de la République de la période : Jules Grévy (réélu en 1886, il démissionna en 1887) puis Sadi<sup>1</sup> Carnot (né en 1837, assassiné à Lyon quelques mois avant la fin de son mandat, en 1894). C'étaient des personnages très effacés, et d'ailleurs choisis pour cela : après la démission de Grévy, les députés et les sénateurs découragèrent la candidature de Jules Ferry, dont la carrière politique était pourtant sur le déclin — il ne s'agissait pas que l'exécutif fût de l'ombre au législatif. Pourtant, aux termes de la Constitution, le président de la République conservait en théorie des pouvoirs étendus (notamment celui de dissoudre la Chambre) ; mais en pratique l'essentiel du pouvoir exécutif était exercé par le président du Conseil, pratique d'autant plus paradoxale que les lois constitutionnelles de 1875 ne mentionnaient pas cette dernière charge.

L'instabilité ministérielle fut une constante de la période (de 1879 à 1889, on compta quinze ministères : il n'y avait toujours pas de partis, et à l'intérieur des groupes parlementaires il n'y avait aucune discipline de vote) et les présidents du Conseil ne furent pas tous non plus de très fortes personnalités, du fait de la toute-puissance du Parlement qui faisait et défaisait les cabinets, et aussi parce que les expériences de 1851 et de 1876 n'incitaient pas l'exécutif à se dresser contre le législatif. Du reste, tous les présidents du Conseil étaient issus de la Chambre ou du Sénat et, une fois arrivés à la tête de l'exécutif, ils respectaient la primauté du pouvoir parlementaire : pour eux, il n'y avait de démocratie que représentative et parlementaire. Je l'ai dit, une opposition entre démocratie et autorité structurait les mentalités des Républicains opportunistes.

La principale figure du début de la période, ce fut Jules Ferry (1832-1893, président du Conseil de septembre 1880 à novembre 1881, puis de février

---

<sup>1</sup> Ce prénom persan, musulman, est bien représentatif des usages de l'anticléricalisme militant de l'époque (il s'agissait en fait de son troisième prénom, qu'il avait adopté comme prénom d'usage). Il ne s'agissait évidemment pas d'un hommage à l'islam, mais en revanche il s'agissait bien de marquer le refus des prénoms de tradition chrétienne. Ce prénom fait référence au poète persan Saadi ou Sâdi, qui vécut à Chiraz au XIII<sup>e</sup> siècle et est l'auteur entre autres de *Rubayyât* (Quatrains) traduits et appréciés depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Lazare Carnot (1753-1823), le grand-père, général de la Révolution et membre du Comité de Salut public, puis du Directoire, puis brièvement général de Bonaparte, et par ailleurs génial mathématicien, l'avait donné à son fils, Nicolas Léonard Sadi, l'un des pères de la thermodynamique moderne (1796-1832), et oncle du futur président qui en hérita. J'ajoute que le frère du premier Sadi, et père du second, s'appelait Hippolyte (1801-1888) et fut ministre de l'Instruction publique en 1848. On voit que c'était une famille impeccablement révolutionnaire, au cœur de ce qu'on pourrait appeler la "noblesse républicaine".

1883 à mars 1885, mais aussi ministre de l'Instruction publique dans tous les gouvernements de 1879 à 1885, y compris lorsqu'il était président du Conseil) ; on peut retenir aussi les quatre ministères dirigés par Charles de Freycinet entre 1882 et 1892. En revanche Léon Gambetta, qui rêvait d'un "grand ministère" où l'on aurait retrouvé toutes les grandes figures de la République, ne parvint à diriger qu'un éphémère cabinet de soixante-treize jours de novembre 1881 à janvier 1882. Ses rivaux refusèrent d'y entrer ; il tomba victime de son impopularité parmi les parlementaires. Il était surtout bien trop charismatique, bien trop populaire, ce qui lui valait l'hostilité de Grévy, entre autres. Gambetta, usé par une vie de patachon, mourut en décembre 1882, à quarante-quatre ans, officiellement des suites d'une appendicite.

Enfin la grande figure, la grande caution culturelle de ce républicanisme modéré mais triomphant, c'était Victor Hugo : entouré de tous les hommages officiels, sénateur de la République, le patriarche vit l'avenue où il habitait rebaptisée de son nom de son vivant, à l'occasion des festivités officielles organisées pour son quatre-vingtième anniversaire – fêté avec un an d'avance, par précaution, en 1881. Sa mort, en mai 1885, fut une apothéose ; on lui fit des obsèques nationales (civiles, à sa demande). Le corbillard des pauvres, qu'il avait exigé par modestie, fit une longue station sous l'arc de triomphe de l'Étoile, tendu d'immenses voiles noirs, puis, en un cortège surréaliste escorté par la Garde républicaine au milieu d'une foule innombrable, emmena sa dépouille jusqu'au Panthéon, définitivement relaïcisé pour l'occasion, où on l'inhuma.

Les opportunistes représentaient une majorité de gauche, face à une opposition majoritairement constituée de royalistes et de bonapartistes (au nombre de quatre-vingt dix seulement à la Chambre issue des élections de 1881). Cette opposition de droite, encore sous le coup de ses échecs des années 1870, était toujours puissante dans certaines régions, mais à l'échelle nationale elle manquait de vigueur, de dynamisme, et ne parvint pas à s'opposer aux grandes réformes des opportunistes, ni à la Chambre, ni en mobilisant la population : des tentatives en ce sens, au moment des mesures anticléricales de Jules Ferry, se soldèrent par des échecs. C'est que l'orléanisme libéral s'était rallié au régime, à partir du moment où celui-ci était apparu stable et apte à maintenir l'ordre, et qu'il ne restait dans l'opposition que les réactionnaires, de tradition légitimiste surtout (mais cela n'avait plus guère d'importance : la fusion dynastique était réalisée depuis la mort du comte de Chambord en 1883), et les bonapartistes. Ce qu'ils s'entendaient pour détester dans la République, c'était le parlementarisme, émollient, inefficace, contraire au principe d'autorité pour les bonapartistes comme pour les légitimistes, qui en avaient pourtant des conceptions fort divergentes. Les plus marqués par l'idéologie légitimiste, et les plus attachés à l'Église comme "police des âmes", lui reprochaient d'être un régime sans Dieu ; les bonapartistes se distinguaient déjà par par des surenchères nationalistes. Au total les droites (le pluriel était de rigueur à l'époque) n'avaient ni programme commun, ni une figure qui les rassemblât. Bien sûr, elles étaient exclues de toute

combinaison gouvernementale<sup>2</sup> ; la seule perspective de leur participation à un gouvernement faisait frémir les républicains, même modérés.

Il y avait aussi à la Chambre, à gauche des opportunistes, une opposition républicaine radicale (le terme était alors synonyme d'intransigeant, voire d'extrémiste : il désignait ceux qui refusaient les concessions). Les **radicaux** partageaient les principes politiques fondamentaux des opportunistes (ils étaient d'indiscutables républicains), mais ils voulaient aller plus loin et plus vite, notamment dans la lutte contre le cléricisme. Revenus sur leurs concessions des années 1870 maintenant que la République n'était plus en danger, ils voulaient l'application entière et immédiate du programme de Belleville, la décentralisation, l'élection des fonctionnaires et des juges, la responsabilité des élus vis-à-vis de leurs électeurs ; la séparation de l'Église et de l'Etat, l'abolition de la peine de mort, la suppression du Sénat et du président de la République (deux scories de la monarchie parlementaire). Ils étaient partisans d'une régime d'assemblée unique, expression directe et sans médiation du suffrage universel, sur le modèle de la Convention. Enfin leur programme comprenait toujours, rituellement, un article hostile à l'armée de métier. Mis à part le volet anticlérical, rien de ce programme politique ne fut appliqué lorsque les radicaux se retrouvèrent au pouvoir entre 1898 et 1914.

Intransigeants en politique, soucieux des "petits", les radicaux se faisaient aussi les porte-parole des aspirations sociales et démocratiques des ouvriers et du petit peuple (notamment parisien) : ils réclamaient des lois sociales (notamment la réduction de la journée de travail), une assistance publique pour les plus défavorisés, un impôt progressif sur le revenu. Ils demandaient aussi la révision des concessions de chemins de fer et de mines, qu'ils tenaient pour des aliénations de la propriété publique. Ce volet social de leur programme a été un peu mieux appliqué dans les années 1900, quoique partiellement et tardivement, et sous la pression des socialistes. Mais **les radicaux n'étaient ni socialistes, ni révolutionnaires** : toutes ces réformes qu'ils demandaient devaient se faire dans le respect de la liberté d'entreprise et de la propriété privée, et bien sûr par des voies légales ; ils ne voulaient pas changer de société et croyaient à l'instruction pour résoudre le problème social, comme les opportunistes. Du reste une bonne partie de leur électorat était dans les campagnes, peu attachées à des perspectives de réformes sociales qui eussent essentiellement profité au peuple des villes. Ces électeurs ruraux leur pardonnaient leur discours enflammés, mais dans certaines limites : tant qu'ils restaient des discours, justement. Cela n'empêchait pas qu'il y avait des liens plus ou moins étroits entre certains radicaux et les socialistes, qui, encore assommés par la répression, ne jouaient aucun rôle politique au début des années 1880, et que je traiterai à part à la fin du chapitre: c'était ce qu'on appelait la mouvance radical-socialiste (ou, plus couramment : "rad'soc").

La figure majeure du radicalisme des années 1880, c'était **Georges Clemenceau**. Né en 1841 dans l'une de ces villes "rouges" de Vendée, hostiles

---

<sup>2</sup> À l'exception des orléanistes ralliés qui siégeaient désormais dans les rangs des opportunistes les plus conservateurs.

aux campagnes contre-révolutionnaires, fils d'un médecin déporté en Algérie par Napoléon III, il avait lui-même choisi la carrière médicale pour ne pas avoir à prêter serment à l'Empire comme fonctionnaire ; puis, dans les années 1880, il était devenu député et journaliste (son journal de l'époque s'appelait *La Justice*). Il était proche de la bohème de Montmartre, celle qui gravitait autour du cabaret *Le chat noir*, et de certains socialistes : sans partager ses idéaux ni ses principes d'action politique, il révérait la mémoire de Blanqui, et il était l'ami de Louise Michel. C'était un orateur assassin, haï de ses adversaires politiques (on moquait son physique, « la petite bête agile aux yeux rouges cramponnée à [la] veine jugulaire [de la République] », ses « pommettes mongoles »<sup>3</sup>). C'était aussi un grand expert en duels, fort à la mode à l'époque et mortels à l'occasion : son habileté au pistolet paralysait ses adversaires. Parmi les autres figures du parti radical, il faut citer Camille Pelletan et le journaliste Henri Rochefort.

Survivait par ailleurs, en partie hors de l'opposition monarchiste, toute une tradition, une sensibilité que j'appellerai bonapartiste en référence à la classification des droites françaises de René Rémond, mais qu'on pourrait qualifier aussi de "proconsulaire" pour éviter de la classer entièrement à droite et de la confondre avec les derniers fidèles du second Empire. Pour cette sensibilité, la gloire et l'unité de la nation comptaient par-dessus tout et ne pouvaient être assurées que par la remise du pouvoir à un homme énergique, tenant son pouvoir directement du peuple et dialoguant avec lui sans intermédiaires. Tous ceux-là n'aimaient pas beaucoup cette République parlementaire bavarde et peu soucieuse, selon eux, de revanche contre Bismarck ; ils rêvaient pour certains d'une autre République, pour d'autres d'un retour à l'Empire. Au début des années 1880 cette tradition n'avait pas encore entièrement glissé à droite : on y retrouvait, par exemple, un radical comme Rochefort, en contradiction de plus en plus nette avec l'esprit du programme de Belleville, et avec lui une partie des héritiers de la gauche blanquiste.

## B) L'œuvre institutionnelle et les progrès des libertés.

On modifia la Constitution (en 1879 et 1884) pour la débarrasser de quelques scories antirépublicaines. On supprima les prières publiques au début des sessions parlementaires, on proclama l'inéligibilité à la présidence de la République des membres des familles qui avaient régné sur la France (ils furent même expulsés en 1886<sup>4</sup>), et l'impossibilité d'une révision portant sur la forme républicaine des institutions. Les sénateurs inamovibles furent supprimés ; ceux qui étaient en place le restèrent jusqu'à leur mort, mais on les remplaça peu à peu par des sénateurs élus comme les autres, pour neuf ans. Le corps électoral chargé d'élire les sénateurs fut élargi : il comprenait désormais les députés, les conseillers généraux, et des représentants des communes en nombre proportionnel

---

<sup>3</sup> J'emprunte ces formules à Bernanos, dans *La grande peur des bien-pensants*, pamphlet que j'évoquerai plus bas.

<sup>4</sup> La loi interdisant aux membres des familles ayant régné sur la France de fouler le sol national a été abolie en juin 1950.

à l'importance de chacune, jusqu'à un chiffre maximum de trente. Ce nouveau mode d'élection permettait de libéraliser le Sénat, sans pour autant remettre en cause la prépondérance des campagnes (il n'était pas question d'une élection de la Chambre haute au suffrage universel direct). Au début des années 1880 il y avait beaucoup d'autres projets de révision des lois constitutionnelles de 1875, textes votés dans l'urgence, imparfaits, imprécis ; mais l'affaire Boulanger, en faisant de la révision constitutionnelle un projet antirépublicain, figea pour cinquante ans les institutions de la III<sup>e</sup> République.

En revanche, la centralisation administrative ne fut pas remise en question, malgré les promesses faites par les républicains sous le second Empire. Cependant, à partir de 1882 les maires furent de nouveau élus par les conseil municipaux, sauf à Paris où le préfet de la Seine en faisait fonction — il y avait aussi un préfet de police de la Seine chargé du maintien de l'ordre dans la capitale. Pour républicaniser la magistrature, qui s'était montrée fort réticente à appliquer les mesures anticléricales (l'expulsion des jésuites en 1880 s'était soldée par des démissions en cascade), en 1883 Ferry suspendit provisoirement l'inamovibilité des magistrats, pour trois mois, ce qui permit une épuration massive ; en revanche, il n'était pas question d'élire les juges comme aux États-Unis.

La République incarnait les "valeurs de 1789", bien que paradoxalement le régime fondé en 1789 eût été une monarchie constitutionnelle ; et que la première République, à partir de 1792, eût sérieusement écorné les principes dont se réclamaient les républicains un siècle plus tard — mais c'était qu'au XIX<sup>e</sup> siècle les monarchies constitutionnelles avaient toutes mal fini. En même temps, les combats de 1792 avaient lié étroitement l'idée de République à celle de Patrie. Marianne, autrefois symbole subversif, devint un personnage officiel, elle prit place dans les mairies, sur les places : à Paris la statue monumentale de la place de la République fut inaugurée en 1883 — c'est une Marianne paisible, maternelle, sans bonnet phrygien. Mais Marianne à cette époque était encore un symbole d'engagement politique, qui parlait aux Français : les républicains de cœur en avaient un buste chez eux, que les plus militants exposaient au coin des rues au Quatorze juillet et aux autres fêtes civiques, sur le modèle évidemment des Vierges des catholiques.

La valeur essentielle de la République, c'était la liberté. Symbole de cette primauté, en 1886 la France offrit aux États-Unis l'œuvre monumentale du sculpteur Frédéric Bartholdi (1834-1904 — un Alsacien, et ce n'était pas pur hasard) : *La liberté éclairant le monde*, en commémoration de la Révolution française et de l'aide française aux insurgés américains ; le montage technique du monument était dû à l'ingénieur Gustave Eiffel (1832-1923). Outre cette activité monumentale au service des valeurs républicaines (non limitée du reste à Marianne et à la Liberté : la France se couvrit de représentations de ses grands hommes, héros de la République, des lettres et des arts, du progrès



scientifique<sup>5</sup>), la République fit un certain nombre de réformes importantes touchant aux libertés fondamentales des individus.

Une loi de juillet 1881, votée à la quasi-unanimité, proclama la liberté de la presse avec une seule limitation, le droit de réponse (plus la législation sur la pornographie, qui d'ailleurs ne permet pas d'interdire une publication mais seulement de l'interdire de vente aux mineurs, d'affichage public et de publicité). Conséquence de cette législation très libérale, le nombre de périodiques passa de trois mille en 1881 à sept mille en 1900, le tirage rapporté à la population, de soixante-treize exemplaires pour mille habitants en 1881 à deux cent quarante-quatre en 1914, au premier rang mondial à égalité avec les États-Unis... À terme, l'extrême libéralisme de la loi risquait de poser problème : les injures et la diffamation n'étaient pas punies, non plus que l'appel au meurtre ou la diffamation de la République — mais le ton de la presse était à l'époque bien moins ordurier qu'il ne le devint dans l'entre-deux-guerres.

La même année, une autre loi garantit la liberté de réunion. La République proclama aussi la liberté d'ouverture des débits de boisson (sous l'Ordre moral, il fallait une autorisation préfectorale pour ouvrir une de ces "contre-églises républicaines").

Il y eut aussi la loi Naquet, par laquelle le divorce se trouva légalisé en juillet 1884. Introduit en 1792, aboli en 1816, le divorce faisait horreur aux catholiques et aux autres conservateurs, pour qui il représentait la ruine de la famille. La loi Naquet était prudente : le divorce ne pouvait être prononcé que dans certains cas très limités (s'il y avait eu adultère — l'adultère féminin était davantage pris en compte que celui du mari —, sévices ou injures graves ; si l'un des conjoints avait été condamné à une peine infamante, c'est-à-dire concrètement condamné pour crime). Le divorce par consentement mutuel n'était pas reconnu, ce qui obligeait à trouver un "coupable" même si les époux étaient d'accord pour se séparer à l'amiable ; il ne le fut pas avant les années 1970.

La même année, en mars 1884, la loi Waldeck-Rousseau légalisa les syndicats (il s'agissait de la reconnaissance d'un état de fait : les activités syndicales étaient tolérées depuis la fin du second Empire et avaient repris dans la deuxième moitié des années 1870, après une phase de répression aiguë). Cette loi, œuvre personnelle d'un jeune et ambitieux député opportuniste dont je présenterai la biographie au chapitre 5, ne fut pas votée sous la pression d'un mouvement ouvrier encore bien faible ; par ailleurs, une telle reconnaissance était bien tardive par rapport au Royaume-Uni (où elle avait eu lieu en 1825) et à l'Allemagne (où les syndicats étaient reconnus depuis 1871). La loi de 1884 autorisait les ouvriers et les patrons à former librement des associations professionnelles, et ces associations à se fédérer, à posséder des biens, à plaider en justice. Mais les fonctionnaires et assimilés n'avaient pas le droit de se syndiquer, car le service public ne devait s'interrompre en aucun cas. De plus, les syndicats devaient déposer à la préfecture leurs statuts et même les noms de leurs responsables, car la liberté d'association n'existait pas encore ; enfin, rien

---

<sup>5</sup> Beaucoup ont disparu durant la seconde guerre mondiale, fondues par l'armée allemande.

n'interdisait à un patron de licencier les ouvriers syndiqués. En partie par crainte de mesures de rétorsion patronales, en partie par suite de la méfiance des ouvriers envers la loi Waldeck-Rousseau (les socialistes la surnommaient la "loi de police"), à la fin des années 1880 la proportion de syndiqués restait dérisoire.

### C) L'œuvre scolaire et les tensions avec l'Église.

L'essentiel et le plus symbolique de l'œuvre des républicains opportunistes dans les années 1880, ce furent les mesures prises en matière d'enseignement, mesures qui placèrent durablement la République en opposition avec l'Église et les catholiques, par ailleurs exaspérés par d'autres mesures comme la loi Naquet.

Les républicains de l'époque étaient fort hostiles à l'Église : on sortait de l'Ordre moral. Sur ce point les opportunistes gambettistes, si modérés sur tant d'autres sujets, ne se distinguaient guère des radicaux : tous descendaient, en dernière analyse, des partisans du programme de Belleville – même ceux qui en avaient abandonné la plus grande part n'en avaient pas abdiqué l'anticléricalisme, qui devint rapidement le ciment de la République (le mot apparut du reste avec elle, dans le dictionnaire de Littré – un positiviste –, en 1877). Ferry, chose rarissime pour l'époque, ne s'était pas marié à l'église. Pour les républicains, libérer les esprits de l'emprise du clergé, force rétrograde et obscurantiste, c'était aider au développement de la liberté, faire œuvre fondatrice de progrès futurs, affranchir les esprits d'une docilité bornée : pour Ferry, c'était « opposer à l'esprit rétrograde l'insurmontable obstacle des intelligences libres et des consciences affranchies ». C'était aussi enraciner la République dans le peuple puisque l'Église s'était acoquinée avec l'Empire, puis avec l'Ordre moral. Le positivisme traduisait ces idées en termes historico-philosophiques : pour les positivistes les religions révélées appartenaient à l'âge métaphysique et étaient appelées à disparaître prochainement. Cette thèse était fort commune dans les milieux intellectuels : en témoigne un passage de Georges Sand, rédigé en 1872 :

« L'heure de la mort du catholicisme approche, et les pèlerinages et les miracles, l'exploitation des grottes et des eaux merveilleuses, la politique envahissant le sanctuaire, c'est le glas des funérailles : qu'importe que les masses ignorantes ou fanatiques se traînent sur les pas des agitateurs ? Quand une religion ne peut plus satisfaire une âme saine, elle est finie ; ce n'est plus qu'une question de temps ».

Autrement dit, pour Sand, le regain de pèlerinages et autre manifestations d'irrationalité, la politisation de la religion par l'Ordre moral, étaient des signes de déliquescence, de décadence du catholicisme. Il y avait d'ailleurs des degrés dans l'anticléricalisme : certains se seraient accommodés d'une Église sans rôle politique, d'un État neutre en matière de religion, sans prétendre déchristianiser le peuple à toute force ; pour eux, la marche du progrès pouvait s'accommoder de la subsistance provisoire des croyances si elles étaient cantonnées à la sphère de la vie privée. C'était le point de vue de Ferry, qui se disait conscient d'être « l'élu d'un peuple qui fait des reposoirs ».

D'autres voulaient un État militant, engagé dans la lutte contre les "corbeaux", inspiré par une philosophie rationaliste et antireligieuse, et rêvaient d'« une religion laïque à l'idéal moral sans dogme, sans morale et sans prêtres » (Ferdinand Buisson). C'était un rêve bien partagé dans les milieux enseignants, notamment au sein de la Ligue française de l'Enseignement de Jean Macé (1815-1896), devenue proche du pouvoir dans les années 1880 (Macé était sénateur à vie). C'était aussi la ligne d'une bonne partie de la franc-maçonnerie, qui en 1879 comptait environ vingt-cinq mille membres répartis en trois cent loges. Le Grand Orient de France, notamment, se donna à la fin des années 1870 un programme précis de lutte contre le catholicisme : séparation de l'Église et de l'État, expulsion des congrégations religieuses, laïcisation des services publics, légalisation du divorce. Beaucoup de politiciens républicains étaient franc-maçons. Certains usaient un langage moins élégant que Ferry et que Sand... Voici un toast célèbre de Paul Bert (1833-1886) aux vignerons de l'Oise, vers 1880 :

« Je bois à la destruction du phylloxéra (rires...) ; Le phylloxéra qui se cache sous la feuille de vigne et l'autre... le phylloxéra que l'on cache avec les feuilles de vigne... (rire général...) Pour le premier, nous avons le sulfure de carbone ; pour le second, l'article 7 de la loi Ferry [sur l'expulsion des congrégations, voté en 1880]. Quand nous aurons l'article 7, nous l'essaierons. Mais s'il ne répond pas à notre attente, nous n'hésiterons pas à chercher une autre insecticide plus énergique ! (acclamations. Cris de : « à bas la calotte »! « Vive la République! »...) ».

Il existait encore, en partie à l'extrême-gauche mais aussi dans les milieux opportunistes, un anticléricalisme extrême, dont l'une des figures de proue est Léo Taxil (pseudonyme de Gabriel-Antoine Jogand-Pagès, 1854-1907). Il publiait des livres dont les titres parlent d'eux-mêmes : *À bas la calotte !* (1879), *Les amours secrètes de Pie IX* (1884), *La Vierge aux cabinets*. Dans *Les bouffe-Jésus, ouvrage anticlérical, soporifique et miraculard, moniteur officiel des Syllabusons et des Vaticanards*, on trouve des personnages comme le R.P. Trousse-Jupes, l'abbé Cinq-contre-un, l'abbé Belle-Tante, le cardinal Hector de la Sodomerie. Je ne résiste pas à l'envie de citer un passage d'une *Vie de Jésus* qu'il diffusait dans sa "librairie anticléricale" :

« Tandis que Joseph parlait, Marion avait repris contenance: elle essaya d'amadouer son fiancé, esquissa une moue câline pour lui faire avaler la pilule.

— Joseph, mon gros lapin...

— Ta ta ta, je ne prends pas les vessies pour des lanternes... Qui donc, si ce n'est un homme, vous a mis dans cette fichue position?

— C'est le pigeon, Joseph... ».

En 1885, Taxil se convertit brutalement au catholicisme, fit amende honorable à Rome, fonda un journal intitulé *la France chrétienne* (1892) ; il se spécialisa dans la publication de pamphlets antimaçons (il était censé connaître la maçonnerie de l'intérieur), où il expliquait que la franc-maçonnerie est une société satanique. Il passionna les presbytères avec une certaine Diana Vaughan, maçonnes affiliée au culte de Lucifer qu'il aurait convertie, mais que personne ne

vit jamais : elle se cachait par crainte de représailles, disait Taxil. On se jetait notamment sur les révélations sulfureuses de la belle Diana sur les rites secrets des maçons... Jusqu'à ce qu'en 1897 Taxil annonçât dans une conférence que sa conversion était une mystification et que Diana Vaughan n'avait jamais existé.

L'anticléricalisme des républicains s'exprimait notamment dans le domaine scolaire. D'autre part, pour les républicains l'école représentait l'avenir. D'abord, d'un point de vue philosophique : seule l'école pouvait faire progresser le peuple, l'éloigner de ses traditions, de ses aveuglements. Ensuite, parce que l'école était l'instrument par excellence de la promotion sociale : l'égalité comme les opportunistes et les radicaux la comprenaient était l'égalité des chances, et seul le savoir dispensé par l'école pouvait mettre les fils de paysans sur le même plan que les enfants de milieux favorisés. Il y avait toute une mystique républicaine de l'éducation comme instrument de l'égalité des chances, de la "méritocratie républicaine" comme on dirait aujourd'hui : le système des bourses accordées aux écoliers méritants issus de milieux pauvres était au cœur de cette représentation idéalisée de l'éducation, même si dans la réalité, évidemment, elles ne concernaient qu'une minorité d'enfants<sup>6</sup>. Enfin l'école était un facteur essentiel de l'unité nationale : l'idée laïque ne pouvait pas être séparée du sentiment patriotique. Beaucoup de républicains étaient persuadés que la France avait été vaincue par le maître d'école prussien; la France devait se transformer en une immense école pour relever le défi allemand. La Ligue de l'Enseignement avait pour devise : « pour la Patrie, par le livre et par l'épée ». Autant de raisons pour ne pas laisser l'école aux mains d'un clergé réactionnaire, antirépublicain, reconnaissant l'autorité d'un étranger et porteur d'une idéologie "étrangère".

Les opportunistes s'attaquèrent d'abord aux congrégations, au nombre de mille environ, dont beaucoup se consacraient à l'enseignement (elles jouaient aussi un rôle important dans les hôpitaux, les hospices, les orphelinats, et elles étaient de grands propriétaires fonciers). Depuis la loi Falloux, elles scolarisaient la moitié environ des garçons (et une grande majorité des filles), dont une bonne part des enfants des classes supérieures ; souvent elles professaient des idées hostiles à la République. De plus, les républicains ne supportaient pas qu'elles dépendissent directement du Pape. Dès 1880, malgré l'opposition du Sénat, la compagnie de Jésus, qui scolarisait environ onze mille élèves, fut dissoute sur le territoire de la France ; beaucoup de jésuites quittèrent le pays. Les autres congrégations eurent trois mois pour demander une autorisation pour fonctionner, sinon elles seraient dissoutes aussi. Toutes refusèrent de procéder à cette formalité, et deux cent soixante et un collèges furent fermés par la police. Plus de cinq mille religieux durent quitter la France ; seuls les chartreux et les trappistes ne furent pas inquiétés, car ils menaient une vie contemplative et ne se mêlaient pas d'enseignement.

Puis ce furent les fameuses lois Ferry de juin 1881 et mars 1882 : l'enseignement public devint gratuit (sauf les livres scolaires), puis, l'année

---

<sup>6</sup> Parmi eux, notamment, Charles Péguy, exemple classique toujours cité.— voyez au chapitre 5.

suiuante, obligatoire (de six à treize ans) et laïc. L'instituteur n'enseignait plus le catéchisme ni l'Histoire sainte, ne conduisait plus les enfants aux offices ; l'enseignement religieux était désormais dispensé en-dehors de l'école, et pour que cela fût possible une journée fut libérée pour le catéchisme, le jeudi<sup>7</sup>. En lieu et place des cours de religion, la République institua un enseignement de morale et d'instruction civique, censé inculquer aux enfants les valeurs de la République et de la patrie. Peu à peu, les enseignants ecclésiastiques cédèrent la place à des laïcs : le processus dura jusqu'aux années 1890.

On compléta le réseau d'écoles publiques rurales, on refondit les programmes dans un sens républicain. On développa aussi les universités en province. En revanche, les facultés catholiques, autorisées par une loi de 1875, perdirent le droit de collation des grades, c'est-à-dire elles ne pouvaient plus distribuer leurs propres diplômes et que leurs étudiants devaient passer les examens nationaux (cela avait des conséquences importantes en termes de programmes, et rendait intenable la position des enseignants les plus engagés).

En décembre 1880, la loi Camille Sée<sup>8</sup> institua les premiers vrais lycées de jeunes filles (jusque-là, c'était en fait des annexes des lycées de garçons)<sup>9</sup> ; les programmes y étaient différents de ceux des lycées de garçons et l'internat obligatoire. Le but de la loi était de « donner des compagnes républicaines aux hommes républicains », selon une expression de Ferry : les anticléricaux de l'époque avaient le fantasme des femmes catholiques, juments de Troie de la réaction dans les familles, promptes à intoxiquer clandestinement de superstitions religieuses la géniture des républicains ! Ces années virent également la création de l'E.N.S. de jeunes filles, sise rue de Sèvres à Paris, qui formait les professeurs de lycées de jeunes filles (ce ne pouvaient être que des femmes, évidemment, mais il fallait que ce fussent des femmes républicaines), ainsi que des E.N.S. "modernes" de Saint-Cloud et Fontenay-aux-Roses, chargées de former les professeurs des écoles normales départementales<sup>10</sup>. Ces écoles normales (supérieures ou non) jouèrent un rôle essentiel dans la propagation de l'idéologie républicaine : elles formèrent un corps enseignant extrêmement militant, notamment ces instituteurs de la IIIe République que Péguy, plus tard, appela « les hussards noirs de la République ».

L'enseignement restait très inégalitaire. L'école primaire obligatoire pour tous, qui se concluait par un examen national, le certificat d'études, menait en fait à deux cursus très différents. Ceux des élèves (la grande majorité) qui

---

<sup>7</sup> On est passé au mercredi à la fin des années 1960, la généralisation du samedi chômé ayant déséquilibré la semaine des écoliers.

<sup>8</sup> Camille Sée (1847-1919) était un homme – les femmes n'étaient même pas le droit de vote...

<sup>9</sup> Le cours d'enseignement secondaire municipal pour jeunes filles de Versailles, établissement public né en 1867 sous l'impulsion du maire et de Mlle Arnaud, fille d'un chef de gare de la Compagnie de l'Ouest, devint un lycée de jeunes filles en 1889. Il s'est installé dans ses locaux actuels en 1894, mais n'a pris le nom de La Bruyère qu'en 1962.

<sup>10</sup> L'E.N.S. de la rue d'Ulm date en théorie de la Révolution (1794), mais elle ne fonctionne régulièrement que depuis la monarchie de Juillet. Ulm et Sèvres ont fusionné en 1984 ; l'E.N.S. moderne s'est installée à Lyon en 2000. Par ailleurs l'École libre des Sciences politiques est née en 1872 ; comme son nom l'indique, ce n'est pas un établissement public – mais pas pour autant confessionnel, d'ailleurs.

n'iraient pas au collège et au lycée fréquentaient ensuite des écoles primaires supérieures, ou des cours complémentaires qui fonctionnaient au sein de certaines écoles primaires. Ces cycles courts donnaient accès au Brevet élémentaire, un diplôme que l'on passait vers douze à quatorze ans et qui représentait le couronnement des études des petits paysans ; il donnait accès à certains concours de recrutement, dont celui des écoles normales d'instituteurs. Mais les titulaires du Brevet n'avaient pas accès à l'enseignement supérieur ; seuls de rares boursiers pouvaient passer d'un système d'enseignement à l'autre. D'autres écoles primaires, souvent installées dans les locaux des lycées, donnaient accès à ceux-ci, donc au baccalauréat, puis aux études supérieures. Bref, tout se jouait avant dix ans ; et même avant en réalité, car rares étaient les quartiers où l'on avait le choix entre l'un et l'autre type d'écoles primaires.

En fait, les tensions avec l'Église diminuèrent dès la fin des années 1880. Les ponts n'avaient jamais été rompus avec l'épiscopat ni avec le Pape, Léon XIII, qui avait fait preuve d'une grande prudence verbale durant toute la crise ; dans l'ensemble les esprits s'échauffèrent nettement moins que lors de la crise suivante, dans les années 1900. L'Église accepta, d'assez mauvaise grâce certes, le nouvel ordre des choses, contre lequel elle ne pouvait rien vu la faiblesse des forces politiques qui s'en réclamaient. Du reste l'enseignement catholique se reconstitua assez vite. D'abord les collèges diocésains ne furent jamais fermés. Ensuite, les pères de famille catholiques formèrent des associations pour reprendre les anciens collèges des congrégations, comme la loi le demandait. Les Jésuites et les autres réguliers enseignants regagnèrent la France dans les années 1890 ; cependant ils n'y étaient que tolérés. Durant cette première crise anticléricale, jamais le Concordat ne fut remis en cause : il y avait toujours une direction et un budget des Cultes, la République rétribuait encore cinquante-cinq mille prêtres séculiers. Contrairement aux radicaux, les opportunistes pensaient qu'il était préférable pour la République de conserver le concordat : en payant et en choisissant les prêtres (les évêques étaient nommés par le président de la République, les prêtres par la direction des Cultes), ils pensaient mieux les contrôler, les garder des influences ultramontaines et extrémistes.

Cela dit, on comprend qu'avec tout cela au début des années 1890 les catholiques français étaient, pour une bonne partie d'entre eux, plus hostiles que jamais à la République, qui avait expulsé les congrégations et promu une école "sans Dieu". Leurs sympathies allaient plutôt aux royalistes, mais certains catholiques montrèrent, dans la dernière phase de l'épisode boulangiste, qu'ils étaient disposés à appuyer toute force hostile à la République. Peut-être les courants franchement antirépublicains n'étaient-ils pas majoritaires parmi les pratiquants, la majorité étant, comme toujours, silencieuse, peu portée sur la théorie et avant tout en quête de tranquillité ; mais c'étaient les plus hostiles au régime qui étaient organisés, qui militaient, qui faisaient du bruit ; à l'occasion, ils pouvaient rallier les plus modérés sur des questions comme celle de l'école. Or la pratique religieuse était toujours étendue ; même en

l'absence d'une puissante opposition politique inspirée par les cléricaux, c'était un grave problème pour la République, au moins potentiellement.

Mais le problème n'était pas moins grave pour l'Église, menacée de perdre toute influence politique dans le plus grand pays catholique d'Europe, cette France qui depuis le Moyen Âge était "la fille aînée de l'Église". Le Pape en était conscient. Léon XIII, qui avait succédé à Pie IX en 1878, n'était pas moins conservateur en matière de doctrine et de morale, mais il comprenait que, puisque le régime républicain était solidement installé en France, il était souhaitable que les catholiques l'acceptassent, ce qui leur permettrait de lutter de l'intérieur du système pour modifier la législation, notamment en matière scolaire et de divorce.

Ce fut donc la hiérarchie catholique française, appuyée en sous-main par Rome, qui prit l'initiative de ce qui est resté dans l'Histoire comme le (premier) ralliement. L'affaire fut menée avec toute la publicité nécessaire pour frapper les esprits. Un beau jour de novembre 1890, l'archevêque d'Alger et de Carthage et primat d'Afrique, Mgr Lavigerie, connu jusque-là pour ses véhémentes prises de position royalistes, offrit en son palais épiscopal un banquet aux officiers de l'escadre de Méditerranée, qui venait d'ancrer au port d'Alger. Au dessert, l'archevêque prononça un toast (le "toast d'Alger"). À la surprise générale, au lieu de se cantonner dans les banalités d'usage, il affirma bien haut que le moment était venu, pour tous les catholiques français, de donner franchement leur adhésion à la République :

« Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, quand la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le proclamait dernièrement Léon XIII, aux principes qui peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées, lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient (...) de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour l'honneur de la Patrie ».

Pour Mgr Lavigerie, la volonté populaire s'était prononcée plusieurs fois en faveur de la République ; par ailleurs, la République n'avait rien de contraire en elle-même avec les principes dont se réclame le catholicisme; enfin la politique du pire ne pouvait être que contre-productive. « En parlant ainsi », précisa-t-il à toutes fins utiles, « je suis certain de n'être désavoué par aucune voix autorisée ». Et Mgr Lavigerie de faire jouer la Marseillaise par la chorale du petit séminaire, au grand scandale des officiers de marine, royalistes pour la plupart, et qui ne se départirent pas d'un silence glacial. C'était la fin de l'identification de l'Église à l'idéologie légitimiste.

La presse catholique française tempêta ; cependant Léon XIII maintint ses positions, les développa dans des interviews à la presse (c'était la première fois qu'un Pape recourait à ce type de pratique, et cela aussi fit scandale !) ; en février 1892 il publia même une encyclique en français, *Au milieu des sollicitudes*, où il réaffirmait la nécessité du ralliement. De ce fait, certains députés de la droite catholique, jusque-là royalistes, acceptèrent de se rallier à la

République : ce fut notamment le cas d'Albert de Mun, fondateur en 1871 de très conservateurs Cercles catholiques ouvriers, qui adhéra à un groupe parlementaire apparu en 1890, et appelé significativement "droite constitutionnelle". En 1900, ce groupe devint l'"Action libérale". On voit que droite et hostilité à la République se confondaient de moins en moins – d'autant qu'une partie des opportunistes, par leur conservatisme social croissant et leur libéralisme modéré en économie, pouvaient désormais être assimilés à la mouvance orléaniste. Ces républicains conservateurs atténuèrent beaucoup leur anticléricisme: en mars 1894, le ministre des cultes Eugène Spüller (1835-1896), un ancien ami de Gambetta, personnellement incroyant, appela à un "esprit nouveau" de tolérance, visant à « lutter contre tous les fanatismes, quels qu'ils soient, contre tous les sectaires, à quelque secte qu'ils appartiennent », à « réconcilier tous les Français dans la société française. (...) Il nous importe que l'Église ne puisse plus prétendre qu'elle est tyrannisée, persécutée, tenue en-dehors de la vie sociale du pays ».

Bien sûr, un tel discours ne convainquit pas les radicaux ni les socialistes ; il fut perçu comme une trahison – une de plus. Surtout, beaucoup de catholiques, et même une partie de la hiérarchie ecclésiastique malgré le prestige de la parole papale (mais Léon XIII n'avait pas mis en jeu son infailibilité, qui ne s'applique qu'au dogme), refusèrent de se rallier à la République; ou bien ils ne se rallièrent qu'à contre-cœur. Une formule de Mgr Freppel, évêque d'Angers (1827-1891), exprime bien leur point de vue : « c'est une illusion de croire que la République en France est une simple forme de gouvernement, comme ailleurs, en Suisse et aux États-Unis par exemple, et non pas une doctrine foncièrement et radicalement contraire à la doctrine chrétienne » : autrement dit, le régime n'était pas dissociable de l'idéologie rationaliste, positiviste, anticléricale de ses champions. Certains d'ailleurs étaient persuadés, ou firent tout pour se persuader, que le ralliement n'était qu'une ruse tactique – du côté de Pau, d'aucuns même élaborèrent des hypothèses plus audacieuses, dont André Gide, vingt ans plus tard, a fait une sottise<sup>11</sup>.

Dans ces conditions, les catholiques continuaient à lire une presse hostile au régime et à écouter les sermons ambigus d'un clergé qui continuait à tonner contre l'athéisme "du pouvoir", sinon du régime; ils considéraient qu'ils ne pourraient admettre la République que lorsqu'elle serait devenue chrétienne (c'était notamment la position de *La Croix*, le journal de la congrégation des assomptionnistes, un périodique à l'époque très militant, très antirépublicain). En fait, le véritable ralliement à la République de la masse des catholiques conservateurs n'est intervenu que dans les années 1920-1930.

#### D) Une République nationaliste ; l'alliance franco-russe.

« Ils ont brisé mon violon  
Car il avait l'âme française... »

---

<sup>11</sup> Voyez *Les caves du Vatican*, paru en 1913.



(paroles de Saint-Prest et Christian, chanson créée à la Scala par Mlle Amiati).

Les opportunistes étaient des patriotes ; j'ai déjà eu l'occasion de souligner que le projet national était inséparable de leur projet scolaire. L'Histoire en particulier avait pour devoir d'« enseigner la patrie », selon l'expression d'Ernest Lavisse (1842-1922), directeur des études historiques à la Sorbonne et auteur de manuels scolaires très utilisés. Selon Lavisse,

« à l'enseignement historique incombe le devoir glorieux de faire aimer et de faire comprendre la patrie. Le vrai patriotisme est à la fois un sentiment et la notion d'un devoir. Or tous les sentiments sont susceptibles d'une culture, et toute notion, d'un enseignement. L'Histoire doit cultiver le sentiment et préciser la notion. C'est pourquoi le maître rejettera les conseils de ceux qui prétendent réduire l'enseignement historique à l'étude du dernier siècle et de l'âge contemporain. Il y a dans le passé le plus lointain une poésie qu'il faut verser dans les jeunes âmes pour y fortifier le sentiment patriotique. Faisons-leur aimer nos ancêtres les Gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Godefroi de Bouillon à Jérusalem, Jeanne d'Arc, Bayard, tous nos héros du passé, même enveloppés de légendes ; car c'est un malheur que nos légendes s'oublient (...). Cherchons dans l'âme des enfants l'étincelle divine ; animons-la de notre souffle, et qu'elle échauffe ces âmes réservées à de grands devoirs.

Les devoirs, il sera d'autant plus aisé de les faire comprendre que l'imagination des élèves, charmée par des peintures et par des récits, rendra leur raison enfantine plus attentive et plus docile. Tout l'enseignement du devoir patriotique se réduit à ceci : expliquer que les hommes qui, depuis des siècles, vivent sur la terre de France, ont fait, par l'action et par la pensée, une certaine œuvre, à laquelle chaque génération a travaillé ; qu'un lien nous rattache à ceux qui ont vécu, à ceux qui vivront sur cette terre ; que nos ancêtres, c'est nous dans le passé ; que nos descendants, ce sera nous dans l'avenir. Il y a donc une œuvre française, continue et collective : chaque génération y a sa part, et dans cette génération tout individu a la sienne.

Enseignement moral et patriotique : là doit aboutir l'enseignement de l'Histoire à l'école primaire. (...) Il s'agit ici de la chair de notre chair et du sang de notre sang. Pour tout dire, si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nationales ; s'il ne sait pas que ses ancêtres ont combattu sur mille champs de bataille pour de nobles causes ; s'il n'a point appris ce qu'il a coûté de sang et d'efforts pour faire l'unité de notre patrie, et dégager ensuite du chaos de nos institutions vieillies les lois sacrées qui nous ont fait libres ; s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son drapeau, l'instituteur aura perdu son temps ».

L'instruction civique complétait ce travail ; elle était enseignée de manière totalement normative, comme une espèce de morale citoyenne. Le programme commençait par « le citoyen, ses obligations et ses droits »; mais dans un manuel de l'époque les quatre premières leçons étaient consacrées (dans l'ordre) à « la France », « la Révolution française », « le patriotisme » et « le rôle de la France parmi les autres nations ».

Les choses allaient au-delà du seul enseignement des valeurs nationales, car la patrie française était une patrie blessée, mutilée, menacée par la décadence ; il fallait la régénérer, et dans l'esprit des républicains la régénération morale était le prélude nécessaire à la régénération territoriale. Comme tout le monde, les opportunistes étaient traumatisés par la défaite de 1871. En 1890, dans son testament, Ferry, qui en 1885 avait dû affronter toute une campagne qui l'accusait d'être un traître à la solde de l'Allemagne (voyez au chapitre 9), demanda à être enterré « en face de cette ligne bleue des Vosges d'où mont[ait] jusqu'à [son] cœur la plainte touchante des vaincus »: l'expression est restée célèbre. Le régime entretenait en permanence le souvenir des provinces perdues, mais pour l'instant la France se savait trop faible pour entreprendre la Revanche ; on attendait, on se recueillait, on se préparait pour plus tard. C'est le sens d'une autre expression célèbre de l'époque, due à Gambetta: « pensons-y toujours, n'en parlons jamais »<sup>12</sup>.

Cette prudence officielle, qui dura en gros jusqu'en 1905, était évidemment propice à des surenchères : à droite et à gauche (les radicaux étaient très patriotards) on accusait régulièrement le gouvernement d'oublier le devoir sacré de Revanche. Durant quelques mois en 1886-1888, lorsque le général Boulanger fut ministre de la guerre, le thème de la Revanche revint brutalement au premier plan ; mais, comme nous le verrons, la République perdit très vite le contrôle du général et des courants politiques qu'il incarnait. C'est pourquoi, après la fin de cette poussée de fièvre et la défaite du boulangisme, de nouveau les gouvernements mirent de côté l'idée de Revanche, et dans les années 1890 l'on pouvait avoir l'impression que la querelle entre la France et l'Allemagne était en voie d'apaisement, d'autant que dans les territoires annexés en 1871 la situation se normalisait peu à peu. Mais ce n'était qu'une impression, la blessure était toujours prête à se rouvrir, d'autant que le bourrage de crâne nationaliste se poursuivait.

Toute une propagande entretenait le souvenir et l'exaltation. Place de la Concorde, la statue de la ville de Strasbourg était voilée de noir. Dans les salles de classe, les instituteurs accrochaient des cartes où les deux provinces perdues se détachaient en noir ; on faisait lire aux enfants toute une littérature édifiante au sujet de la défaite. Le *tour de France par deux enfants*, célèbre manuel de lecture publié en 1878, et abondamment utilisé dans les écoles jusqu'à la première guerre mondiale, commence par le départ des deux petits héros de

---

<sup>12</sup> La citation exacte est : « ne parlons jamais de l'étranger, mais que l'on comprenne que nous y pensons toujours ». Elle fut prononcée à Saint-Quentin en novembre 1872.

Phalsbourg, en Lorraine allemande, en quête de leur patrie<sup>13</sup>. L'un des textes les plus célèbres de cette veine est la nouvelle *La dernière classe*, d'Alphonse Daudet, extraite des *Contes du lundi*, un recueil publié en 1875 ; de nombreuses nouvelles de Léon Bloy (1846-1917) ont également pour thème la guerre de 1870 et les provinces perdues, mais Bloy était peu connu de son vivant. En revanche, les romans populaires patriotards des Alsaciens Erckmann et Chatrian faisaient fureur ; et tout le monde connaissait les vers idiots de Paul Déroulède (1846-1914), engagé volontaire en 1870, officier jusqu'à ce qu'un accident l'eût écarté du service, auteur en 1872 des *Chants du soldat* :

« L'air est pur, la route est large  
Le clairon sonne la charge

---

13 Le *Tour de France* est une leçon de patriotisme, mais aussi un manuel de géographie, d'économie, de biologie, d'hygiène, etc., le tout génialement dissimulé sous une forme littéraire classique, celle du roman de voyage et de quête (avec, paraît-il, des réminiscences de l'*Iliade* – mais l'on pense aussi beaucoup à *Huckleberry Finn* de Mark Twain, paru en 1884, ou au *Sans famille* d'Hector Malot, paru un an après le *Tour de France* : bref, ce genre de forme littéraire était "dans l'air"). C'est un excellent concentré de l'idéologie dominante de l'époque – une idéologie qu'il a contribué décisivement à forger, grâce à sa présence massive dans les écoles (vous remarquerez qu'il est antérieur de quelques années à l'œuvre de Ferry). L'écrivain bretonnant Pierre-Jakez Hélias (né en 1914), dans ses souvenirs d'enfance (*Le cheval d'orgueil*, paru en 1975), raconte que dans son village des années 1920, c'était devenu "le" livre, celui que l'on demandait à l'instituteur sans autre précision, celui qui trônait, unique, dans l'armoire de la ferme, « recouvert d'un morceau de vieille chemise proprement raccomodé avec du fil ». Trois millions d'exemplaires se vendirent entre 1877 et 1880 ; en 1914 on en était à huit millions quatre cent mille exemplaires.

L'auteur était Augustine Fouillée, la femme d'un maître de conférences à l'E.N.S.; elle se dissimula sous le pseudonyme, très caractéristique du scientisme de l'époque, de G. Bruno.

Le livre reçut un excellent accueil dans les écoles "libres": l'anticléricalisme militant en était absent, même si l'ouvrage traitait les cathédrales essentiellement comme des manifestations du génie français dans l'ordre de l'architecture et de l'art; si André et Julien y entraient pour prier, c'est pour le salut de la France (il y eut du reste des variations révélatrices d'une édition à l'autre: après la séparation de l'Église et de l'État en 1905, les deux petits héros ne s'écriaient plus "Mon Dieu!", mais "Hélas!". On s'en indigna à la Chambre des députés, sur les bancs de la droite...). Jeanne d'Arc, bien entendu, y était une héroïne nationale, rien d'autre. En fait, l'idéologie sous-jacente était des plus consensuelle. On y voyait très peu les rois (un peu plus leurs grands ministres, comme Colbert); la Révolution n'avait droit qu'à une seule mention! Le mal majeur, pour le *Tour de France*, c'était la guerre civile, la division de la nation – bref, Michelet revu à la lumière du traumatisme de la défaite et de la Commune. La conception de la nation était très "citoyenne": la patrie, c'était d'abord une somme de volontés, d'efforts et de vertus individuelles orientés dans le même sens, celui du progrès: le livre insistait sans cesse sur le labeur, l'inventivité des Français; le tableau du pays se bâtissait peu à peu comme la somme d'une série d'industries, d'activités, de génies régionaux... Le tout concourait à l'existence et à la grandeur d'une "patrie" que tous les personnages du livre, sans exception, révéraient en des termes presque mystiques. En revanche, l'idée de Revanche était encore absente; le deuil des provinces perdues devait s'effacer par le travail; la paix des peuples était présentée comme un idéal – et l'Empire colonial n'apparut que dans l'édition de 1906.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que la question ouvrière, la lutte des classes, fussent évacuées. Ce qui ne devait choquer personne en 1877, période où le mouvement ouvrier français était en état de coma, mais devint de plus en plus gênant dans les années 1900! Le *Tour de France* ne présentait pas une France rurale et passéiste à la Comtesse de Ségur, il y avait par exemple un long passage sur le Creusot, « première usine d'Europe », et les deux enfants s'émerveillaient devant le fameux marteau-pilon, symbole du progrès technique, qui pouvait aussi bien broyer un bloc de fer que « casser la coque d'une noix sans toucher à la noix même ». Mais les petits héros ne rencontraient pratiquement pas d'ouvriers; on y trouvait des notations du genre: « ce qu'il y a de plus heureux dans la richesse, c'est qu'elle permet de soulager la misère d'autrui ». L'ouvrier, lorsqu'il apparaissait, était bon, consciencieux, sympathique, acunement revendicatif: il travaillait beaucoup et gagnait peu, mais exactement comme le petit paysan et l'artisan, bien plus présents dans l'ouvrage; il n'était pas pauvre, mais « sobre, économe ». Un seul personnage se plaignait que les employés fussent mal payés: c'était un voleur. Il n'y avait pas de puissants et d'opprimés: il n'y avait que des bons et (quelques) mauvais.

Et le zouave va chantant  
Mais là-haut sur la colline  
De la forêt qui domine  
Le Prussien, furieux, l'attend... »

En voici d'autres aussi célèbres alors que crétins, extraits d'un recueil de 1881:

« J'en sais qui croient que la haine s'apaise ;  
Mais non ! L'oubli n'entre pas dans nos cœurs !  
Trop de sol manque à la terre française,  
Les conquérants ont été trop vainqueurs !  
L'honneur, le sang, on a tout à reprendre...  
Par quels moyens ? D'autres vous le diront.  
Moi, c'est l'ardeur que je voudrais vous rendre,  
Je ne suis, moi, qu'un sonneur de clairon.

Je vis les yeux baissés comme un bœuf au labour,  
Je vais rêvant à notre France entière,  
Des murs de Metz au clocher de Strasbourg,  
Depuis dix ans j'ai commencé ce rêve,  
Tout le traverse et rien ne l'interrompt,  
Dieu veuille un jour qu'un grand Français l'achève !  
Je ne suis, moi, qu'un sonneur de clairon ».

Je ne résiste pas à l'envie de conclure ce florilège du génie littéraire français par une comptine anonyme que l'un de mes camarades, d'origine alsacienne, savait encore dans les années 1980 :

« Cigogne, cigogne, t'as de la chance  
Tous les ans tu passes en France  
Cigogne, cigogne, rapporte-nous  
Dans ton bec un petit pioupiou<sup>14</sup> ».

Par ailleurs, il était assez mal vu, dans ces années, de se rendre en Allemagne (par exemple aux expositions universelles organisées dans ce pays), de lire des auteurs allemands... Cela n'empêcha pas Wagner et Schopenhauer de faire la conquête des intellectuels français dans les années 1890.

L'armée était l'objet de tous les soins. Ses crédits augmentaient régulièrement. Le service militaire, fixé par Thiers en 1872, restait long (cinq ans) mais il y avait beaucoup d'exemptions ; en 1889 il fut réduit à trois ans mais les principales exemptions disparurent, celles notamment qui concernaient les prêtres et les instituteurs : les anticléricaux se réjouirent de voir « les curés sac au dos » (ils ne faisaient quand même que dix mois de service actif, comme les bacheliers). La revue du Quatorze juillet à Longchamp devint un rite républicain et une grande fête populaire, évoqué en 1886 par le chansonnier Paulus dans la célèbre rengaine *En revenant de la revue* :

« Gais et contents, nous allions triomphant,  
En revenant d'Longchamp le cœur à l'aise,

---

<sup>14</sup> Le mot a deux sens : "oiseau" et "soldat".

Sans hésiter, car nous venions d'fêter,  
Voir et complimenter l'armée française ! ».

Ce fut la grande époque des comiques troupiers, qui incarnaient à la scène le "brave pioupiou" : selon Bernanos, « le troubade [troupier] avec ses guêtres blanches, son grotesque pompon, son tire-jus [blague à tabac] multicolore et sa payse [??], enchantait le public des cafés-concerts. Après cinq ou six refrains laborieux, le couplet final en l'honneur de l'Alsace-Lorraine faisait sortir de plus d'un manchon le petit mouchoir brodé » — tout cela n'empêchait pas que bon nombre d'officiers restaient monarchistes de cœur. Il y eut même, à partir de 1882, des tentatives pour instituer des bataillons scolaires composés d'écoliers de dix à douze ans, équipés de fusils de bois et entraînés à la guerre par leurs instituteurs. L'expérience fut un échec, les enfants ayant tendance à oublier très vite cet enseignement reçu trop tôt — et puis l'affaire Boulanger finit par faire réfléchir les républicains sur le danger de susciter des forces qui risquaient de les déborder. Les bataillons scolaires disparurent en 1890.

C'était que le nationalisme était loin d'être un article exclusivement gouvernemental ; un certain nombre d'organismes privés se donnaient pour tâche de le développer. En 1882 apparut une Ligue des Patriotes, qui se donnait pour objectif de préparer la Revanche ; elle atteignit très vite les cent quatre-vingt mille adhérents, un chiffre énorme pour l'époque. L'une des principales figures en était Paul Déroulède. Au départ cette ligue n'était pas du tout antirépublicaine ; du reste les œuvrettes bêtasses du mirliton patriotique étaient largement diffusées dans les écoles et la Ligue comptait avec le patronage de hauts personnages du régime, comme Félix Faure qui fut président de la République dans les années 1890. Mais elle se voulait un aiguillon, ce qui la conduisit très vite à critiquer la pusillanimité des opportunistes, puis le régime parlementaire en général, et finit par l'entraîner dans l'aventure boulangiste : dans les années 1890, elle était devenue une force proche de la droite antirépublicaine.

L'un des problèmes majeurs de la République dans les années 1880, l'une des raisons pour lesquelles elle devait remettre la Revanche à plus tard, c'était son isolement en Europe. La France n'avait pas d'alliés. L'Autriche-Hongrie était passée dans la sphère d'intérêts de l'Allemagne, malgré Sadowa ; la Russie était hostile à la République démocratique et anticléricale — ce qui n'empêchait pas certains, en France, d'insister sur les liens profonds entre les deux pays, notamment la popularité en Russie de la langue de la comtesse de Ségur ; l'Italie et la Grande-Bretagne, puissances "libérales", s'opposaient à la France sur les questions coloniales — une opposition que Bismarck avait encouragée, notamment avec l'Italie autour du problème tunisien (voyez au chapitre 9). Depuis 1883, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie étaient alliées au sein de la Triple Alliance ; elles renouvelèrent solennellement leur alliance en 1891. C'était parce que l'Allemagne avait très peur du revanchisme français (elle aurait pu y réfléchir en 1871) : enclavée, entourée de trois côtés de grandes puissances, la

France au sud-est, la Russie à l'est, la Grande-Bretagne qui gardait l'accès aux mers, elle avait un besoin vital d'alliés.

Après 1890 (cette date correspond au renvoi de Bismarck par Guillaume II), la France s'engagea à son tour dans la voie des alliances contraignantes et de la diplomatie secrète, une voie des plus périlleuses à long terme — certains diront qu'elle n'avait pas d'autre choix ; ce à quoi j'aurais tendance à répondre que pour jouer au plus con, il faut être deux. Toujours est-il que pour répondre à la Triplice, en août 1892, à un mois du centenaire de Valmy, la France et la Russie (mécontente de l'avancée autrichienne dans les Balkans, où les deux Empires s'affrontent par petits pays interposés) signèrent à leur tour un traité d'alliance défensif, dont le texte ne fut pas rendu public (c'était que pour les diplomates et les gouvernants de l'époque, la diplomatie était affaire de spécialistes, l'opinion publique n'avait rien à y voir ; d'autre part, rendre publiques les clauses militaires du traité eût pu inciter l'Allemagne à réarmer — ce qu'elle fit quand même, ayant, sans savoir le détail, saisi l'essentiel). Ce traité prévoyait que les deux pays devaient se prêter automatiquement secours si l'Allemagne attaquait l'un d'entre eux. Aux dangers d'un tel texte, contraignant et qui risquait d'entraîner la France dans l'*imbroglio* des Balkans, s'ajoutait le paradoxe d'une alliance de la République avec le régime de loin le plus réactionnaire d'Europe. De plus, l'alliance franco-russe conduisit l'Allemagne à resserrer ses liens avec l'Autriche-Hongrie et à rechercher d'autres alliances : c'était un pas supplémentaire dans un engrenage qui, vingt ans plus tard, allait être fatal à la paix.

Les manifestations d'amitié franco-russe se multiplièrent (la visite officielle rendue par la flotte russe à Toulon et à Paris, en 1893, a laissé des traces inéquivoques dans notre vocabulaire : l'entremets « franco-russe », la « tournée des grands-ducs »). Dans l'immédiat, l'opinion publique française était aux anges, même si elle ne connaissait pas les détails du texte signé : la France n'était plus seule devant l'Allemagne, un nouveau 1870 était impossible ; la Russie et la France alliées obligeraient l'Allemagne à combattre sur deux fronts, peut-être une victoire militaire était-elle envisageable — la Russie n'avait-t-elle pas la première armée d'Europe ? Ce ne fut qu'avec la désastreuse guerre russo-japonaise (1904-1905), et la révolution qui s'ensuivit, que s'imposa l'image du "colosse aux pieds d'argile". Les milieux d'affaires, eux, voyaient avec satisfaction l'ouverture à leurs investissements d'une contrée immense et pleine d'opportunités, malgré ou peut-être à cause de son retard économique. La Russie était un pays en voie de modernisation accélérée (notamment depuis l'abolition du servage en 1861) : elle s'industrialisait, les transports s'amélioraient (la construction du Transsibérien commença en 1891) ; de plus, elle semblait avoir été fermement reprise en main depuis l'assassinat du tsar Alexandre II (1881).

En réalité, dans ce nouveau jeu diplomatique la place de la France s'était profondément modifiée, et, sur le fond c'était pour le pire. La France n'était qu'une pièce de l'une des deux alliances entre lesquelles l'Europe se trouvait déchirée ; bien sûr ce n'était pas la Belgique ni la Suisse, mais ce n'était plus, pour employer le vocabulaire de l'époque, qu'une "puissance" parmi

d'autres. Plus question d'attaquer l'Allemagne seule comme en 1870, à plus forte raison l'Europe tout entière comme en 1795 : décidément, la France n'était plus ce qu'elle avait été. De plus, le caractère contraignant de la nouvelle alliance signifiait concrètement que la France avait abdiqué une bonne partie de son autonomie en matière de politique extérieure : si Nicolas décidait de faire la guerre à Guillaume, elle devait suivre.

Mais personne à l'époque ne mesurait la puissance en termes autres que territoriaux, les relations internationales autrement qu'en termes de rapports de forces et de conflits ; le revanchisme français ne choquait personne, ni en France, ni ailleurs. Il y avait d'assez solides arguments pour réclamer l'Alsace et la Lorraine, territoires annexés de force, sans négociation préalable, sans armistice. Surtout, la France était loin d'être le seul pays à faire preuve d'agressivité dans son rapport au monde. On était dans une Europe marquée par la brutalité bismarckienne, et, plus généralement, par les idéologies inégalitaires issues, notamment, du darwinisme : la vie était une lutte, et il était normal, et même moral, que les plus forts l'emportassent (voyez au chapitre 9 pour plus détails sur ces évolutions). Alors même que la conscience était si forte, l'orgueil si grand de ce qui séparait l'Europe du reste de l'humanité, jamais personne ne tenta d'établir un dialogue avec l'Allemand, récemment promu au rang d'ennemi héréditaire ; personne, ni en France ni ailleurs, n'essaya de construire une Europe unie dans la paix. Il est vrai que l'Europe n'a jamais été politiquement unifiée, contrairement à la Chine ou au monde arabe ; il est difficile de penser ce qui n'a jamais été, de réfléchir à un problème sans aucune référence historique. Il fallut deux guerres mondiales aux Européens pour se rendre compte de leur erreur.

## II-Les oppositions au régime et l'usure des opportunistes.

### A) La crise boulangiste<sup>15</sup>

On a vu qu'au début des années 1880 les oppositions étaient à peu près impuissantes. Cependant, dix ans à peine après le triomphe des républicains, une grave crise menaça le régime et manqua l'emporter ; elle fut brève, mais l'"affaire Boulanger" entraîna une profonde redéfinition des courants hostiles à la République, ou au régime parlementaire – ce qui n'était pas tout à fait la même chose et, nous allons le voir, entraînait ambiguïtés et confusions.

Vers 1885, un certain mécontentement commençait à se faire jour dans l'opinion envers une République qui décevait : à cause pour certains de la minceur de son œuvre sociale ; à cause de l'instabilité ministérielle et des bisbilles incessantes entre les ténors du régime (l'antiparlementarisme progressait dans l'opinion) ; parce qu'elle ne parvenait pas à empêcher la situation économique de se dégrader lentement (le marasme durait depuis le milieu des années 1870,

---

<sup>15</sup> L'écrivain Maurice Barrès a consacré à cette crise un roman non dépourvu d'intérêt, quoique parfois il se perde dans des détails de "cuisine" politique qui ne nous touchent plus guère : *L'appel au soldat*, paru en 1900.

voyez au chapitre 7). À cause des guerres coloniales aussi – je les traite en détail au chapitre 9. L'opinion ne comprenait pas ce que la France allait faire dans ces contrées lointaines ; d'aucuns accusaient Ferry, surnommé "le Tonkinois", de détourner l'attention des Français de la Revanche. Ce fut sur la question de l'Indochine que Ferry tomba définitivement en mars 1885, à la suite d'un revers militaire subi à Lang Son et présenté par l'opposition comme un désastre. Enfin il y avait toujours l'opposition monarchiste, qui tentait de capitaliser le mécontentement des catholiques...

Les législatives d'octobre 1885 se tinrent au scrutin de liste départemental (c'était l'un des chevaux de bataille de Gambetta, mais il fut adopté après sa mort seulement). Elles se traduisirent à la fois par une renaissance de la droite, un progrès des radicaux, et même l'élection de six socialistes. La Chambre des députés, partagée en trois blocs d'importance comparable (d'environ deux cent députés chacun), devint à peu près ingouvernable. Les opportunistes, pour se maintenir au pouvoir, durent rechercher les voix des radicaux, réticents et qui réclamaient des réformes dont les plus centristes ne voulaient pas : leur intransigeance amena la chute de plusieurs cabinets. Clemenceau notamment acquit la réputation d'un "tombeur de ministères". Il y eut même deux éphémères gouvernements dirigés par des hommes proches des radicaux, un ministère Brisson (d'avril 1885 à janvier 1886) et un ministère Goblet (de décembre 1886 à mai 1887), mais ils tombèrent très vite car ils faisaient peur aux opportunistes. Le système semblait bloqué ; la droite prédisait la fin du régime et la restauration de la monarchie, royauté ou Empire – il y avait deux prétendants bonapartistes, Jérôme Bonaparte selon la loi salique ("Plon-Plon", comme l'appelaient les caricaturistes, était un vieux bohème assez peu présentable, qui s'affirmait républicain...) et son fils Victor, désigné par le testament de Napoléon III. D'autres réclamaient une nouvelle République, plus autoritaire ou plus sociale, ou les deux à la fois.

Le mécontentement se cristallisa en 1886-1887 sur la personne du général Boulanger. Georges Boulanger (1837-1891) était un personnage à peu près inconnu avant 1885. En janvier 1886, à la faveur d'une crise ministérielle, il fut appelé au ministère de la Guerre par le nouveau président du Conseil, Freycinet, sur les conseils de Clemenceau, qui avait été son camarade de classe. Il était jeune, avait de la prestance (et une superbe barbe blonde), il avait fait une très belle carrière militaire ; surtout, il semblait sincèrement républicain (par tradition familiale), ce qui était rare à l'époque dans l'armée.

Boulanger resta ministre de la Guerre durant un an et demi, dans deux gouvernements successifs (les cabinets Freycinet de janvier à décembre 1886, puis Goblet de décembre 1886 à mai 1887). Ce fut un ministre intelligent, efficace, dynamique, imaginatif, un rien démagogue aussi (il fit repeindre les guérites en tricolore). Il fit améliorer la vie quotidienne des soldats, notamment le régime des permissions et l'alimentation (les assiettes remplacèrent les gamelles), et moderniser l'armement (on introduisit un nouveau fusil, le Lebel, à répétition) ; il donna de l'avancement aux officiers républicains, fit rayer des



cadres le duc d'Aumale, l'un des fils de Louis-Philippe ; il prépara un projet de service militaire unitaire de trois ans pour tous, y compris pour le clergé, et sans tirage au sort (la loi passa en 1889).

Surtout, de sa propre initiative et sans consulter le gouvernement, il adopta une attitude très ferme vis-à-vis de l'Allemagne, où Bismarck était encore au pouvoir, lors de l'affaire Schnæbelé, en avril 1887. Il s'agit d'un incident qui se produisit en Lorraine, où la situation politique était très tendue côté allemand : Schnæbelé, un commissaire de police français, avait été arrêté pour espionnage après avoir été convoqué en Lorraine allemande par un collègue allemand pour affaire de services. Boulanger proposa la mobilisation générale et un ultimatum à l'Allemagne pour un incident somme toute mineur, ce que le gouvernement refusa car la France n'avait pas les moyens d'une Revanche. Finalement les Allemands relâchèrent Schnæbelé, mais pour la fraction nationaliste et contestataire de l'opinion publique Boulanger devint "le général Revanche", par opposition aux opportunistes grisâtres et timorés.

Grisé, Boulanger exploita sa popularité, multipliant les revues militaires (celle du 14 juillet 1886 est évoquée dans la chanson de Paulus déjà citée: « Moi j'faisais qu'ad-mi-rer / Le brav'général Boulanger! ») et les entrevues avec des journalistes, payant même certains journaux pour chanter sa gloire. Sa popularité, servie par la chanson, l'image, la presse, commença à faire l'objet d'une exploitation politique : la Ligue des Patriotes monta une campagne de presse en sa faveur. Pour Déroulède, Boulanger était le "grand Français" qui mettrait fin aux luttes stériles des parlementaires, rassemblerait la nation, reprendrait l'Alsace-Lorraine, rendrait à la France sa primauté en Europe... Une partie des radicaux, cocardiens par tradition, rejoignirent la mouvance boulangiste (ainsi Rochefort et son journal *L'Intransigeant*), d'autant que Boulanger ne s'attaquait absolument pas au régime républicain. Rochefort ne fut pas le seul à gauche à rejoindre le boulangisme, tant le boulangisme chassait sur les mêmes terres que la vieille tradition parisienne "jacobine-proconsulaire", où la volonté de rendre le pouvoir au peuple était inséparable de l'aspiration à un régime fort : la haine du parlementarisme émoullent était le ciment de cette alliance. Clemenceau en revanche demeura fidèle au régime : très vite, il vit dans le boulangisme le spectre d'un nouveau bonapartisme.

Le gouvernement finit par s'inquiéter : Boulanger perdit le ministère de la Guerre. Il fut relégué à Clermont-Ferrand<sup>16</sup> (à la gare de Lyon, la foule tenta d'empêcher son départ), puis mis à la retraite en mars 1888. La Ligue des Patriotes cria au complot, Déroulède prétendit que Boulanger était victime de traîtres stipendiés par Bismarck ; à la revue du 14 juillet 1888, la foule conspu le gouvernement. Les partisans du général commencèrent à organiser des manifestations : elles recrutaient autant dans les milieux populaires que dans les classes moyennes.

Sur ces entrefaites éclata un gros scandale politico-financier, le scandale Wilson ou "scandale des décorations". On découvrit que le gendre du président

---

<sup>16</sup> Ne confondez pas avec Limoges où, en 1914, Joffre "placardisa" cent trente-quatre officiers généraux jugés incapables ; d'où le verbe "limoger".

de la République, Wilson, par ailleurs député opportuniste et sous-secrétaire d'État, vendait des décorations (notamment des légions d'honneur), ce qui n'était possible qu'avec de puissantes complicités. Le scandale, exploité par la droite et qui secoua les milieux républicains dans leur ensemble, fut amplifié par l'attitude du président Grévy, innocent mais éclaboussé par le scandale, puisque le trafic se faisait à l'Élysée. Il refusa de démissionner jusqu'au mois de décembre 1887, lorsqu'il fut finalement remplacé par Sadi Carnot. Beaucoup de Français étaient persuadés que la République parlementaire était pourrie, ce qui jouait en faveur de Boulanger, à droite comme à gauche.

Enfin, à la fin 1887 et au début 1888, on assista au ralliement à Boulanger de la droite royaliste et bonapartiste. Ces courants, redevenus assez puissants (deux cents députés sur six cents) mais incapables de revenir au pouvoir par les voies légales (ils ne trouvaient pas d'alliés au centre), entendaient se servir de l'homme à la barbe blonde pour renverser le régime. Ils lui amenèrent de l'argent, des journaux, des électeurs ; en contrepartie, le général Boulanger promit de rétablir la monarchie. Il fit d'ailleurs la même promesse aux royalistes et aux bonapartistes ; il espérait tromper tout le monde à son profit, mais au fond de lui-même il restait républicain, et il avait dans son entourage des gens qui étaient des républicains convaincus (Déroulède, Rochefort), hostiles à *cette* République-là mais pas à *la* République. En réalité, on peut le considérer comme le premier contestataire de droite du régime qui n'ait pas eu pour but premier de rétablir une monarchie. C'était un signe supplémentaire du déclin de l'idée monarchique en France, encore vigoureuse quinze ans auparavant : les monarchistes étaient obligés de se rabattre sur un champion qui n'était pas des leurs, et qui se servit d'eux bien autant qu'ils se servirent de lui... Pour l'instant, la barbe blonde se gardait bien de préciser son programme, se contentant de formules vagues du genre : « la France n'a jamais été aussi proche des abîmes », et de promesses tout aussi vagues (indépendance, grandeur, stabilité politique). Il arriva à rassembler une coalition aussi nombreuse qu'hétéroclite sur son nom et sur un slogan : « référendum, révision » (des lois constitutionnelles de 1875).

En particulier Boulanger n'exploitait aucun argumentaire religieux ; mais certains catholiques étaient tentés de voter pour lui par exaspération de la République: ce fut le début d'un rapprochement avec la droite antirépublicaine et autoritariste. De même, il n'y avait aucune dimension antisémite dans l'argumentaire de Boulanger<sup>17</sup>.

La mise à la retraite de Boulanger était une grosse erreur de la part des opportunistes : l'homme à la barbe avait désormais le droit de concourir aux élections. À partir d'avril 1888, il se présenta systématiquement à toutes les législatives partielles, parfois en plusieurs lieux le même jour. Du fait du scrutin de liste départemental, chaque scrutin concernait tout un département à la fois, même lorsqu'il s'agissait de pourvoir un seul siège : cela accentuait leur

---

<sup>17</sup> Chez ses partisans en revanche, c'était autre chose. Léon Daudet se souvenait de s'être fait traiter de "sale juif" par la foule, le jour de l'élection parisienne... L'anecdote ne manque pas de sel, car il devint l'une des grandes figures de l'antisémitisme français dans les années 1900 à 1930.

retentissement. Dès qu'il était élu, il démissionnait pour se représenter : les élections devenaient de véritables plébiscites. Boulanger reprenait à son profit les techniques électorales employées par Louis-Napoléon Bonaparte en 1850-1851, mais aussi par les candidats à la présidence des États-Unis : il sillonnait la France entière, inondait le pays de brochures, de bibelots à son effigie. Il fut élu presque partout où il se présenta, parfois à de fortes majorités. Et ce fut le triomphe de janvier 1889 : Boulanger, qui s'était présenté dans le département de la Seine, obtint 60% des voix ; une foule énorme défila, le gouvernement s'attendait à un coup d'État. Il s'agit d'une date clef pour l'évolution politique de la capitale : Paris, à l'exception des faubourgs, n'était plus une ville de gauche<sup>18</sup>.

Mais **Boulanger** ne profita pas de la situation : il **refusa de marcher sur l'Élysée** et alla se coucher. Peut-être espérait-il arriver au pouvoir par les voies légales dans les jours suivants, à la faveur d'une crise ministérielle, ou aux élections législatives du mois d'octobre suivant. Peut-être eut-il conscience du caractère hétérogène de ses troupes et de la fragilité du soutien des monarchistes (le bruit commençait à courir des promesses contradictoires qu'il avait fait aux différents prétendants). Il voulait bien de leurs suffrages, mais il se refusait à abattre la République ; il voulait au contraire amener les conservateurs à soutenir la République rénovée. Barrès donne l'explication suivante : « malgré ces acquiescements de son intelligence à la légitimité d'une intervention de soldat, l'âme droite, honnête et naïve du général Boulanger gard[ait] des préjugés d'éducation. Il se rappel[ait] que son père récitait les invectives de Victor Hugo contre l'homme du Deux décembre. Il redout[ait] le jugement des rédacteurs de l'Histoire. (...) Il s'épouvant[ait] d'un trait de plume. (...) L'indigence des principes empêch[ait] qu'on about[ît] à un programme positif. Le général Boulanger, tout au net, manqu[ait] d'une foi boulangiste qui se substitu[ât] dans sa conscience à l'évangile dont viv[ait] le parlementarisme ». Bref, le blondasson barbu n'était pas Napoléon III, et il n'avait pas de programme ; peut-être tout simplement ce militaire qui jusque-là, en politique, avait plutôt suivi que précédé ses troupes, n'avait-il pas le tempérament d'un homme d'action.

Toujours est-il que le gouvernement se ressaisit, le menaça d'arrestation : le premier avril, il s'enfuit en Belgique. Cette lâcheté provoqua un **effondrement immédiat de la coalition boulangiste**. Le gouvernement, lui, prépara énergiquement les élections, multipliant notamment les pressions sur les

---

<sup>18</sup> Cela dit, Boulanger lui-même, dans les brefs moments où il siégeait à la Chambre, se plaçait à l'extrême-gauche de l'hémicycle. Lui-même ne se tenait pas pour un homme de droite; ce furent ses alliés douteux, royalistes notamment, qui l'y firent classer avec tous ses partisans, et plus encore l'acharnement des opportunistes et des radicaux antiboulangistes à représenter le conflit selon un axe gauche/droite, puis leur victoire en 1889. Autrement dit, en votant pour Boulanger en 1889 les Parisiens n'avaient pas le sentiment de changer de camp ; mais en choisissant l'opposition à un régime axé à gauche, ils s'exposèrent à être qualifiés d'hommes de droite, et comme le régime survécut à leurs attaques et conserva le contrôle de l'attribution des qualificatifs de "gauche" et de "droite", l'idée finit par s'imposer à tout le monde, y compris à eux-mêmes, qu'ils étaient "de droite".

N.B. La majorité du conseil municipal ne passa à droite qu'en 1900 (à droite des opportunistes, s'entend) ; au XXe siècle, elle ne fut à gauche que de 1904 à 1909, et brièvement ) la Libération.

fonctionnaires, mobilisant toutes les forces de la franc-maçonnerie ; tandis que l'Exposition universelle (celle de la tour Eiffel) offrit à l'opinion une distraction bienvenue. Boulanger, condamné en août pour attentat à la sécurité de l'État, devint inéligible. Les élections d'octobre 1889 se tinrent au scrutin d'arrondissement, un mode de scrutin moins propice aux dérives plébiscitaires ; les candidatures multiples avaient également été interdites. Le scrutin se traduisit par une victoire des républicains modérés : les candidats se réclamant de Boulanger n'obtinrent qu'une quarantaine de sièges. Paris avait cependant voté pour les candidats boulangistes ; parmi ceux-ci, le jeune Maurice Barrès fut élu à Nancy.

Boulanger sombra rapidement dans l'oubli. Deux ans plus tard, en 1891, il fit une fin pitoyable, se suicidant sur la tombe de sa maîtresse, à Ixelles en Belgique. « Ci-gît le général Boulanger, qui mourut comme il vécut : en sous-lieutenant » : telle est l'épithète que lui accorda Clemenceau. Il est clair que l'homme n'était pas à la hauteur du rôle qu'il fut amené à jouer.

Le boulangisme n'a été qu'un épisode éphémère et sans postérité directe, assez lamentable au fond ; mais il a joué un rôle considérable dans la recomposition du paysage politique français. Il a été l'épisode fondateur de ce que l'on peut désormais appeler la contestation de droite de la III<sup>e</sup> République : les ligueurs des années 1930 s'en réclamaient encore. Il servit de "sas" pour le passage de gauche à droite d'un certain nombre de personnalités ; mais surtout, il donna un sens nouveau aux mots de "gauche" et de "droite".

Avant 1889, le critère essentiel qui distinguait la droite de la gauche était l'attachement à la République ou à la monarchie sous ses différentes formes, ainsi que l'attitude envers l'Église ; le nationalisme en revanche n'était pas un discriminant essentiel. On trouvait des nationalistes farouches aussi bien à droite (notamment dans la tradition bonapartiste) qu'à gauche (notamment parmi les radicaux et les héritiers de la tradition blanquiste), mais dans les deux camps on trouvait également des personnes indifférentes au discours nationaliste (les orléanistes, certains opportunistes). Mais Boulanger, entré en politique en faisant vibrer la corde patriotarde un peu plus violemment que les hommes au pouvoir, finit par rassembler derrière lui l'ensemble des ennemis du régime, à l'exception des socialistes. L'épisode Boulanger provoqua une identification, une synthèse entre le nationalisme (plus exactement, la surenchère nationaliste sur un régime qui l'était déjà passablement en soi) et l'opposition au régime parlementaire (sinon à la République), le tout de plus en plus nettement marqué à droite à mesure que la République glissait à gauche, notamment dans les années 1900. Après 1889, les ennemis de la République parlementaire (ceux qui réclamaient un régime fort – souvent une monarchie, mais pas forcément) étaient les mêmes qui se livraient aux surenchères nationalistes, accusant la République de faiblesse en ce domaine, voire de trahison : pour eux, seul un régime fort pouvait sauver la France. En revanche, après 1889, si l'on était hostile au césarisme, ou à la droite en général, on ne pouvait qu'être hostile aussi aux formes extrêmes de

nationalisme qu'incarnait l'opposition de droite au régime. Tout ceci, bien sûr, selon les critères de l'époque : même le discours d'un Ferry ou d'un Clemenceau sonne aujourd'hui fort nationaliste à nos oreilles.

La République était sauvée, mais elle n'avait pas pour autant résolu ses problèmes : l'instabilité ministérielle (aux élections de 1889 les républicains opportunistes n'avaient obtenu que deux cent soixante sièges sur cinq cent soixante-seize, ils dépendaient donc toujours du soutien des cent vingt radicaux ; il y avait cent quatre-vingt-quatre monarchistes et nationalistes) ; le problème religieux (une majorité des catholiques voulaient la perte de la République, régime sans Dieu ; par ailleurs, les radicaux, à gauche, faisaient pression en faveur de nouvelles mesures anticléricales) ; le problème ouvrier aussi, que j'évoquerai à part.

## B) L'usure des opportunistes dans les années 1890.

### 1) Un régime fatigué.

Durant les années 1890, les opportunistes continuèrent à dominer la vie politique (on les appelait plutôt "progressistes" à la fin de la décennie, antiphrase autoattribuée qui ne faisait que souligner leur conservatisme croissant). Ils obtinrent de meilleurs résultats électoraux en 1893 qu'en 1889, et derechef en 1898. Ils formaient l'essentiel du personnel politique aux affaires ; mais ils devenaient de plus en plus conservateurs — sans cesser d'être républicains bien sûr. Il n'y eut qu'un essai éphémère de ministère radical homogène, le ministère Léon Bourgeois (de novembre 1895 à avril 1896), qui ne parvient pas à imposer son programme au législatif (il s'agissait essentiellement de l'impôt sur le revenu). Ce fut le premier gouvernement de la IIIe République à être renversé par le Sénat : la Chambre haute révéla ainsi une capacité de nuisance élevée face aux gouvernements de gauche, qui allait s'épanouir dans les années 1920 et 1930.

Mais cette prééminence des opportunistes n'entraîna pas un retour à la stabilité ministérielle, car ils ne formaient pas un parti structuré et n'avaient toujours qu'une faible majorité à la Chambre (environ 50% des députés, contre 20% de radicaux et socialistes et 30% pour les droites). Aussi les présidents du Conseil défilaient : aucun n'était une forte personnalité. Jules Méline (1838-1925) fut le plus notable, surtout par la longueur de son ministère (d'avril 1896 à octobre 1898) ; c'était un "agrarien" typique, c'est-à-dire un spécialiste de l'agriculture et quelqu'un qui pensait essentiellement les problèmes du pays par le biais de l'agriculture ; ministre de l'Agriculture dans la plupart des gouvernements de l'époque, il est l'auteur du *Retour à la Terre*, ouvrage où il soutenait que la France devait cultiver ses aptitudes agricoles et paysannes plutôt que de s'acharner dans la compétition industrielle. Il est surtout resté célèbre pour le corset protectionniste qu'il a imposé à l'industrie et surtout à l'agriculture française à partir de 1892 (dans le prolongement des mesures prises par Thiers dans les années 1870), et que l'on a souvent rendu responsable

de la sclérose progressive de notre économie au début du XXe siècle, même si dans un premier temps le protectionnisme l'a protégée de la concurrence étrangère, notamment américaine – pour plus de détails, voyez au chapitre 7. Parmi les jeunes personnalités dont la carrière politique s'annonçait prometteuse, on peut noter Raymond Poincaré et Louis Barthou (ministres pour la première fois dans le même gouvernement, en 1894, à trente-quatre et trente et un ans respectivement). Même la fonction de président de la République était atteinte par une certaine **instabilité** : à Sadi Carnot, assassiné en juin 1894, succéda Jean Casimir-Périer (1847-1907) qui dut démissionner dès janvier 1895, puis Félix Faure, qui mourut brutalement en février 1899, et enfin Émile Loubet (1841-1929), premier président de la République française à avoir terminé son mandat (en 1906).

Le personnel politique se renouvelait peu à peu et son recrutement social se démocratisait, même si l'on voyait pas apparaître beaucoup de personnalités issues directement de milieux modestes ; au total, cette période grisâtre apparaît comme celle du **triomphe définitif des classes moyennes** dans la classe politique. Ainsi Félix Faure, fils d'artisans parisiens, qui n'avait même pas présenté son baccalauréat, mais avait fait une carrière dans la petite industrie (tannerie), puis s'était servi de la présidence de la Chambre de Commerce du Havre pour entamer une carrière politique qui le mena jusqu'au poste de président du Conseil, puis à l'Élysée ; il y amena des manières de parvenu qui scandalisaient la droite ; sa mort dans les bras d'une "bonne fortune" ne fut que le dernier de ces scandales<sup>19</sup>. Son successeur Émile Loubet, lui aussi un ancien président du Conseil, était un fils de paysans qui avait fait carrière comme avocat, puis maire de Montélimar. Il en avait gardé l'accent, ce qui, là encore, était nouveau : Thiers, par exemple, gommait soigneusement son accent marseillais. *A contrario*, on peut évoquer **les ennuis du président Casimir-Périer** : issu de la très grande bourgeoisie, petit-fils d'un président du Conseil de Louis-Philippe, beau-frère du duc d'Audriffet-Pasquier et principal actionnaire des mines d'Anzin, républicain sans tache (il avait combattu l'Ordre moral), à son élection il fit l'objet d'une campagne de presse de la gauche, qui l'attaqua sur le thème : « on ne peut être un bon républicain quand on porte un nom comme le vôtre » (Jaurès). Finalement Casimir-Périer fut acculé à la démission lorsque l'un des journalistes qui l'avaient roulé dans la boue, quoique condamné à un an de prison ferme, fut élu député à Paris à une élection législative partielle. C'était le signe que le personnel politique n'admettait plus d'être dirigé par un grand notable<sup>20</sup>.

## **2) Le scandale de Panamá.**

---

<sup>19</sup> Plaisanterie d'époque : « – Le Président a-t-il encore sa connaissance? – Non, elle vient de descendre par l'escalier de service ». La "connaissance" en question, femme d'un peintre, s'appelait Mme Steinheil : la consonance de ce nom suscita la rumeur d'un complot juif – on était au plus chaud de l'affaire Dreyfus. Clemenceau eut un autre mot, dans le registre égrillard : « il se croyait César et il est mort "Pompée" ».

<sup>20</sup> Par ailleurs, il semble que Casimir-Périer ne se satisfaisait pas du rôle purement décoratif où on le confinait, alors que ses responsabilités morales de chef d'État étaient des plus lourdes.

Quelques années à peine après l'épisode boulangiste et le scandale des décorations, un nouveau scandale majeur secoua la France : le scandale de Panamá.

Il y avait, de longue date, des projets de percement d'un canal interocéanique quelque part en Amérique Centrale (au Panamá, province de la Colombie, ou dans la République indépendante du Nicaragua : deux régions très pauvres et très instables politiquement). En 1880, Ferdinand de Lesseps (1805-1894), l'homme du canal de Suez, se laissa décider à se lancer dans l'aventure, bien qu'il fût déjà âgé. Il fonda une société anonyme, la Société internationale de Panamá. Des milliers de Français firent confiance au prestigieux ingénieur et souscrivirent les actions émises par la société. Les travaux commencèrent, mais très vite apparurent de sérieuses difficultés. L'isthme de Panamá était une région très insalubre, où régnait la fièvre jaune; les travailleurs mouraient comme des mouches et les ingénieurs ne résistaient guère mieux. De plus Lesseps, qui n'avait fait qu'un seul et trop rapide voyage en Amérique centrale, s'obstinait à construire, comme à Suez, un canal au niveau de la mer, sans écluses : or l'isthme est coupé de collines qui atteignent les soixante-dix mètres, et le sol argileux glissait dans les profondes tranchées creusées à grand-peine.

C'était « le Chaos ; non plus le Chaos des premiers jours du monde, mais un Chaos du XIXe siècle : des ingénieurs, des cabaretiers, des teneurs de maisons publiques, des décavés venus de partout, des ouvriers de tous les pays s'agitant pêle-mêle, travaillant sans aucun plan, et recommençant indéfiniment le même travail ; pour cadre, un pays léthifère, où se multiplient, dans une fermentation de fange, des animaux funestes, des pythons sortis de la boue du déluge, des crabes gros comme des tables, d'énormes caïmans (...) Au bord de ces marais dont la saison sèche fait un lac de boue, ravitaillés en apéritifs, mais sans eau potable, payant soixante-quinze centimes la bouteille d'eau de Saint-Galmier et trente ou quarante francs le moindre légume vert, démoralisés par un travail absurde que chacun, de l'ingénieur au dernier manœuvre, sait déjà sans but ni terme, les meilleurs renoncent, s'abandonnent, avec cet espèce de fatalisme cynique propre aux hommes blancs vaincus par un climat ennemi.

De Colón à Panamá, le pays n'était qu'une vaste maison de jeu. Les jours de paye, dans un hameau de quatre-vingt mètres carrés, on comptait jusqu'à soixante tables de roulette et de baccarat. Des natures simples, des ingénieurs des Ponts et Chaussées (...), pris de vertige, manifestaient tout à coup des fantaisies de satrapes, comme ce pauvre Dingler, directeur général qui ne se déplaçait que par train spécial, ainsi qu'un vice-roi des Indes, payait un million de piastres (cinq millions de francs) une maison de campagne que ses employés nommaient entre eux "la folie Dingler"<sup>21</sup> ou "le poulailler de Madame", faisait construire à son usage exclusif la route de

---

<sup>21</sup> Souvenir littéraire de Conrad, que ce passage rappelle fort ? Cf. *La folie Almayer*.

Corozal, qui coûta cinquante-deux mille piastres à la Compagnie et que l'on dut racheter d'ailleurs presque aussitôt soixante mille piastres au véritable propriétaire du terrain, pour que la directrice générale pût continuer à faire rouler sur quelques kilomètres de terrain plat une victoria attelée d'une paire de chevaux de vingt-cinq mille francs (...) » (Bernanos, *La grande peur des bien-pensants*).

Très vite, on manqua d'argent ; Lesseps avait sous-estimé le prix des travaux, et les Américains, principaux intéressés à long terme mais qui ne voyaient pas d'un bon œil la France s'installer en Amérique centrale (les souvenirs de l'expédition du Mexique étaient encore frais), refusèrent toute aide financière. La compagnie de Panamá fit donc de nouveau appel à l'épargne des Français. Mais c'était le marasme ; les épargnants se firent tirer l'oreille. La compagnie proposa donc des taux d'intérêt élevés ; elle demanda aux banques, notamment au Crédit lyonnais et à la Société générale, de faire de la propagande parmi leur clientèle pour que celle-ci achetât les obligations de la compagnie (en échange les banques exigèrent des commissions astronomiques) ; enfin, elle demanda à certains journaux d'écrire des articles favorables à la souscription, et souvent elle les paya, fort cher parfois. On cite le cas d'un article de Léon Daudet, publié dans la *Revue des deux Mondes*, qui fut payé dix mille francs-or (aux alentours de trente-deux mille euros). La souscription, et bien d'autres qui suivirent, furent des succès auprès d'« une petite bourgeoisie ensemencée par le cocasse chauvinisme humanitaire du vieil Hugo, et qui, du fond de ses comptoirs, en face du mur lépreux où figuraient épinglés, côte à côte, le Prophète des *Misérables*, M. Raspail<sup>22</sup>, et le Général à barbe blonde, se crut vraiment la mission de planter le drapeau tricolore au bord du rio Chagres, sans d'ailleurs quitter ses pantoufles » (Bernanos). « Lesseps devint l'homme surhumain, l'éléphant blanc, une sorte d'idole majestueuse et gloutonne, mangeant de l'or au milieu d'un nuage d'encens, et rendant des excréments d'or que les journalistes se partageaient » (Drumont, cité par Bernanos).

En 1888, les difficultés persistant, la compagnie de Panamá lança une émission d'obligations de type spécial, des "obligations à lot" (dans ce type d'émission, au moment du remboursement on procède à un tirage au sort et les obligations gagnantes reçoivent un lot, c'est-à-dire un capital supplémentaire). Ce type d'émission assez exceptionnel nécessitait une autorisation législative ; pour être certaine d'obtenir une majorité au Parlement, en juin 1888, la Compagnie corrompt des parlementaires – certains utilisèrent ces fonds pour lutter contre le boulangisme, d'autres les empochèrent purement et simplement. Malgré tout, en décembre 1888, la Compagnie dut se déclarer en faillite, faillite qui portait sur une somme colossale : un milliard trois cent millions de francs (presque la moitié du budget annuel de l'État). Actionnaires et obligataires portèrent plainte : il y eut un premier procès (de 1889 à 1891), qui impliqua notamment Ferdinand de Lesseps, devenu tout à fait sénile, son fils, et aussi Gustave Eiffel, qui était l'un des principaux responsables de la compagnie.

---

<sup>22</sup> Médecin des pauvres et socialiste de la génération de 1848 : figure, ici, de l'"humanitarisme" romantique de la République.



C'est en 1892 que l'affaire prit un tour politique, lorsque la droite antirépublicaine s'empara du scandale. Ce fut d'abord une campagne de presse, menée notamment par le journal *La libre parole*, l'organe du pamphlétaire antisémite Édouard Drumont dont je reparlerai plus bas ; la droite monta également une campagne au Parlement. Drumont et consorts, parmi lesquels nombre d'anciens boulangistes (dont Déroulède et Barrès – si vous avez du courage, voyez à ce sujet le roman que le second a consacré à cet épisode, *Leurs figures*), affirmaient que la faillite de la Compagnie s'expliquait essentiellement par l'ampleur des pots-de-vin qu'elle avait dû verser à des hommes politiques, et citaient des noms de "chéquards"<sup>23</sup>, parmi lesquels ceux de Freycinet et Clemenceau. Les versements auraient été effectués par l'intermédiaire d'un "syndicat juif" où figurait le baron de Reinach, un Allemand récemment naturalisé, par ailleurs baron italien, spécialiste des investissements dans les chemins de fer et les fournitures militaires, proche des opportunistes (il se suicida en novembre 1892), et un brasseur d'affaires allemand né en France naturalisé américain, Cornelius Herz, un ami de Clemenceau et l'un des bailleurs de fonds de son journal, qui se réfugia à l'étranger. Tout ceci n'était pas faux, à l'exception des allégations délirantes de la droite selon lesquels Reinach, Herz et Clemenceau étaient des agents de l'Allemagne, du Royaume-Uni ou d'un quelconque complot cosmopolite ; en revanche il est étonnant que seuls les politiciens aient été attaqués, alors que la presse et les banques avaient eu un comportement au moins aussi scandaleux.

Le scandale déboucha finalement sur deux nouveaux procès (au début 1893) : l'un aboutit à des peines de prison contre certains administrateurs de la Compagnie (dont Lesseps et Eiffel) ; en revanche, le procès contre les parlementaires soupçonnés de corruption n'aboutit qu'à la condamnation d'un lampiste, le naïf Baihaut, seul à avoir avoué. L'acquiescement des autres accusés fit scandale. Peu à peu cependant, "le Panamá" ou "le scandale des chèques", comme on disait, s'apaisa faute d'éléments nouveaux ; la vie politique retrouva sa médiocrité et sa léthargie, d'autant que l'expansion économique revint à partir de 1896. À Panamá, l'effacement des Français profita aux Américains. En novembre 1902, ils provoquèrent la sécession de la province de Panamá, qui se sépara d'une Colombie en pleine guerre civile, et se firent attribuer pour quatre-vingt dix-neuf ans une bande de part et d'autre du futur canal<sup>24</sup>. Les travaux commencèrent en 1904, et le canal (à écluses) fut inauguré en 1914.

Mais l'affaire de Panamá eut d'importantes conséquences. D'abord, une nouvelle poussée d'antiparlementarisme dans l'opinion (sur le thème "tous pourris"), et la mise à l'écart provisoire ou définitive d'un certain nombre d'hommes politiques, innocentés par la justice mais accusés par l'opinion de figurer parmi les "chéquards" : parmi eux, Freycinet et surtout Clemenceau, qui fut battu aux législatives de 1893 et ne retrouva un siège (de sénateur) qu'en 1902. Ensuite, une montée de l'antisémitisme qui avait commencé dans les

---

<sup>23</sup> Le chèque était rare à l'époque, symbole de pratiques financières réservées à une minorité. Ce fut pourquoi les chèques distribués par la Compagnie aux députés frappèrent l'opinion.

<sup>24</sup> Ils l'ont rendue avec quelques mois d'avance, en 1999.

années 1880, mais à laquelle elle contribua décisivement ; je voudrais m'y arrêter plus longuement.

### 3) La montée de l'antisémitisme.

Il y avait environ quatre-vingt-dix mille juifs en France métropolitaine (Algérie exclue) vers 1870. On distinguait trois communautés principales. D'abord les juifs d'Alsace (surtout) et de Lorraine, présents dans cette région depuis le temps du saint Empire romain germanique, les seuls à être en partie installés à la campagne : le capitaine Dreyfus en était un bon représentant, ainsi que Camille Sée. Puis les juifs des anciennes terres du Pape (Avignon, Cavillon), protégés par la Papauté durant toute l'époque médiévale et moderne pour des raisons complexes, à la fois parce qu'ils lui servaient de prêteurs (en principe la religion catholique est hostile au prêt à intérêt), parce qu'ils étaient l'exemple vivant, par l'abjection de leur condition, de la malédiction de ceux qui ne reconnaissent pas le message du Christ, et aussi sans doute parce que malgré tout son antijudaïsme, l'Église se reconnaît une certaine proximité, une certaine communauté de destin avec le peuple de l'Ancien Testament. Adolphe Crémieux était l'un de ces "juifs du Pape". Enfin, les juifs du sud-ouest : Bordeaux et Bayonne, notamment, avaient accueilli des juifs espagnols et portugais au moment de leur expulsion, c'est-à-dire au début du XVI<sup>e</sup> siècle (pourtant François I<sup>er</sup> les expulsa également de France à la même époque) ; ils étaient plus ou moins censés s'être convertis, mais cette fiction ne dura pas très longtemps. La famille Mendès-France est typique de ces juifs du sud-ouest (Mendès est un nom portugais, et "France" est simplement l'indication du pays où s'était installée cette branche de la famille).

Bien entendu, une bonne partie d'entre eux s'étaient installés dans toute la France au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, suivant la tendance générale à une mobilité croissante : certains avaient quitté Bayonne, Cavillon ou Carpentras, villes de peu d'avenir, pour Toulouse, Marseille, Lyon ou Paris ; bon nombre de juifs d'Alsace-Lorraine avaient préféré émigrer en France après l'annexion de leurs provinces natales par l'Allemagne en 1871. À ces juifs installés en France de très longue date, commençaient à s'ajouter, vers 1890, des immigrés d'Europe orientale, chassés par les pogromes ou tout simplement, comme les autres immigrés, par la misère.

Enfin, il ne faut pas oublier les quarante-cinq mille juifs d'Algérie, citoyens français depuis le décret Crémieux de 1870 (voyez au chapitre 9) ; mais pour l'instant ils restaient dans leur région d'origine (leurs descendants ont quitté massivement l'Algérie en 1962). Ils étaient du reste très différents des juifs d'Europe – c'étaient des sépharades, alors que les juifs du nord de la Méditerranée, à l'exception des "Portugais" de Bordeaux, étaient des ashkénazes<sup>25</sup>. Quant aux immigrés d'Europe centrale, encore très peu nombreux, j'en parlerai plus loin.

---

<sup>25</sup> On emploie parfois les pluriels hébreux : séphardim (il existe aussi un singulier "séphardi"), ashk(é)nazim. Les **ashkénazes** sont, à l'origine, les juifs d'Allemagne : la communauté s'est constituée sur le

Sur proposition de l'abbé Grégoire, la Révolution avait aboli toute discrimination à leur égard en **1791** ; en même temps elle refusait de les reconnaître comme communauté, comme elle refusait de reconnaître toutes les communautés d'Ancien Régime : « il faut tout refuser aux Juifs comme nation, et tout leur accorder comme individus ; ils faut qu'ils ne fassent dans l'État ni un corps politique ni un ordre ; il faut qu'ils soient individuellement citoyens », affirmait le comte de Clermont-Tonnerre. Il fallait aussi les "régénérer" et les "assimiler" : leurs coutumes, leurs spécificités, leurs parlers, signes d'arriération (Voltaire par exemple tenait les juifs pour profondément corrompus par une foi supersititieuse et par la pratique de l'usure, et Napoléon Ier exprimait son mépris d'une communauté « avilie, dégradée, capable de toutes les bassesses »), n'avaient rien à faire dans la France révolutionnaire – quant à la religion, elle était censée devenir une affaire strictement privée, ce qui du reste n'était pas sans poser problème, car le judaïsme, comme l'islam, est une religion qui encadre non seulement la vie spirituelle des individus, mais aussi la vie collective de la communauté. Après l'épisode révolutionnaire, en **1808**, Napoléon Ier, dans le cadre d'une réorganisation d'ensemble des rapports de l'État et des religions, reconnut les juifs en tant que communauté religieuse (mais pas ethnique !), les dota d'institutions représentatives, les **consistoires** (il en existait au niveau national et départemental ; ils étaient formés de rabbins et de laïcs) ; les rabbins étaient nommés par (ou avec l'accord de) l'administration et payés par le ministère des Cultes, etc. Bien entendu, les juifs demeuraient soumis à la loi commune qui valait pour tous les citoyens français.

Dans l'ensemble, **l'assimilation des juifs fut un succès**, elle fut même bien plus rapide que celle des campagnards non francophones. En 1880 il ne restait plus trace en France d'un costume juif, de parlers juifs, d'usages publics particuliers aux juifs – le contraste avec l'Europe orientale était spectaculaire. De plus en plus, les juifs exerçaient des métiers ordinaires (militaires, comme Alfred Dreyfus ; avocats, comme Adolphe Crémieux ; etc.); même si, comme il est normal, les anciennes professions restaient surreprésentées, celles notamment liées à l'argent et au commerce – on ne pouvait pas demander à une communauté à qui on avait longtemps interdit de posséder des terres, sauf en Alsace, de se transformer d'un coup en paysans. Les juifs étaient reconnaissants à la France post-révolutionnaire de l'absence totale de discriminations, et adhéraient totalement au modèle révolutionnaire-républicain de la nation, que je présenterai

---

Rhin vers le XIe siècle (y compris dans des régions aujourd'hui françaises), puis a essaimé en Europe orientale au rythme des persécutions, assimilant d'autres communautés installées sur place depuis plus longtemps. Les **séfarades** sont, à l'origine, les juifs d'Espagne ; expulsés en 1492, ils se réfugièrent dans toutes les régions musulmanes du bassin méditerranéen, notamment dans le Maghreb et dans l'Empire turc, Balkans compris, mais aussi dans les métropoles les plus accueillantes de l'Europe occidentale, Londres, Amsterdam (avec par exemple Baruch Spinoza), Bordeaux. Les deux communautés, qui sont toujours demeurées en contact amical, ne se distinguent pas par des différences d'interprétation de la Bible et de son message, mais essentiellement par les usages liturgiques, les interdits alimentaires, la prononciation de l'hébreu, langue liturgique, etc. (par ailleurs, la langue quotidienne de la plupart des achkénazes était le yiddish, tandis que les séfarades parlaient l'arabe ou, pour une minorité, le judéo-espagnol, qui est à l'espagnol ce que le yiddish est à l'allemand). Les rabbins ashkénazes, paraît-il, sont plus portés à l'exégèse, c'est-à-dire à l'analyse du texte biblique, et les rabbins séfarades, à la compilation de recueils d'interdits et d'usages.

en détail au chapitre 4. Ils se considéraient comme des Français comme les autres. Bon nombre d'entre eux s'étaient progressivement éloignés de la pratique religieuse, qu'ils tenaient pour rétrograde avec ses cortèges de prescriptions tâtilloises et d'interdits irrationnels, perçus comme des formes de repli sur soi anachroniques à l'âge de l'émancipation. Certains ne se sentaient même plus juifs, préféraient oublier leurs origines, en tout cas n'y accordaient pas d'importance particulière, et même se convertissaient au catholicisme, notamment dans la grande bourgeoisie soucieuse de toutes les formes de respectabilité. L'immense majorité, même parmi les pratiquants, se définissait comme Français d'abord — des Français de confession israélite, comme il y en avait d'autres de confession catholique ou protestante. La vie religieuse s'étiolait...

Seuls **certains immigrants récents** d'Europe centrale et orientale **faisaient exception** à ce tableau : plus attachés à la pratique religieuse, à leurs usages et notamment, pour certains, à leur costume, ils avaient tendance aussi à se regrouper dans certains quartiers, comme tous les immigrants — à Paris, c'était à Belleville et surtout dans le Marais, ancien quartier huppé délaissé par la noblesse et en voie de prolétarianisation, et plus particulièrement dans la zone où des juifs avaient été tolérés de longue date (les environs de la rue des Rosiers — ils y succédèrent à des coreligionnaires partis pour des quartiers plus prestigieux au rythme de leur ascension sociale). Bien évidemment, ils étaient la cible favorite des fantasmes antisémites, alors mêmes qu'ils n'étaient pas représentatifs de l'ensemble de la communauté — les juifs très intégrés, fiers d'être français, avaient plutôt tendance à mépriser ces pauvres diables d'étrangers, superstitieux, sales et obséquieux, bref "retardés" ; ils tenaient à leur propos un discours qui aujourd'hui sonne passablement... antisémite<sup>26</sup>.

Le problème, c'était que **l'intégration des juifs n'avait nullement fait disparaître l'antisémitisme**. Il y avait eu quelques émeutes antijuives en 1848... Surtout, l'antisémitisme reprit de la vigueur dans le troisième tiers du siècle, et cessa d'être une simple attitude personnelle, qui éclatait en manifestations violentes en temps de crise et de désespoir, pour prendre une coloration franchement politique. On peut distinguer grossièrement **trois types d'attitudes antisémites**, qui peuvent évidemment se cumuler chez un même individu: un antijudaïsme religieux, un antisémitisme économique, un antisémitisme xénophobe ou racial.

---

<sup>26</sup> Voici un texte de Bernard Lazare (voyez le chapitre 5), où il stigmatise ce genre d'attitude qui avait été la sienne au début de sa vie d'adulte — et dont le ton demeure du reste quelque peu ambigu : « le juif émancipé se conduit comme un parvenu, il oublie l'aïeul misérable dont il est issu (...). Que m'importe à moi, israélite de France, des usuriers russes, des cabaretiens galiciens prêteurs sur gages, des marchands de chevaux polonais, des revendeurs de Prague et des changeurs de Francfort ? En vertu de quelle prétendue fraternité irai-je me préoccuper des mesures prises par le tsar envers des sujets qui lui paraissent accomplir une œuvre nuisible ? Ai-je en les défendant, en les soutenant, à assumer une part de leur responsabilité ? Qu'ai-je de commun avec ces descendants des Huns ? » (le Hun, c'était à l'époque l'un des noms qu'on donnait à l'Allemand).

Le très ancien antijudaïsme religieux est lié au thème des Juifs maudits pour avoir refusé de reconnaître le message du Christ, des "juifs déicides" meurtriers du Christ, éventuellement auteurs de sacrifices rituels d'enfants chrétiens : un thème et des fantasmes qui remontaient au Moyen Âge, mais qui étaient chers encore à l'Église du Syllabus et à *La Croix*, journal qui, en novembre 1894, publia en éditorial les lignes suivantes : « on doit certes beaucoup de charité aux juifs, et les Papes en ont donné l'exemple. Mais les admettre dans la société chrétienne, c'est déclarer que le déicide dont ils portent la malédiction perpétuelle ne touche plus notre génération. (...) Oui, ils sont maudits si nous sommes chrétiens. Dès lors, ne doivent-ils point au moins participer à l'horreur que cause *dans sa nature* le serpent maudit ? On chante la colombe, on n'a jamais de poésie pour un nid de reptiles, *fussent-ils innocents*<sup>27</sup> ». Cet antijudaïsme était aussi fort chez les protestants que chez les catholiques – on le trouve notamment, très violent, chez Luther (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 1). Bien entendu, c'était dans sa version catholique qu'il jouait un rôle politique en France vers 1890, par le biais de la tradition légitimiste.

L'antisémitisme économique, c'est-à-dire en gros l'image du juif grippe-sou et voleur qui domine l'économie, est tout aussi immémorial (on le trouve notamment chez Luther) ; vers 1880 il était bien représenté dans tous les milieux, notamment parmi les "petits", la petite bourgeoisie commerçante ou industrielle touchée par la crise et qui avait peur de se faire manger par le grand capital, supposé essentiellement juif (c'était l'image des Rothschild, de l'usurier juif) ; mais aussi dans certains milieux socialistes (Benoît Malon), anarchisants (Séverine) ou blanquistes, où l'on assimilait les juifs à des "bourdons", à des parasites bourgeois vivant sur le dos du peuple sans travailler, où l'on confondait capitalisme et affairisme juif<sup>28</sup> (c'était "le socialisme des imbéciles", selon une formule attribuée à plusieurs socialistes marxistes, dont l'Allemand August Bebel<sup>29</sup>). L'ouvrage fondateur de ce courant était dû à un fouriériste, Alexis de Touvenel : *Les Juifs, rois de l'époque*, paru en 1845, était encore très lu sous la IIIe République<sup>30</sup>. À l'époque, dans la langue courante

---

27 C'est moi qui mets les italiques. L'éditorial rappelle ensuite qu'à la différence des serpents qui ne peuvent pas changer de nature, les Juifs peuvent se convertir (l'antisémitisme de *La Croix* n'était donc pas raciste) ; mais conclut que tant qu'ils ne le sont pas ils doivent être isolés de la nation : « qu'[ils] aient des ghettos, et qu'[ils] se contentent de sucer notre or ».

28 Particulièrement chez Blanqui et chez Proudhon, qui avait écrit : « le juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer vite cette race en Asie ou l'exterminer ». En fait, cette citation montre que l'antisémitisme de Proudhon n'était pas seulement économique : il s'y mêlait du racisme explicite. De même, vous remarquerez de l'antisémitisme économique dans la citation de *La Croix* à la note précédente : toutes ces attitudes se mêlaient inextricablement.

29 Mais c'était aussi "le nationalisme des imbéciles", ce qui explique qu'on le retrouva, après 1920, au cœur du "socialisme national" allemand – mais pas de la version italienne de la même idéologie, tout simplement parce qu'il y avait peu de sentiments antisémites à exploiter politiquement dans la population italienne.

30 À ce sujet, on peut rappeler aussi que c'est un pamphlet anonyme contre l'affairisme du second Empire, *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu ou la Politique au XIXe siècle*, qui servit de base aux *Protocoles des Sages de Sion*, célèbre faux forgé par la police tsariste vers 1900, et répandu dans

“juif”, était un synonyme ordinaire et presque non connoté de “banquier, usurier, avare, grippe-sou” ; “juiverie” apparaissait comme synonyme d’“affaires louches” dans les dictionnaires, et même à l’occasion dans la bouche de Jaurès. (Le terme neutre était “israélite”, et le resta jusqu’après la seconde guerre mondiale). Mais dans la partie la plus cléricale de l’opinion, on se souvenait aussi qu’en 1882, la haute banque juive avait acculé à un krach resté fameux la très catholique Union générale, lancée justement (en 1878) par des milieux proches du légitimisme pour faire pièce au capital protestant et juif, supposé avoir fait le succès des républicains en 1875-1877. L’antisémitisme religieux et l’antisémitisme économique pouvaient donc se rejoindre...

Les juifs étaient censés s’enrichir scandaleusement, sur le dos du peuple, par le maniement de l’argent : on généralisait le cas des banquiers et des usuriers, on fantasmat sur la richesse de quelques-uns, oubliant que l’immense majorité étaient de pauvres gens, artisans ou ouvriers, paysans en Alsace, bref, des gens comme les autres. Le XIXe siècle n’aimait pas l’argent : les Français se méfiaient des billets de banque, de la Bourse... Ils confondaient la monnaie, signe de l’activité économique (nécessaire à tout échange<sup>31</sup>), avec la fortune, c’est-à-dire le capitalisme. L’argent était le symbole d’un monde où les valeurs, morales et autres, n’avaient plus d’importance, où les “mauvais” l’emportaient sur les “bons” grâce à leur puissance économique, où tout ce qui comptait était le compte en banque, où un homme était ce qu’il possédait et non ce qu’il valait. Ce monde était aussi détesté à gauche qu’à droite. Le fait que plus de juifs que de catholiques maniaient l’argent parce que durant des siècles on leur avait interdit toute autre profession, que leur fortune était en argent liquide parce que leur profession l’exigeait (celle de banquier par exemple) mais qu’en revanche ils possédaient peu de terres et de propriétés immobilières, n’effleurait personne.

Une troisième variété d’antisémitisme, que l’on peut baptiser l’antisémitisme racial, et qui fut une innovation des années 1865-1885, est à rattacher aux conceptions racistes qui fleurirent à cette époque, et auxquelles je consacrerai un développement plus important dans le chapitre 9. Ernest Renan, notamment, avait élaboré toute une théorie qui opposait un “esprit sémite” à un “esprit aryen”, à partir d’une analyse des structures linguistiques, et évidemment au bénéfice du second; en chemin, il avait systématiquement confondu la langue et la “race”, c’est-à-dire l’apparence physique et la mentalité (l’une étant indissolublement liée à l’autre, selon les racistes). Ces analyses et ces confusions, qui remontaient au second Empire, s’étaient vulgarisées peu à peu. Peu importait que les juifs se fussent toujours définis par une religion et non par une langue,

---

l’entre-deux guerres par les dictatures antisémites (et par Henry Ford, un antisémite notoire), puis par le régime de Nasser à l’époque de la lutte sans merci contre Israël.

<sup>31</sup> Tous ceux qui ont voulu supprimer l’argent ont été obligés de créer une monnaie de substitution aux pièces et aux billets. Même au club Méditerranée de la belle époque, il n’y avait pas d’argent dans les villages de vacances, mais on donnait un certain nombre de coquillages pour chaque service auquel on avait recours... c’est-à-dire que l’on avait réinventé le cauri, la monnaie-coquillage de la Papouasie précoloniale ! Dès qu’une économie dépasse le stade de l’autosuffisance, il faut un étalon commun pour les échanges.

qu'en France la plupart d'entre eux ne parlaient que le français (depuis deux millénaires, l'hébreu n'était plus qu'une simple langue liturgique, comme le latin), et les autres, ceux d'Europe orientale notamment, une variété d'allemand (le yiddish) : l'hébreu, langue sémitique, était la langue de la Bible et du judaïsme, donc du peuple juif, donc les Juifs étaient des Sémites, une "race" particulière, une communauté irréductible aux autres et persistant héréditairement dans son être néfaste : ce n'était plus une question de religion ni même langue ou de liens avec la communauté d'origine. Même converti ou assimilé, le Juif était toujours un Juif, par son sang. Les juifs étaient méprisés, haïs, en tout cas caractérisés, non pour ce qu'ils *faisaient* mais pour ce qu'ils *étaient*<sup>32</sup>.

L'idée de race supposait des traits physiques particuliers : on en inventa pour les juifs. C'est des années 1890 que date la caricature du Juif aux yeux concupiscent, au nez crochu et aux lèvres épaisses, représentation popularisée par les caricaturistes Caran d'Ache et Forain, et fondée sur un certain nombre de très anciens codes de représentation graphique de l'Autre, du Mauvais, qui remontent au Moyen Âge et qu'un peu plus tôt dans le siècle on trouvait appliquées aux "partageux", aux "rouges" sauvages et dégénérés<sup>33</sup>.

À ces considérations linguistiques et raciales se mêlaient inextricablement des éléments empruntés aux conceptions nationalistes du temps ("race", "peuple" et "nation" faisaient l'objet de toutes sortes de confusions). Les Juifs étaient censés former un "peuple", une "nation" — la Bible ne parlait-elle pas sans arrêt du "peuple élu" ? — avec son propre patrimoine culturel, son propre esprit, sa propre manière d'être ; c'est-à-dire que le fourreur parisien était censé ressembler fondamentalement au diamantaire d'Anvers, au paysan du *chtetl* (village juif) d'Ukraine ou à l'usurier d'Oran, penser comme eux, éprouver envers eux une solidarité nationale... et en revanche, être étranger à la nation française et à ses valeurs. Je ne saurais trop souligner que ces conceptions n'étaient pas du tout marginales dans la France de Renan, y compris chez des gens qui n'avaient pas de haine particulière pour la République.

De l'idée d'un lien particulier entre les différentes communautés juives, on passait facilement à l'idée d'une franc-maçonnerie juive, d'un complot juif

---

<sup>32</sup> Sur ce dernier point, en fait, les avis divergeaient. Tout le monde n'allait pas si loin : Renan notamment tenait que les Juifs d'Europe, ayant été "aryanisés" par un long contact avec les Aryens, avaient perdu une bonne partie de leurs "traits sémites". Ainsi l'historicisme renanien, par-delà le racisme du temps, ouvrait-il la voie à la notion d'assimilation — mais cela ne changeait rien aux conceptions de fond : il y avait un "être sémite", différent de l'"être aryen", même si l'un et l'autre pouvaient évoluer. D'autres ne croyaient pas à l'histoire mais à la biologie : une race est une race, les races sont sur Terre pour se battre et l'évolution se fait par la sélection naturelle, rien ne peut faire changer l'esprit des races: ce qui compte, c'est le sang qui coule en leurs veines.

<sup>33</sup> Voici à titre d'exemple un texte d'Henri Wallon, qui date de 1849 : « Un rouge n'est pas un homme, c'est un rouge (...) Ce n'est pas un être moral, intelligent et libre comme moi (...): c'est un être déchu et dégénéré, qui porte bien du reste sur sa physiologie le signe de cette déchéance. Une physiologie abattue, abruti, sans expression; des yeux ternes, mobiles, n'osant jamais regarder en face et fuyants comme ceux du cochon ; les traits grossiers, sans harmonie, le front bas, froid, comprimé et déprimé; la bouche muette et insignifiante comme celle de l'âne ; les lèvres fortes et proéminentes, induites des passions basses, le nez gros, large, fortement rattaché au visage (...). Les partageux portent gravée sur leur figure la stupidité des doctrines et des idées avec lesquelles ils vivent »

mondial. Les Juifs avaient la particularité d'être les adeptes d'une religion dont les fidèles sont épars en divers États et nations, les membres d'une communauté supranationale, transfrontalière : comment aurait-elle pu être intéressée au bonheur de la nation qui les accueillait sur son sol ? Les Rothschild s'entendaient bien, à travers l'Europe, pour spéculer en Bourse pour leur plus grand intérêt, et non celui des pays qui les accueillait...

Peuple sans pays, les Juifs étaient aussi un peuple sans terre : facteur aggravant pour tous ceux qui tenaient pour essentiel l'enracinement dans un terroir, et les mélanges de population, le cosmopolitisme des villes comme destructeurs des traditions et de la pureté de la nation. L'influence juive précipitait la dissolution des liens traditionnels, liens religieux, liens sociaux, liens avec le terroir : par là les juifs étaient **les fourriers de l'individualisme moderne**, tant haï – et par cette voie l'on rejoignait l'antisémitisme économique, car la classe cosmopolite et individualiste par excellence, c'est la bourgeoisie, la classe sans attaches, sans principes autres que l'"enrichissez-vous" orléaniste, la classe dont la seule valeur est l'argent. Dissolution signifie aussi division : le socialisme, idéologie par laquelle une partie de la nation niait l'unité de celle-ci et proclamait la nécessité d'une guerre de certains Français contre d'autres, d'une guerre des classes, n'était-il pas une invention juive pour affaiblir la nation? Marx était juif... L'influence juive mettait à mal la pureté de l'être national (car dans cette conception de la nation, chaque peuple est doté d'une âme invariante) : le Juif cosmopolite, tel un parasite néfaste, introduisait au cœur de la nation le mélange, la confusion (celle des traditions et des usages notamment), le **métissage** – or le métissage est mauvais : ce qui est mêlé est toujours inférieur à ce qui est pur ; ce qui est pur est ce qui est originel, un peuple métissé est un peuple décadent (voyez à ce propos, au chapitre 9, les conceptions de Gobineau). Et le temps n'était-il pas à la décadence, comme le montrait la défaite, la corruption de la République, le réveil des rouges, la ruine des bonnes idées, le règne de l'argent, etc?

Dans une autre conception assez proche, quoique plus xénophobe que raciale, les Juifs, dont un certain nombre viennent d'Allemagne (comme les Rothschild) et dont la langue "nationale" moderne était le yiddish, une variété d'allemand, étaient perçus eux-mêmes comme des espèces d'Allemands... donc, dans le contexte de la Revanche, de toute façon des ennemis de la France ; des **ennemis intérieurs**, qui travaillaient à la perte de la France depuis le cœur de notre pays. Dans cet univers mental, on insistait sur l'idée que le marxisme était une doctrine juive et allemande.

Or, dans le dernier quart du XIXe siècle, ces conceptions se diffusèrent et surtout se politisèrent, surtout à droite : on vit se mêler en un mélange explosif les différents courants antisémites que je viens de distinguer. C'était qu'après la défaite catastrophique de 1870-1871, les forces antirépublicaines, désarmées, furent bien forcées d'évoluer. **L'idéologie de la droite extrême se détacha de plus en plus du passéisme clérical** des époques précédentes, qu'il fût sincère ou motivé par la défense de l'ordre social ;



nous avons vu plus haut que le boulangisme fut l'un des catalyseurs de cette évolution — mais il avait échoué. Cette droite en voie d'adaptation aux sensibilités dominantes de son siècle essayait de donner des bases scientifiques, et non plus religieuses, au conservatisme politique et social. Elle essayait aussi, tout simplement, de retrouver une base électorale, et pour cela elle mobilisait, elle politisait des passions répandues depuis longtemps, mais qui jusque-là étaient restées du domaine de l'opinion individuelle : l'antisémitisme était l'une d'elles. Elle s'inspirait en partie de l'aile droite de la postérité d'Auguste Comte, notamment de la pensée d'Hippolyte Taine : une pensée laïque et de filiation progressiste, au sens où l'idée de progrès est au centre de la pensée positiviste, mais où l'ordre l'emportait nettement sur le progrès — or le juif était l'une des figures de la dissolution de l'ordre dans les sociétés modernes, lui l'ancien réprouvé qui, disait-on, prospérait en bouleversant l'ordre légitime de la société. Elle s'inspirait également de tous les courants inégalitaires, le racisme de Renan ou le darwinisme social: en quelque sorte, les inégalités raciales et sociales ressenties comme évidentes par les mentalités de l'époque, ou "prouvées" par la science, prenaient le relais de celles voulues par Dieu, auxquelles les Français n'accordaient plus guère de crédit.

Bref, le légitimisme traditionnel s'éteignit à peu près en tant que force politique autonome ; la nostalgie du passé, des rois, des temps anciens où les inférieurs respectaient les supérieurs, se mêla de considérations évolutionnistes sur la décadence liée à l'égalitarisme républicain ou au métissage : de plus en plus l'idéologie de cette droite-là en vint à s'articuler autour des notions de nation et de race. Pour une fraction de plus en plus importante de la droite, la nation s'assimilait à une "race française", assimilée au "vieux fonds gaulois" ou forgée au gré des apports successifs (gaulois, romains, francs), d'une construction historique millénaire due aux rois, selon les penseurs ; à la nation et à la race se rattachait un "esprit national" (on dirait maintenant une identité) exclusif, legs sacré de l'Histoire, mais toujours menacé par les agressions extérieures — et les Juifs étaient censés en représenter une.

Le patriotisme de la droite était de plus en plus exclusivement lié à une vénération de la collectivité nationale (c'est pourquoi souvent on parle simplement à son propos des "nationalistes"), en opposition à celui des républicains pour qui la nation, même vénérée, n'était pas un absolu. Comme le souligne Maurice Agulhon, pour les républicains même patriotes « il y a[vait] quelqu'un au-dessus de la Patrie », alors que « pour les nationalistes l'entité France [était] au sommet absolu de l'échelle des valeurs ». D'où une haine tenace des nationalistes envers ceux que l'on accusait de l'affaiblir de l'intérieur, de la diviser, de la livrer à ses ennemis : les Juifs, mais aussi les politiciens corrompus, les socialistes de plus en plus puissants, les riches qui prospéraient sous la République. Une haine qui rejoignait celle des principes républicains, car pour les nationalistes des années 1880-1890 (il n'en était pas ainsi au début du siècle, lorsque la France portait au monde le message révolutionnaire), « l'universel est toujours suspect de faire exploser le national » (M. Agulhon): pour eux, notamment le Barrès des années 1890, la République était mauvaise

car elle vénérât des idées abstraites, universelles, non propres à la nation, non ancrées dans son passé mais inventées par les philosophes. (Or ceux des juifs qui accédaient à des professions intellectuelles embrassaient plutôt les idées de la gauche humaniste et universaliste, républicaine en tout cas, que les nationalistes détestaient). D'où une équation d'une simplicité redoutable : la République, régime antinational, est par nature un régime cosmopolite juif, le produit d'un complot juif, c'est-à-dire le règne du capital et le malheur du « peuple », c'est-à-dire de la nation. Tout était prêt pour l'affaire Dreyfus.

La droite n'était pas la seule à connaître ces évolutions. Les analyses de la phrase qui précède étaient partagées par toutes les gauches nationalistes, héritières en cela des blanquistes, de Proudhon et des communards, parfois passées au boulangisme, pour qui l'image de l'internationale juive redoublait celle de l'internationale calotine – sans parler de celle des socialistes marxistes qui était en train de leur ravir le cœur des ouvriers, et qu'ils haïssaient tout autant. En 1891, Rochefort, ancien radical devenu boulangiste (mais toujours proche des socialistes dans les années 1890), fonda une Ligue intransigeante socialiste dans le but de combattre « par tous les moyens les traîtres de la juiverie financière, le cléricalisme plus menaçant que jamais et ce parlementarisme odieux »... Cette phrase résume toute une idéologie "ni droite, ni gauche", mais fondamentalement populiste et farouchement antirépublicaine, qui faisait le pont avec la droite hostile au régime. Ces courants-là ne jouèrent pas un rôle très important au moment de l'affaire Dreyfus, mais celle-ci contribua à la faire baigner dans une ambiance commune avec les extrême-droites de l'époque : cette collusion, ces haines et ces simplismes communs, annonçaient et préparaient les fascismes du XXe siècle.

Ce fut l'affaire de Panamá qui donna un essor décisif à la politisation de l'antisémitisme, notamment par la dénonciation des figures louches de Reinach et de Herz. Pour la première fois, des propos explicitement antisémites se mêlèrent aux attaques contre la pourriture républicaine, à la dénonciation de la "gueuse", la République du "populo", de la vulgarité, des masses imbéciles.

Cet antisémitisme s'exprimait en particulier dans les œuvres d'Édouard Drumont (1844-1917)<sup>34</sup>, notamment un très gros livre publié en 1886 (avec un

---

34 Assez curieusement, Drumont survit aujourd'hui essentiellement à travers un livre d'un auteur classé à gauche, Georges Bernanos: *La grande peur des bien-pensants* (paru en 1931). Comme je le cite abondamment dans ce chapitre, je glisse ici deux mots à son sujet.

Bernanos, avant de passer à gauche à l'occasion de la guerre d'Espagne, avait été un homme de droite, dans la tradition de l'Action française : il concevait une véritable vénération pour Drumont, « magnifique écrivain français que sa race égale aux plus grands, sobre et tendu, avec sa pitié mâle et cette puissance de mépris qui porte au rouge sombre presque chaque page de ses livres ». Ce fut dans Drumont que Bernanos apprit l'irrévérence envers le régime établi, la contestation de l'ordre. L'ouvrage, superbe si l'on arrive à supporter les passages antisémites, est assez étrange : l'auteur se voulait farouchement antirépublicain et antisémite, mais les flèches les plus acérées étaient décochées aux "bien-pensants", catholiques libéraux ralliés à la République, droite libérale ; bref, à tous les hommes de compromis. Appellant à une révolution contre la République, Bernanos en arrivait à critiquer violemment son propre camp, en principe pour ses lâchetés incessantes, sa pusillanimité envers la République abhorrée, en fait pour son incapacité à répondre aux problèmes du temps, le problème social notamment et celui de la démocratie (même si en 1931 Bernanos parlait plutôt en termes de peuple français et de patrie). Rien

énorme succès : cent cinquante mille exemplaires vendus dans l'année) et longtemps resté très lu, *La France juive*, ainsi que dans le journal que Drumont fonda en 1892, *La libre parole*. Drumont développait inlassablement deux arguments: la France était entièrement entre les mains des Juifs ; les Juifs tramaient dans l'ombre un complot visant à détruire les traditions, à réduire les Français (notamment les classes moyennes) à la misère, à livrer la France à l'Allemagne – car, c'était bien connu, les Juifs au fond sont des Allemands. « Vous vous êtes abattus comme une pluie de sauterelles sur cet infortuné pays. Vous l'avez miné, saigné, réduit à la misère, vous avez organisé la plus effroyable exploitation financière que jamais le monde ait contemplée » : l'antisémitisme économique était primordial chez Drumont, que certains à gauche tenaient pour un socialiste, mais il se mêlait inextricablement, et sans grande cohérence, à une perception de type racial – en revanche, Drumont n'était pas de filiation politique légitimiste : il n'y avait chez lui aucune attaque de type religieux contre les juifs. La République était complice des Juifs, car elle aussi était un corps étranger au pays, à ses traditions. Je reprends ici le résumé que fait Bernanos de cet argumentaire :

« (...) Jamais situation n'apparut plus nette (...) : un noyau de politiciens absolument étrangers à nos traditions profondes, forcés de se rattacher, faute de mieux, au plus trouble, au plus barbare épisode de notre Histoire [la Révolution], et qui manœuvrent pour s'assurer des concours, avec l'appui d'un syndicat financier. Cette secrète complicité de la République et des banques ne saurait être mise en doute : elle reste écrite dans les faits. On voit très bien ces journalistes, ces clerks de notaires, ces professeurs, ces avocats, arrivant au pouvoir, les mains dans les poches, par un coup de veine. La plupart, comme Gambetta, ne possèdent pas un pardessus de rechange. En revanche, ils ont un programme: il n'y a eu, pour le rédiger, qu'à mettre bout à bout les articles écrits jadis pour les cinq cents abonnés de quelque journal obscur. Mais un programme démocratique, si la rédaction n'en coûte guère, ne saurait être porté à la connaissance de l'électeur sans un énorme budget de publicité... Entendons-nous bien: je ne veut pas dire que ces gens-là iront le lendemain toucher au guichet de M. de Rothschild ; je dis que, sans attaches dans le pays, sans passé, sans prestige, suspects aux hommes d'ordre, déjà contraints par leur clientèle à une perpétuelle et coûteuse surenchère, entraînés, non par goût mais par une sorte de nécessité profonde, dans cette colossale entreprise d'imposer par la presse, par l'école, par tous les moyens, une métaphysique à la majorité des Français, ils ne pourront sérieusement mettre en doute qu'à cette première période de leur hasardeuse carrière, un froncement de sourcil des Rothschild les eût précipités dans le néant ».

*La France juive* s'achevait par un appel à l'armée (je cite Drumont): « peut-être un de ces officiers que l'on voit, la moustache cirée, humer tranquillement leur absinthe meurtrière, après avoir, le matin, aidé à expulser

---

d'étonnant à ce qu'une fois évacuées les références encombrantes aux Drumont, Maurras et consorts (à l'occasion de la guerre d'Espagne), Bernanos se soit retrouvé à gauche...

quelques vieux prêtres, sentira-t-il, un jour, le rouge lui monter au visage, et, repoussant son verre à demi plein, s'écriera : « — mieux vaut la mort qu'une telle honte! » ». Grand duelliste, Drumont affronta notamment Clemenceau, sans dommages de part ni d'autre.

Dans l'entourage de Drumont, il existait aussi une Ligue antisémite, fondée en 1889, animée entre autres par le marquis de Morès, qui mourut quelques années plus tard dans une tentative de traversée du Sahara, puis par Jules Guérin. Elle se désignait aussi sous le nom de "Grand Occident de France", car la franc-maçonnerie était l'une de ses autres têtes de Turc. Nous la retrouverons dans un épisode célèbre de l'affaire Dreyfus, "Fort-Chabrol". Elle se voulait « une œuvre de relèvement national, de protection pour la conscience de chacun, d'assistance réciproque et paternelle » (un vocabulaire de filiation légitimiste) ; elle se donnait pour but de combattre « les influences pernicieuses de l'oligarchie judéo-financière, dont le complot occulte compromet chaque jour davantage la prospérité, l'honneur, la sécurité de la France » : un antisémitisme d'abord économique, on le voit. Sa devise, promise à un bel avenir, était : « la France aux Français ».

Tout ceci n'était quand même pas au premier plan de la vie politique; au milieu de la décennie, le scandale de Panamá s'étant éloigné peu à peu de l'actualité immédiate, la ligue de Guérin semblait même en perte de vitesse. Mais la France abritait l'antisémitisme politique<sup>35</sup> le plus vigoureux d'Europe, et potentiellement le plus dangereux. Lors de l'affaire Dreyfus, spontanément, des Français ordinaires rêvaient de « voir tous les youpins et youpines dans les immenses fours de la cristallerie [locale] », de « louer un wagon d'exportation », de procéder à la « conversion de la viande de youpins en hachis », de « voir rôtir les juifs » (une cuisinière), d'« un achat de clous pour crucifier les juifs »; un abbé réclamait « une descente de lit en peau de youpin »<sup>36</sup>. De plus, les antisémites étaient parvenus à imposer leur

---

<sup>35</sup> J'insiste sur cet adjectif : je parle bien ici de l'*exploitation politique* des sentiments antisémites des populations — lesquels sont difficiles à mesurer en tant que tels, mais étaient certainement au moins aussi forts en Europe orientale ou en Espagne qu'en France. Ce qui importe, c'est que la France abrita les premiers politiciens antisémites, les premières formations politiques antisémites de type moderne, avec quelques années d'avance sur le monde allemand, l'Autriche notamment — voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 1. Le cas de la Russie était à part : le pouvoir tolérait, voire parfois encourageait ou organisait en sous-main des pogroms, mais jusqu'en 1905 au moins il n'y avait pas de vie politique au sens moderne du terme, pas de partis avec des programmes : tout juste une manipulation cynique des plus bas instincts des foules par une autocratie rétrograde et imbécile.

<sup>36</sup> Ces formules datent du début 1899; elles accompagnaient des réponses à une souscription lancée pour aider la veuve du commandant Henry, l'un des accusateurs de Dreyfus qui s'était suicidé, à lancer plusieurs procès contre les dreyfusards pour diffamation de son mari — cette souscription est connue sous le nom de "monument Henry".

Les souscripteurs pensaient-ils que ce qu'ils proposaient était réalisable? Le souhaitaient-ils réellement? L'imaginaient-ils seulement? Sans doute pas, sans doute étaient-ils pris au piège de leur rhétorique — on peut écrire la même chose des antisémites allemands des années 1920 et 1930. En France, aucun parti puissant ne reprit jamais ce genre de programme à son compte, et personne n'arriva au pouvoir avec la volonté farouche de l'appliquer; mais le "matériel mental" était là, présent, autant et peut-être même plus, en ces années 1890, qu'en Allemagne... Ce n'est pas l'antisémitisme qui a manqué; c'est l'homme providentiel, lequel, lorsqu'il advint, fut un vieillard gâteux et passéiste, non un révolutionnaire fanatique plein d'énergie.

problématique, c'est-à-dire qu'une bonne partie de ceux qui ne partageaient pas leurs haines dépensaient une partie de leur énergie à démontrer des évidences, voire à s'excuser de ne pas être antisémites, à faire des concessions insidieuses ("effectivement, il faut bien reconnaître que par certains côtés...") ; surtout, de plus en plus, ils avaient tendance à penser eux aussi en termes de "peuple juif", de "race juive" – pour défendre un peuple dynamique, loyal à la République, etc. : mais l'inquiétant, c'était qu'eux aussi avaient tendance à oublier qu'avant d'être juifs, ce qui n'est qu'un trait parmi beaucoup d'autres, les israélites étaient des Français ; à faire de la différence de religion, de "peuple", de "nation", de "race", le fondement, l'explication de toutes les autres différences perceptibles dans la société de l'époque.

### C) Le réveil et l'essor du mouvement ouvrier et socialiste.

#### 1) La maigreur des réformes sociales.

L'œuvre sociale de la République opportuniste fut passablement maigre : elle commença même par la suppression en 1880 du repos obligatoire du dimanche, jugé trop clérical<sup>37</sup>. En effet les opportunistes n'étaient absolument pas convaincus de la nécessité de réformes sociales ; l'égalité pour eux, je l'ai dit à propos de l'école, c'était exclusivement l'égalité des chances, assurée par la liberté et par l'instruction. L'égalité des conditions n'appartenait pas à leur univers, comme en témoignent ces quelques lignes de **Ferry** : « il n'y a pas de solution infaillible pour remédier à la misère. Le gouvernement ne peut résoudre la question sociale. Le socialisme n'est qu'une utopie. Il faut que tout le monde en France et au-dehors se rende bien compte que ces extravagances, ces idées folles et criminelles ne sont professées que par quelques centaines d'agitateurs qui ne sont que des excitateurs anarchistes ou royalistes ».

Il y eut quand même la **loi Waldeck-Rousseau** de mars 1884, que j'ai présentée plus haut avec les libertés, mais qui était aussi une loi sociale dans la mesure où elle permettait aux travailleurs de lutter légalement dans le cadre de leur lieu de travail. Il s'agissait de la deuxième étape importante, après la légalisation des grèves en 1864, sur le chemin de l'élaboration de cadres légaux pour les luttes sociales, sur le chemin de leur institutionnalisation, donc de leur pacification. Mais les travailleurs mirent du temps à désarmer leur méfiance envers ce processus d'institutionnalisation, que beaucoup interprétaient comme une récupération ; surtout, les patrons mirent du temps à accepter tout simplement la légitimité des luttes sociales. Les activités syndicales et politiques étaient à peu près systématiquement réprimées dans les entreprises... Quant à la République, régulièrement elle prenait peur des forces qu'elle avait déclenchées, et recourait à la répression la plus brutale contre les manifestations supposées

---

<sup>37</sup> Bien entendu la plupart des patrons maintinrent le repos du dimanche, soit parce qu'ils étaient chrétiens, soit par souci, si l'on peut dire, de ménager l'outil de travail. Mais aucun recours n'était plus possible en cas d'abus.

troubler l'ordre public, ou contre les grèves illégales : tout cela explique que l'Histoire des luttes sociales en France est longtemps restée fort agitée, comme on le verra.

Il y eut une nouvelle série de réformes dans les années 1890 : le mouvement ouvrier s'était réveillé, les syndicats faisaient entendre leur voix et les socialistes progressaient aux élections, il fallait bien faire quelque chose pour éviter de l'agitation dans les usines et des déconvenues électorales. Le livret ouvrier fut supprimé en 1890 ; il était temps. La même année, une loi imposa dans les mines des délégués élus par le personnel et chargés de contrôler les conditions de sécurité : autrement dit, celle-ci n'était plus laissée à l'exclusive bonne volonté du patron. **Une loi de 1892 interdit le travail des enfants de moins de treize ans** ; elle s'accompagna de l'institution d'inspecteurs du travail, mais ils eurent beaucoup de mal à s'imposer dans les usines : les patrons, qui se considéraient seuls maîtres à bord après Dieu, refusaient purement et simplement de les recevoir, ou bien cachaient les gosses ouvriers dans des placards. Enfin une **loi de 1898** établit la responsabilité patronale *a priori* en matière d'**accidents du travail**, et obligea le patron à verser une indemnité aux victimes, sauf si l'employeur était en mesure de prouver que l'ouvrier avait commis une faute. Tout cela n'allait pas très loin : en Allemagne, la Sécurité sociale existait depuis une génération...

Le pouvoir d'achat des ouvriers s'améliorait lentement, mais la **condition ouvrière** demeurait très difficile – d'autant plus que l'économie était languissante : médiocrité des salaires, longueur de la journée de travail (elle était toujours limitée à douze heures), absence de congés payés et même parfois de repos hebdomadaire, absence de toute protection contre le chômage et la maladie (à part la charité des dames patronesses et la soupe populaire), absence de retraites ouvrières dans la plupart des branches et des entreprises, conditions de logement très médiocres... J'y reviendrai plus en détail au chapitre 6. Surtout **les ouvriers étaient mal représentés** dans un système politique qui faisait la part belle aux campagnes; le problème de la III<sup>e</sup> République, c'était de s'assurer les votes des paysans, pas d'améliorer le sort des ouvriers, qui pour l'instant étaient nettement moins nombreux – et point trop menaçants : la grande menace pour les Ferry et les Méline, c'était le paysan manipulé par son curé, pas encore l'ouvrier manipulé par l'agitateur socialiste.

## **2) La renaissance du mouvement ouvrier vers 1880.**

Après 1880, le souvenir de la répression de la Commune commença à s'éloigner dans le temps (les communards furent amnistiés en juillet 1880 ; les exilés de Nouvelle-Calédonie rentrèrent en France, dont Louise Michel qui ne mourut qu'en 1905, mais ils appartenaient au passé – certains cependant reprurent des activités politiques, comme Guesde et Édouard Vaillant, qui fut l'un des leaders de la deuxième Internationale). D'autre part la République, assurée désormais et tenue à un minimum de cohérence avec ses principes, laissa plus d'espace aux contestataires. Tous ces facteurs firent que vers 1880 il réapparut

en France un mouvement ouvrier, infiniment moins vigoureux toutefois qu'en Grande-Bretagne et surtout en Allemagne, où les syndicats et les partis sociaux-démocrates représentaient déjà des forces non négligeables.

J'écris bien désormais : mouvement *ouvrier*, alors que dans les chapitres précédents j'écrivais, de manière plus large et plus imprécise : mouvement *social*. Cela recouvre une évolution cruciale. Jusqu'en 1871 les socialistes, la minorité marxiste mise à part, s'étaient intéressés et adressés au peuple urbain dans son ensemble, y compris les artisans, les boutiquiers, et ce que nous appellerions aujourd'hui les petits patrons; c'était dans ce milieu que la Commune avait éclaté. On ne peut donc pas parler, pour ces périodes, d'un mouvement ouvrier, même si bien entendu, en termes numériques les ouvriers salariés y étaient prédominants. Dans les années 1880, le mouvement social s'ouvriérisa, c'est-à-dire qu'il se focalisa de plus en plus nettement sur la classe ouvrière au sens marxiste du terme, et ce sous l'influence de deux facteurs : d'une part le triomphe de la grande industrie, du monde de *Germinal*, sur celui des *Misérables* et même sur celui de *L'insurgé* (c'était un secteur en expansion, économique et aussi tout simplement numérique ; c'était de loin le secteur où les injustices étaient les plus criantes, et les relations sociales, les plus excécrables; c'était aussi le secteur par excellence délaissé par la République des paysans et des "couches nouvelles") ; d'autre part les progrès de l'influence du marxisme, de loin le plus ouvriériste de tous les socialistes du XIXe siècle avec sa division de la société en classes définies par leur place dans le processus productif: Marx identifiait le "prolétariat" aux seuls ouvriers salariés et rejetait le petit peuple non ouvrier du côté des propriétaires, donc de la bourgeoisie. C'était pour cela aussi que les communards survivants n'étaient plus que des témoins du passé : non seulement ils avaient échoué, mais leur monde lui-même avait disparu (pas physiquement, mais intellectuellement et idéologiquement : le petit peuple de Paris était désormais à droite).

Le mouvement ouvrier français eut toutes les peines du monde à ressusciter des cendres de la Commune et des années de répression de l'Ordre moral. Des congrès ouvriers avaient eu lieu à Paris, Lyon et Marseille en 1876, 1878 et 1879, mais sous l'égide de républicains modérés (Gambetta notamment)— cependant le troisième de ces congrès commença à leur échapper. Comme je l'ai signalé au chapitre 2, à cette époque Guesde<sup>38</sup> était très isolé ; son journal, *L'Égalité*, fondé en 1877 et qui parut jusqu'en 1883, touchait un public des plus réduit. Ce fut dans les années 1880 qu'à nouveau l'opinion publique entendit parler des socialistes, par exemple à l'occasion de troubles lors de l'enterrement de Victor Hugo, en mai 1885 : des socialistes tentèrent de s'infiltrer dans le

---

<sup>38</sup> Jules Guesde (1845-1922), de son vrai nom Jules Basile, était né en banlieue parisienne; il fit de bonnes études et devint journaliste, plutôt dans la mouvance républicaine néo-jacobine, mais avec déjà des tendances internationalistes : à l'été 1870, il écopa de six mois de prison pour avoir déclaré que l'ennemi n'était pas sur le Rhin mais aux Tuileries ! Libéré par la République, il prit part à la Commune, mais pas dans les rangs des socialistes. Ce fut durant son exil, notamment en Suisse, qu'il les rencontra; il eut une période anarchiste avant de passer au marxisme à l'époque de son retour en France, en 1876.

cortège, d'où des bagarres. Seule une poignée d'élus à la Chambre se proclamaient socialistes (six en 1885, neuf à douze en 1889 – dont Barrès qui se proclamait aussi boulangiste !). En revanche il y avait des grèves de plus en plus longues et dures: celle des mineurs de Decazeville en 1886 dura cent soixante-huit jours et donna lieu à des scènes d'extrême violence (les grévistes lynchèrent à mort un administrateur des mines) ; elle s'acheva par une victoire des mineurs<sup>39</sup>.

Les militants ouvriers des années 1880, et ceux qui se préoccupaient d'améliorer le sort de la classe ouvrière, étaient pour la plupart très hostiles à la République ; ils déçurent les espoirs des opportunistes qui avaient voté l'amnistie de 1880 en espérant les ramener à la modération. Mais la répression de la Commune avait laissé trop de mauvais souvenirs pour qu'une réconciliation générale fût possible ; l'héritage blanquiste était prégnant (et malgré son échec la Commune avait laissé en héritage toute une série de mythes du soulèvement, du peuple en armes, du peuple au pouvoir, qui avaient en quelque sorte revivifié les vieux mythes révolutionnaires). D'autre part, la République désormais solidement installée était soutenue par les puissances économiques (les industriels, le Comité des Forges, les compagnies de chemins de fer) et par la paysannerie, classe réactionnaire et pour cela honnie : ces forces obscures allaient-elles jamais laisser les défenseurs des ouvriers arriver au pouvoir ? En réalité, beaucoup de ces militants ouvriers ne croyaient que modérément en l'action politique, toujours perçue comme une compromission potentielle avec le système, et une activité dépourvue de sens réel dans la mesure où la véritable puissance n'était pas à la Chambre mais au Comité des Forges : ce fut pourquoi le mouvement syndical, c'est-à-dire le versant social du mouvement ouvrier (la lutte dans l'entreprise, dont l'autonomie était favorisée par la loi Waldeck-Rousseau qui lui donnait des cadres légaux), eut longtemps une longueur d'avance sur le versant politique du mouvement ouvrier (la lutte pour le contrôle des institutions, par le biais des élections), que je désignerai faute de mieux du terme de "mouvement socialiste", et dont je vais m'occuper d'abord.

Ce rejet de la République par les militants n'emportait pas toujours l'adhésion des ouvriers : même ceux qui avaient une conscience sociale préféraient ordinairement voter pour les radicaux, voire pour les boulangistes à l'occasion, c'est-à-dire pour des gens qui proposaient des réformes immédiates, plutôt que pour des partis socialistes divisés et groupusculaires, aux programmes parfois abscons, qui d'ailleurs ne présentaient pas de candidats à toutes les élections ni dans toutes les circonscriptions, loin de là. Et puis voter pour des gens qui n'avaient aucune chance de l'emporter, ou ne pas voter du tout par apolitisme de principe, pouvait contribuer à faire élire un orléaniste ou un légitimiste, et cela n'était pas forcément sans importance pour la vie quotidienne, en attendant la Révolution... Tout cela changea évidemment à mesure que les socialistes commencèrent à remporter des succès électoraux.

---

<sup>39</sup> Ce fut cette année-là que Zola publia *Germinal*, où un conflit du même genre est placé, un peu anachroniquement, sous le second Empire.



### 3) Les premiers partis socialistes (1880-1899).

Ce fut au début des années 1880 que des partis socialistes commencèrent à s'organiser. Le premier et le principal était le Parti ouvrier français (P.O.F.) de Guesde, fondé entre 1880 et 1882 selon les sources, et qui avait quatre députés aux élections de 1889, mais seulement deux mille membres vers 1890 ; dix-huit mille vers 1900, une trentaine de députés peut-être, et quelques mairies. Il était implanté surtout parmi les ouvriers de la grande industrie, notamment dans le textile.

Guesde, qui n'était pas lui-même un théoricien, était très influencé par Marx; du reste, dans les années 1890, parmi les députés du P.O.F. il y avait Paul Lafargue (1842-1911), le gendre de Marx<sup>40</sup>. Comme Marx, Guesde était collectiviste, c'est-à-dire qu'il voulait l'abolition de la propriété privée ; il détestait l'idée de nation, invention de la bourgeoisie pour dominer le prolétariat en le divisant ; il abominait l'armée. La République n'était pour lui qu'un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie, réactionnaire par essence, irréformable et même nuisible par les illusions qu'elle semait dans le cœur des prolétaires. Le P.O.F. refusait de collaborer avec les républicains, y compris pour faire des réformes : elles ne pouvaient servir qu'à prolonger le vieux monde. Les différences entre la gauche et la droite républicaines n'étaient qu'illusion, poudre aux yeux destinée à détourner les travailleurs de la seule lutte qui valût, la lutte des classes – dans les années 1890, il se rangea parmi ceux des héritiers de Marx qui développèrent le thème de la dictature du prolétariat. Les militants du P.O.F. ne se présentaient aux élections que pour faire connaître leur doctrine, pas pour participer aux combinaisons ministérielles des modérés honnis.

En même temps Guesde, ancien communard, était l'héritier de la tradition révolutionnaire française du XIXe siècle, de 1793 à la Commune (j'écris bien "révolutionnaire" et non "socialiste") ; il devait beaucoup notamment à Blanqui. Comme celui-ci, il croyait dans les vertus de la Révolution ; il proclamait la nécessité de la violence (sur ce point, il s'adoucit peu à peu jusqu'à devenir assez pacifique dans les années 1900). Il pensait, et cela n'était pas du tout dans Marx (encore que celui-ci donna sa bénédiction à la naissance du P.O.F.<sup>41</sup>), que l'essentiel était l'action *politique*, c'est-à-dire la conquête du

---

40 Il avait épousé sa seconde fille, Laura. Outre la fondation du P.O.F., Paul et Laura Lafargue sont connus pour s'être suicidés ensemble afin de ne pas connaître la déchéance de la vieillesse : c'était un comportement rarissime à cette époque. Aragon évoque cet acte dans *Les cloches de Bâle*, son jugement d'ailleurs est sévère : pour l'écrivain stalinien ce choix était par trop individualiste, une sorte de désertion de la cause du prolétariat.

41 Un parti socialiste, la S.P.D., était né en Allemagne en 1875 (au congrès de Gotha) : on y trouvait des marxistes, ce qui n'empêcha pas Marx de le critiquer violemment. Il se réorganisa sur une base plus nettement marxiste en 1891, au congrès d'Erfurt ; Marx était mort entre-temps, en 1883. Il s'agissait en fait de quelque chose de très différent du P.O.F., un parti modéré, réformiste, décidé, dès le début, à rassembler les masses plutôt qu'à préparer un putsch révolutionnaire. Marx, lui, n'avait pas de théorie particulière sur l'action politique à l'intérieur de chaque système politique national ; sa grande aventure en politique, ç'avait été l'Internationale, qui n'était pas un parti ni un groupe de comploteurs, mais plutôt une

pouvoir institutionnel, et ce grâce au parti, mode d'organisation privilégié de la classe ouvrière. Il ne s'agissait évidemment pas d'un "parti" comme on l'entendait d'ordinaire à l'époque, simple regroupement de personnalités aux idées proches, simple communauté d'idées. Le parti tel que Guesde l'entendait était l'héritier direct des petits groupes de comploteurs que Blanqui avait rassemblés autour de lui : ce devait être un groupe discipliné, formé de militants aguerris, prêts à l'action violente, prêt à provoquer la Révolution, une avant-garde du prolétariat politiquement consciente, qui n'avait pas besoin d'être très nombreuse — même si dans certaines circonstances, reconnaissait Guesde contrairement à Blanqui, la force du nombre pouvait jouer. En particulier, pour les guesdistes l'action syndicale devait être subordonnée aux directives du parti : une lutte sociale privée de dimension politique n'avait pas de sens: privée de ligne directrice, elle ne pouvait que se perdre dans le fatras émollient des revendications immédiates, dans le réformisme. Ce fut ainsi qu'en 1886 le P.O.F. prit le contrôle d'une Fédération nationale des Syndicats ouvriers, qui venait de se constituer au congrès de Lyon dans le cadre de l'une des premières tentatives d'unification syndicale.

Guesde, aujourd'hui bien oublié, est donc une figure fondamentale du mouvement ouvrier français : ce fut lui qui procéda à la greffe du blanquisme, un mode d'action politique (plus qu'une doctrine, nous l'avons vu au chapitre 1) issu en dernière analyse des groupes terroristes du début du siècle et fortement influencé par le souvenir des jacobins et du Comité de Salut public, mais totalement inefficace faute de doctrine, sur le socialisme dans sa version marxiste, la plus complète et la plus brillante des doctrines socialistes du XIXe siècle, mais qui manquait de moyens d'action, comme l'échec de la première Internationale venait de le montrer. Ce cocktail était promis à un bel avenir... Guesde eut en fait deux postérités. Certains de ses héritiers s'impliquèrent de plus en plus dans la vie politique légale, abandonnèrent l'idéal de la violence révolutionnaire pour le souci de convaincre et de mobiliser le plus grand nombre, et firent évoluer graduellement les groupuscules guesdistes en grands partis modernes, structurés et efficaces, comme la S.F.I.O. De ce point de vue, le P.O.F. est l'ancêtre lointain de tous les partis politiques d'aujourd'hui, avec leur adhérents encartés, leurs meetings, leurs congrès, leur discipline. D'autres maintinrent la tradition des groupuscules radicaux en la radicalisant : une génération plus tard, l'un de ces groupes, dirigé par un homme qui avait vécu en France (en exil) et connaissait par cœur l'Histoire du mouvement social français, prit le pouvoir en Russie : c'était le parti bolchevik<sup>42</sup>.

---

espèce de centrale syndicale avant la lettre, et s'était dissoute en 1876. Ça ne l'empêchait pas d'être en relations étroites avec les différents groupes révolutionnaires de type néo-blanquiste en France, ou "nihilistes" en Russie ; mais ce n'est pas lui qui en a fait la théorie, il s'agit d'initiatives étrangères à sa doctrine, héritées en fait de traditions révolutionnaires locales préexistantes au mouvement internationaliste.

<sup>42</sup> Le léninisme a bien sûr d'autres racines que le guesdisme, notamment dans les groupes "nihilistes" russes du XIXe siècle. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1.

Il y avait d'autres groupes blanquistes plus "orthodoxes" si j'ose écrire, c'est-à-dire très fermés, à la limite parfois de la secte, et plus portés à l'action qu'à la doctrine. Ils étaient essentiellement parisiens, et représentaient en quelque sorte les derniers feux d'une étoile morte depuis longtemps (Blanqui lui-même était allé organiser la subversion parmi les anges en 1881). L'un des plus connus gravitait dans les années 1880 autour d'Édouard Vaillant, ancien communard comme Guesde ; dans les années 1890, il se rapprocha graduellement du P.O.F. et, à peu près en même temps que Guesde, renonça à peu près à prôner à l'action violente.

Mais la greffe marxiste prenait difficilement sur le socialisme français ; surtout, beaucoup d'ouvriers et d'intellectuels socialistes refusaient le mode d'organisation trop rigide que prônaient les guesdistes : ils restaient attachés à d'autres traditions, proudhoniennes notamment, qui impliquaient des modes d'organisation bien moins contraignants. Parmi ces groupes à la fois plus lâchement organisés que le P.O.F. et moins révolutionnaires, il y avait la Fédération des Travailleurs socialistes (F.T.S.) de Paul Brousse – on les appelait les broussistes, et aussi les possibilistes car ils voulaient fractionner leur but jusqu'à le rendre possible. Ils étaient donc réformistes ; mais bien entendu leur but ultime était le même que celui des guesdistes, en particulier ils étaient collectivistes. Les broussistes recrutait surtout dans l'artisanat parisien, et aussi dans les petits centres industriels. Certains étaient assez proches des radicaux-socialistes, dans la vieille tradition progressiste, mais pas spécialement socialiste, d'union des classes moyennes et du prolétariat contre la réaction, tradition qui s'était exprimée lors des révolutions de 1830 et 1848, puis lors de la Commune, et avait été ravivée par les luttes des années 1870; elle absorbait d'ailleurs de plus en plus de possibilistes, la F.T.S. étant en déclin. En 1890 les partisans d'un certain Jean Allemane, les allemanistes, firent scission d'avec la F.T.S. pour former un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P.O.S.R.), moins enclin à l'action politique légale, mais point aussi révolutionnaire que le P.O.F.

Tous ces groupements étaient minuscules, abondamment infiltrés par la police, sans cesse agités de conflits internes et en conflit permanent les uns avec les autres.

Il y avait surtout beaucoup de socialistes indépendants, personnalités rebelles à toute organisation, intellectuels, écrivains, journalistes ou parlementaires : beaucoup étaient aussi plus sensibles que leurs camarades guesdistes ou broussistes aux sirènes des maroquins ministériels – mais aucun ne participa à un gouvernement avant juin 1899. Se proclamer socialiste était la chose la plus facile du monde, personne ne contrôlait l'appellation ; cela vous posait un homme, surtout en début de carrière politique, et cela pouvait vous valoir quelques voix, sans pour autant vous en aliéner beaucoup d'autres dans un électorat modéré, conscient que tout cela n'était, la plupart du temps, que du théâtre. Parmi les plus sincères on peut citer Jules Vallès, qui relança *Le cri du peuple* en 1883 (il mourut en 1885, mais le journal survécut jusqu'en 1890) ; parmi ceux dont la carrière postérieure permet de douter de la profondeur des motivations, Alexandre Millerand (1859-1943), élu à la Chambre dès 1885.

Millerand était venu des rangs des radicaux dans années 1870. Dans un discours célèbre de 1896, il se proclamait collectiviste (« n'est pas socialiste quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire de la propriété sociale à la propriété capitaliste »), mais souhaitait une évolution progressive et légale vers le socialisme (« nous conquerrons les pouvoirs publics par le suffrage universel. Nous réclamons seulement le droit de persuader »), notamment par le développement de la propriété sociale des services publics. Enfin Millerand n'était pas du tout hostile à l'idée de patrie, « car la nation française existe indépendamment de la forme bourgeoise qu'elle revêt actuellement. (...) À aucun moment nous n'oublierons qu'en même temps qu'internationalistes nous sommes Français et patriotes ».

Le plus célèbre de ces socialistes indépendants, et le plus important de tous les socialistes français de cette génération, c'était **Jean Jaurès** (1859-1914). Né à Castres dans un milieu très bourgeois (il avait deux oncles amiraux et un frère officier de marine), il fut à dix-neuf ans "cacique" (premier) de la promotion 1878 de la rue d'Ulm, puis fut reçu troisième à l'agrégation de philosophie en 1881. Il enseigna deux ans au lycée d'Albi, mais sa renommée était telle que dès 1883 il fut nommé à la faculté des Lettres de Toulouse, sans avoir encore soutenu sa thèse. Il commença alors une carrière politique, dans les rangs des opportunistes : élu en 1885, il fut battu en 1889 et en profita pour finir sa thèse. Ce fut alors qu'il évolua vers socialisme, en partie sous l'influence de Lucien Herr, le bibliothécaire de l'E.N.S., qui était proche des possibilistes; cette conversion fut sincère, profonde et définitive. En 1893 Jaurès fut élu député socialiste de Carmaux, une petite ville industrielle du sud du massif Central. Très vite, il fut considéré comme l'un des meilleurs orateurs de la Chambre.

Il s'affirmait marxiste: il avait retenu de Marx la théorie de la plus-value, d'après laquelle le profit capitaliste a pour source la part de la richesse créée par le travail ouvrier qui ne leur est pas donnée. Il était collectiviste, et admettait que dans certains cas la violence peut être nécessaire pour faire triompher les idées socialistes. Mais **son marxisme n'était pas très orthodoxe**, en tout cas par rapport à celui d'un Guesde. Il ne croyait pas au matérialisme historique, mais à un idéal de justice et de liberté préexistant à toute civilisation, et à la racine de toute aspiration humaine : bref, son socialisme était un humanisme. C'était son héritage "quarante-huitard", disaient ses ennemis : **il refusait d'évacuer la dimension éthique de l'homme au profit des seuls rapports de force entre classes**, il refusait aussi de renoncer aux principes de 1789, même si la démocratie sociale devait venir compléter la démocratie politique. Il refusait de donner la priorité à la violence dans la lutte pour le socialisme : « il faut épargner à la grande œuvre de la Révolution prolétarienne l'écœurante et cruelle odeur de sang, de meurtre et de haine qui est restée attachée à la Révolution française ». Il refusa aussi l'idée de dictature du prolétariat lorsqu'elle commença à émerger dans les milieux marxistes dans les années 1890 ; il défendait la République comme un cadre minimum utile et indispensable à tout progrès futur (c'est très important: la popularité de Jaurès contribua à rapprocher les socialistes de la République et à

les inscrire à gauche, avant que la première guerre mondiale ne les en éloignât de nouveau, au moins les plus radicaux). Enfin il accordait une place bien plus grande que Marx à la réalité des nations et des États: pour lui on ne pouvait pas les réduire à des superstructures élaborées par les classes dirigeantes pour défendre leurs intérêts.

Tous ces groupuscules, tous ces egos parfois fort développés, furent totalement incapables de s'unir jusqu'à la fin des années 1890; ce qui ne les empêchait pas bien sûr de se retrouver aux mêmes manifestations, aux mêmes « métingues » (*meetings*) parfois – et aussi de soutenir les mêmes grèves et de faire des conférences aux mêmes bourses du travail: la césure avec le mouvement syndical, auquel je vais m'intéresser à présent, ne doit pas être exagérée, c'était quand même la même mouvance, la même culture.

#### 4) L'anarchisme.

Les manifestations du mécontentement ouvrier prirent des formes extrêmes avec une vague d'attentats qui déferla brutalement sur le pays au début des années 1890. Il y avait déjà eu quelques signes avant-coureurs dans les années 1880, des actes déjà spectaculaires mais encore isolés<sup>43</sup>. En 1892, des bombes se mirent à exploser dans des restaurants de luxe, dans des commissariats, dans des immeubles habités par des magistrats ou des policiers, dans des casernes. Les poseurs, quelques centaines au total, appartenaient pour l'essentiel au prolétariat ; rien de commun avec les gauchistes des années 1960, ni avec les groupes terroristes des années 1970-1980, issus des classes moyennes instruites. Ils se réclamaient d'une mouvance socialiste très particulière, l'anarchisme.

Cette idéologie, qui s'était décantée à partir du plus ancien fond marxien comme du vieux fond proudhonien en relatif déclin, et des théories de la violence politique de Bakounine et de Kropotkine<sup>44</sup>, s'exprimait par le canal de toute une presse plus ou moins clandestine, et aussi à l'occasion des procès des poseurs de bombes; elle était aussi confuse qu'extrémiste. Dans son principe, c'était un socialisme radicalement libertaire (du reste, on désignait aussi les anarchistes de ce nom de libertaires), c'est-à-dire qu'il prônait la liberté absolue pour tous, et, pour y parvenir, la fin de tous les pouvoirs et celle de la propriété privée. Mais les anarchistes ne s'intéressaient pas beaucoup à la théorie : ils prônaient "la propagande par le fait", c'est-à-dire l'action violente; après l'effondrement

---

<sup>43</sup> Par ailleurs, la crise ne s'est pas limitée à la France. Entre 1880 et 1910, les anarchistes, dont les têtes couronnées et autres symboles du pouvoir représentaient les cibles préférées, même quand ils n'avaient aucun pouvoir effectif, inscrivirent à leur tableau de chasse un tsar (Alexandre II, en 1882), une impératrice d'Autriche (la névrotique Élisabeth, dite Sissi, en 1898), un président des États-Unis (Mc Kinley, en 1901), un roi d'Italie (Humbert Ier, en 1900, à leur seconde tentative). Ils ratèrent un roi d'Espagne (Alphonse XIII) et un autre de Grande-Bretagne et d'Irlande (Édouard VII, à une date inconnue). Il faudrait y rajouter d'autres attentats très spectaculaires, par exemple contre les temples haïs de la culture bourgeoise : ainsi au *Liceo*, l'opéra de Barcelone, en 1894, à l'opéra de Chicago en 1887.

<sup>44</sup> Mikhaïl Bakounine (1814-1876) vécut en France à plusieurs reprises dans les années 1840 et 1860 Pierre Kropotkine (1842-1921) était encore actif en Europe occidentale à l'époque dont je parle. Sur ces deux personnages, voyez le cours d'Histoire de la Russie, au chapitre 1.

du vieux monde on verrait bien, tout s'arrangerait par miracle. Concrètement, ce qui s'exprimait surtout dans leur propos et dans leurs actes, c'était la haine de tout ce qui existait, une haine exclusivement destructrice – on parlait encore à leur propos de nihilistes, un mot forgé à l'origine pour désigner les groupes terroristes extrémistes de Russie<sup>45</sup>. En gros, la société était pourrie, les travailleurs crevaient de faim, il fallait détruire ce monde répugnant : mort aux rois, aux bourgeois, aux propriétaires, table rase; le voleur et le meurtrier étaient des révoltés, poussés au désespoir par l'injustice, qui menaient le bon combat en agressant la société – ce genre d'idées menait certains terroristes anarchistes à la frontière de la délinquance commune. Le plus célèbre d'entre eux, Ravachol (de son vrai nom Claudius Kœnigstein 1859-1892)<sup>46</sup>, résuma la mentalité anarchiste en une formule célèbre adressée à ses juges : « il n'y a pas d'innocents parmi les bourgeois ».

Cette phrase n'était que la reprise, inconsciente sans doute, d'une formule du révolutionnaire Lazare Carnot, à qui l'on avait demandé la grâce de deux jeunes femmes nobles en 1794 : « il n'y a pas d'innocents parmi les aristocrates ». L'assimilation du "système" honni à une entité collectivement coupable de sa seule existence, collectivement irrécupérable et collectivement promise à l'extermination, cette espèce de confusion entre les conflits sociaux et des oppositions qu'on serait presque tentés d'appeler "raciales"<sup>47</sup>, cet extrémisme massacreur, tout cela appartenait bien au plus vieux fond de l'extrême-gauche révolutionnaire française ; Blanqui avait fait le lien, seules les cibles avaient changé. Une partie des socialistes n'était pas loin de cette mentalité, comme le montrent les paroles de l'*Internationale* (citées un peu

---

45 N.B. Les socialistes russes avaient nettement plus de raisons d'être extrémistes que les Français, qui vivaient quand même en démocratie!

46 D'origine ouvrière, né à Saint-Chamond (la ville la plus laide du monde), il n'était pas un ouvrier mais plutôt un marginal : il avait été accordéoniste, faux-monnaieur, cambrioleur, contrebandier d'alcool. Lors de son procès, il répondait du meurtre d'un vieil homme dont il avait volé les économies, et de tentatives d'assassinats des magistrats responsables d'une première condamnation. Ce ne fut que lors de son procès que les anarchistes cessèrent de se méfier de ce plus que demi-délinquant, passablement manipulé par la police, et en firent un héros ; une chanson, *La Ravachole*, sur l'air de *La Carmagnole*, assura la pérennité de son souvenir.

47 Dans cette mentalité, le "bourgeois" cessait d'être une catégorie sociale pour devenir en quelque sorte une essence, à laquelle étaient associés des traits de caractère fixe, des comportements invariants,, exactement comme des traits de caractère et des comportements étaient en cours d'association à des couleurs de peau (voyez au chapitre 9) ou à une religion (voyez plus haut dans ce même chapitre) dans les théories racistes en plein essor. On ne dira jamais assez que les extrémismes sociaux et les extrémismes raciaux ressortent des mêmes attitudes mentales, et se ressemblent.

N.B.: ce type de mentalité avait de beaux jours devant lui, notamment en U.R.S.S. – ce fut bien ce tryptique culpabilité collective / irrécupérabilité / liquidation que les bolcheviks appliquèrent aux koulaks (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3, et aussi aux chapitres 1 et 2 les passages sur la mentalité de Lénine). De ce point de vue, la Révolution russe est bien la fille de la Révolution française – d'où les difficultés qu'on a toujours eu en France, dans cette République qui se réclamait de la grande Révolution "comme un tout", Terreur comprise, à la juger. Ce qui précède peut servir aussi à amorcer une réflexion sur les étranges ressemblances qui, au-delà de la différence des buts affichés, rapprochent les différents totalitarismes du XXe siècle.

plus bas) ; mais une chose était de chanter des vers un peu exaltés, une autre était de faire couler le sang<sup>48</sup>.

L'apogée de la crise se situa à la fin 1893 et au début 1894, une époque de particulière déconsidération de la démocratie parlementaire (c'étaient les années du scandale de Panamá) et des dates qui correspondent aussi, soit dit en passant, au centenaire de la grande Terreur : on devait beaucoup en parler dans les médias, et, à l'extrême-gauche, beaucoup commémorer et beaucoup s'exciter. En décembre 1893, un certain Auguste Vaillant (1861-1894), un ouvrier, lança une bombe dans l'enceinte de la Chambre ; il n'y eut pas de victime. Vaillant fut guillotiné (c'était la première fois depuis le début du siècle que l'on exécutait une personne qui n'avait pas tué) ; le président Sadi Carnot refusa sa grâce. Alors un jeune ouvrier italien, Santo Geronimo Casério (1873-1894) décida de le venger : en juin 1894, à Lyon, il assassina le président Sadi Carnot, bouclant ainsi la boucle: ce Carnot-là était le petit-fils, embourgeoisé, assagi, de Lazare...

Ces deux attentats spectaculaires n'eurent strictement aucun effet sur l'équilibre des institutions républicaines et de la société : totalement intoxiqués de romantisme révolutionnaire, les terroristes se trompaient complètement de cible, ils s'attaquaient à des symboles sans consistance et ne parvenaient qu'à faire peur<sup>49</sup>. Régicides anachroniques, Ravailacs égarés au siècle du suffrage universel et du capitalisme, probablement un peu ivres aussi de l'attention que leur accordaient la presse et la police, ils ne comprenaient pas que le pouvoir était ailleurs qu'à l'Élysée et même à la Chambre, ce que Marx avait saisi quarante ans auparavant (ils n'eurent même pas l'idée d'assassiner des chefs d'entreprises !) ; surtout, que dans une société moderne comme la France il était de moins en moins concentré, et que quelques décès n'allaient certainement rien changer<sup>50</sup>. Le seul effet des attentats fut de provoquer une vague de

---

48 Encore qu'il est toujours dangereux de s'exalter en paroles (voyez un peu plus haut le passage sur l'antisémitisme, plus précisément la note sur les dangers de la rhétorique).

49 On pourrait penser à la rigueur à une "stratégie de la tension" du style de celle des terroristes des années 1970 et 1980 : essayer de provoquer une radicalisation des forces de droite, une dictature, et finalement un soulèvement populaire. Ces raisonnements, typiques du XXe siècle post-fasciste et de l'ère des dictatures sud-américaines de la guerre froide, étaient de toute façon bien trop sophistiqués pour les anarchistes des années 1890, qui mettaient Carnot et Thiers dans le même sac.

50 Dans *Terrorisme et démocratie*, article paru en 1985, François Furet, à propos de l'Europe occidentale des années 1970 et 1980, éclaire bien les racines intellectuelles de cette illusion :

« Là où il y a abstraction du pouvoir, gouvernement de normes impersonnelles, procédures complexes pour mettre en forme la prime du nombre et pour organiser la présence du peuple dans le pouvoir, le terroriste substitue l'univers concert du pouvoir incarné. Des règles formelles qui organisent la dévolution du pouvoir sur la consultation du peuple, il ne veut rien savoir, puisque toute son action a pour objet de s'y soustraire d'abord, pour les éliminer ensuite. Derrière elles il voit la force, la ruse, l'intérêt, les passions trop concrètes des oppresseurs qui sont la vérité de l'État. Ainsi, sans le savoir, retrouve-t-il un ensemble pré-moderne de représentations politiques. Il refait un corps privé à l'idée d'un pouvoir public. Il casse l'abstraction moderne de l'État en la réduisant à ses incarnations provisoires. Il redonne à la souveraineté démocratique une figure anthropomorphe en sa personne de ses politiciens et de ses fonctionnaires. Pour détruire les figures abstraites élaborées par quatre siècles de philosophie politique européenne, il lui suffit de les ramener aux personnes physiques qui en constituent la réalité éphémère, par une apparente régression vers les temps où il n'existait pas de distinction entre la fonction publique et l'individu qui l'exerce. De la sorte, il gagne sur tous les tableaux: il fait de l'État moderne un

répression sans précédent depuis l'Ordre moral : le Parlement vota une série de dispositions très sévères contre la presse et les associations extrémistes, que les socialistes et les syndicalistes, qui en souffrirent beaucoup, qualifièrent de "lois scélérates". Ils eussent mieux fait de critiquer les anarchistes dont l'irresponsabilité les avait mis dans cette fâcheuse position ; le réflexe fut plutôt de serrer les rangs sous l'orage<sup>51</sup>.

Les terroristes jouirent un moment des sympathies de certains hommes de culture, qui se laissèrent aller à vanter le nihilisme, à justifier la "propagande par le fait" et à prôner la table rase. Ainsi le poète Laurent Tailhade (« qu'importent les vagues humanités pourvu que le geste soit beau »<sup>52</sup>), jusqu'au jour où une bombe lui arracha un œil alors qu'il dînait très bourgeoisement dans un restaurant de luxe ; Anatole France (ancien boulangiste, futur socialiste, il publia en 1893 les sulfureuses *Opinions de Jérôme Coignard*) ; Octave Mirbeau, dont le roman *Le journal d'une femme de chambre* fit pas mal de bruit à sa parution en 1900<sup>53</sup>. Même le jeune Charles Péguy et le jeune Léon Blum firent leur crise extrémiste, "gauchiste" avant la lettre : le second écrivait dans la *Revue blanche*, feuille d'avant-garde, que « l'avenir de la France [était] non pas dans les différentes formes du socialisme, mais dans l'anarchisme ». Tout cela leur passa avec l'âge<sup>54</sup>.

Après 1894, les anarchistes allèrent trouver refuge dans d'autres structures du mouvement ouvrier, les syndicats, où une idéologie assez proche de la leur était en train de l'emporter ; ils contribuèrent à cette victoire.

## 5) le mouvement syndical (1880-1899).

En effet, le syndicalisme gagnait du terrain depuis le vote de la loi Waldeck-Rousseau ; les syndicats étaient en train de devenir, bien plus que les

---

mensonge absolu, réfuté dans toutes les prétentions sans lesquelles il n'existe pas. Car si cet État n'a pas d'autre nature que les individus qui en exercent les fonctions, il n'est rien d'autre qu'eux-mêmes, c'est-à-dire, comme eux, prisonnier d'intérêts particuliers, corrompu, aléatoire, multiple, mais aussi mortel, donc vulnérable ».

<sup>51</sup> D'autant, faut-il ajouter, que tous les anarchistes n'étaient pas des terroristes. Bon nombre étaient d'une espèce beaucoup plus inoffensive: ils vivaient selon leurs idées, souvent en communautés égalitaires, nouvelle mouture des phalanstères (avec toujours les mêmes dérives de type "sectaire" : certains étaient de farouches végétariens, d'autres refusaient en bloc le machinisme moderne); ils ne faisaient de prosélytisme que pacifique. Mais leur langage était très radical, et ils étaient infiltrés d'éléments réellement violents. De toute façon, la police ne faisait pas la différence.

<sup>52</sup> À propos de l'attentat de Vaillant.

<sup>53</sup> On le connaît aujourd'hui par le biais du film éponyme de Buñuel — ce qui a survécu de la production littéraire de cette mouvance est ce que les surréalistes ont jugé bon de sauver de l'oubli dans les années 1920 et 1930. France n'a pas eu cette chance, car vers 1920, lorsque naquit le surréalisme, il était à l'Académie, et on le donnait en dictée dans les écoles...

<sup>54</sup> Il existe aussi toute une littérature très défavorable aux anarchistes, mais fascinée par leur radicalisme et dont le thème essentiel est la nature et les racines de la violence en politique. Ce furent surtout à vrai dire les nihilistes russes qui l'inspirèrent. Parmi les ouvrages les plus connus : *Les possédés/ Les démons* (le titre varie selon les traductions) de Dostoïevski, paru dès 1872 (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1) ; *L'agent secret* et *Sous les yeux de l'Occident* de Conrad, parus en 1906 et 1910 ; et, bien plus tard, la pièce de théâtre de Camus, *Les Justes*.



partis politiques, la forme d'organisation privilégiée du mouvement ouvrier, et la **grève**, le mode de lutte social par excellence. D'abord parce que le syndicalisme touchait les ouvriers de plus près : les syndicats étaient entre autres des espaces de sociabilité, ce que les premiers groupuscules socialistes ne pouvaient être ; les sections syndicales rassemblaient des travailleurs de la même usine, de la même ville, des gens qui se connaissaient bien, qui avaient quelque chose en commun, sur des thèmes concrets. Ensuite, parce que les grèves débouchaient parfois sur des succès, tandis que l'action politique des socialistes ne donnait guère de résultats concrets pour l'instant. Aussi le nombre de syndiqués passa de cent mille environ vers 1890 à cinq cent mille environ à la fin du siècle, ce qui ne représentait toujours que 7% des travailleurs. Les syndiqués étaient assez nombreux dans l'imprimerie, parmi les mineurs, les métallurgistes, mais rares parmi les ouvriers de l'industrie textile, les employés, les ouvriers agricoles, le personnel féminin, les manœuvres (c'est-à-dire les ouvriers sans aucune spécialisation). Les fonctionnaires n'avaient pas le droit de se syndiquer.

En même temps qu'il progressait, le mouvement syndical parvint à s'unifier, avec dix bonnes années d'avance sur les partis socialistes. Le mouvement d'unification se fit selon deux axes. Au plan local d'abord où, sous l'impulsion du Nantais Fernand Pelloutier (1867-1901), se multiplièrent les **bourses du travail**, une idée venue de Belgique<sup>55</sup>. Il s'agissait d'associations qui regroupaient, sur une base géographique, des syndicats de diverses usines d'un même bassin d'emploi, représentant des travailleurs de professions différentes, mais aussi des sociétés de secours mutuel, etc. Leur fonction originelle était d'organiser des bureaux de placement pour les chômeurs ; elles s'occupaient aussi d'assurer des secours en cas de besoin, des cours de formation professionnelle ; de faire de la propagande socialiste et syndicaliste ; d'organiser le soutien aux grévistes. Elles avaient des bibliothèques, très militantes évidemment, des salles de classe pour les cours du soir, des salles de réunion pour les meetings...

À l'échelle nationale, on vit s'organiser des fédérations nationales des syndicats de même métier : ainsi une Fédération nationale des Mineurs, une Fédération des Travailleurs du Livre. En septembre 1895, au **congrès de Limoges**, l'ensemble des fédérations syndicales de branches (c'est-à-dire de métiers) décida de s'unir en une Confédération<sup>56</sup> générale du Travail, la **C.G.T.** ; en revanche les bourses du travail restèrent en retrait (mais les sections syndicales, leurs adhérents, adhéraient pour la plupart à la C.G.T. par le biais des fédérations de métiers). La nouvelle confédération se donna « exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité,

---

<sup>55</sup> La première en France naquit à Marseille en 1885, celle de Paris apparut en 1887 ; on en comptait cinquante et une en 1898. Une Fédération des Bourses du Travail se constitua au congrès de Saint-Étienne en 1892 ; Pelloutier en devint le secrétaire en 1895.

<sup>56</sup> Certains réservent le terme de "syndicat" aux groupes de bases, et parlent de "fédérations" ou "confédérations" syndicales pour les organismes d'ampleur plus vaste, comme je le fais dans ce paragraphe. D'autres au contraire parlent de "syndicats" tels que la C.G.T., et de "sections syndicales" pour les groupes de base. Tout cela reflète en principe deux conceptions différentes de l'organisation syndicale, mais les médias et même les historiens sont remarquablement incohérents sur ce point – je n'essaierai pas de l'être moins.

les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale » : un programme ostensiblement anti-guesdiste. On peut noter aussi le caractère internationaliste de l'intitulé : la mention "France" n'apparaît pas. Le secrétaire général de la C.G.T. fut Victor Griffuelhes à partir de 1901, Léon Jouhaux à partir de 1909 (et jusqu'en 1947).

La tendance idéologique la plus puissante à l'intérieur de la C.G.T. était la tendance anarcho-syndicaliste. C'était un socialisme révolutionnaire et collectiviste, qui refusait de se contenter de revendications réformistes (des augmentations de salaires ou une diminution de la journée de travail par exemple), mais qui par ailleurs s'opposait farouchement à toute mainmise des partis socialistes sur l'action syndicale, et donc en particulier au courant guesdiste – dans ces conditions, le mouvement syndical français resta relativement hermétique à la synthèse que Guesde était en train d'effectuer entre le marxisme et les traditions révolutionnaires françaises, et demeura nettement plus influencé que les partis socialistes par le vieux fonds proudhonien. Les anarcho-syndicalistes préconisaient la prise de pouvoir dans les usines par les représentants des ouvriers eux-mêmes, directement, par l'action sociale, sans médiation politique d'aucun ordre (c'était une conséquence de l'idée proudhonienne que l'État n'était qu'une création de la bourgeoisie, que le vrai combat était le combat de classe à l'usine et non le combat politique). Cette prise de pouvoir, selon une théorie due entre autres à Pelloutier, de plus en plus en vogue dans les années 1890, aurait lieu lorsque les travailleurs seraient parvenus à s'unir et à cesser le travail tous ensemble : c'était le mythe de la grève générale, ou comme on disait plus souvent, du "grand soir". La grève générale, événement ponctuel mais apocalyptique (influence inconsciente du vieux mythe de la "journée révolutionnaire", transmis en partie par Blanqui, en partie par le souvenir des soulèvements parisiens et notamment de la Commune<sup>57</sup>), ferait disparaître l'État *ipso facto*, et permettrait la réorganisation de la production sur une base autogestionnaire...

En attendant, on s'exerçait en soutenant les mouvements lancés par les compagnons réformistes pour les retraites ouvrières ou la journée de huit heures, ou en lançant soi-même de tels mouvements ; conscients, quoi qu'on en dît, que les ouvriers n'allaient pas se mobiliser en permanence pour une Révolution qui n'était quand même pas pour demain. À l'évidence, la base était moins radicale que les dirigeants, elle attendait avant tout une amélioration de son sort. Quant à l'utopie anarcho-syndicaliste et aux beaux discours des militants, elle devait avoir avec eux les mêmes rapports que ses ancêtres jadis, au village, avec le Paradis terrestre et les sermons de monsieur le curé : certains avaient la foi du charbonnier, ce qui ne signifiait pas qu'ils agissaient toujours en conformité avec elle, car la chair est faible et les tentations du monde bourgeois sont vives ; d'autres demeuraient sceptiques mais, par prudence ou par

---

<sup>57</sup> Avec quand même une nuance : la violence n'était censée être que celle des possédants, les travailleurs n'avaient pas d'autre programme que de se croiser les bras, ce qui n'est pas à proprement parler de la violence.

admiration et reconnaissance pour le courage des militants, n'en disaient mot – et engrangeaient les dividendes des victoires syndicales lorsqu'elles advenaient. Ce fut ainsi que les syndicats français, sans abandonner leurs discours révolutionnaires, peu à peu entrèrent dans le jeu du dialogue social institutionnalisé et arrachèrent une amélioration du sort des ouvriers au sein de la société bourgeoise existante : une contradiction historiquement féconde, mais au risque d'un rien de schizophrénie – une schizophrénie que l'on retrouve aussi dans les différents partis politiques se réclamant du socialisme (j'y reviendrai notamment au chapitre 10), et qui n'a pas entièrement disparu aujourd'hui dans la gauche française.

Ces théories, qui remontaient pour l'essentiel à Proudhon, étaient assez proches de celles des anarchistes en ce qui concernait la destruction de tous les pouvoirs et la vanité de la lutte politique<sup>58</sup> ; c'est pourquoi d'ailleurs on parle d'anarcho-syndicalisme. Du fait de ces affinités, ou peut-être ces affinités furent-elles la conséquence de ce qui suit, après les "lois scélérates" les syndicats servirent de base de repli aux anarchistes ; ceux, la majorité, qui avaient compris que la "propagande par le fait" ne menait à rien, réinvestirent leur énergie dans la lutte sociale, contribuant au passage à répandre dans les milieux syndicaux une culture anarchisante dans le sens le plus extrémiste et le plus violent du terme, avec une rhétorique directement inspirée de Bakounine et de Kropotkine (Proudhon, dans ce milieu aussi, s'effaçait lentement pour cause de radicalisme insuffisant et d'anachronisme sur de nombreux points – ses écrits étaient trop liés à la situation du prolétariat pré-industriel en voie de disparition). Même débarrassée des appels au meurtre, elle avait le don d'exaspérer les marxistes – les plus agacés désertèrent les syndicats pour les partis socialistes. Cela dit, il y avait des gens qui militaient à la fois dans les syndicats et dans les partis, et surtout beaucoup de militants se gardaient bien d'adopter des positions idéologiques trop tranchées, pour des raisons d'efficacité ou par manque d'intérêt pour les querelles intellectuelles. Il y avait aussi des groupuscules qui, sous couvert de syndicalisme, n'attendaient que l'occasion de reprendre la "propagande par le fait", et diffusaient sous le manteau une littérature invraisemblablement violente.

L'anarcho-syndicalisme acquit rapidement une position archi-dominante dans le monde syndical français : à cause de la prééminence de cette idéologie, de cette culture, de ces mentalités, le syndicalisme français s'engagea sur une voie très différente des syndicalismes allemand et britannique, lié (pour le premier) ou subordonné (pour le second) à des partis politiques. Cependant il demeurait d'autres courants – représentés à l'intérieur de la C.G.T. : les fractures n'étaient jamais aussi simples, les débats aussi clairs que le simplisme d'une typologie peut le faire supposer. Il demeurait un courant guesdiste, qui affichait à peu près les mêmes buts que les cégétistes (la Révolution, le socialisme collectiviste) mais qui souhaitait que la lutte se fît en liaison étroite

---

<sup>58</sup> Encore qu'on peut juger que les attentats des anarchistes étaient une forme très politique d'action : leur seule cible était le pouvoir politique. Ce n'était pas leur avis ; pour eux, la liquidation des pouvoirs signifiait la liquidation du politique.

avec les partis, notamment le P.O.F. : les syndicalistes devaient donc militer parallèlement dans les partis socialistes et se soumettre à leur stratégie. Ceux-là ne cessaient de s'affaiblir en France : la confédération guesdiste, la Fédération des Syndicats, disparut en 1898, et ses adhérents rejoignirent la C.G.T. pour la plupart, en gardant parfois leurs idées<sup>59</sup>. Il y avait aussi les syndicats des imprimeurs et autres professions issues de la vieille "aristocratie ouvrière" préindustrielle, très modérés désormais (tout comme les squelettiques syndicats d'employés).

Plus marginaux et non représentés à la C.G.T., il y avait enfin quelques **syndicats d'inspiration chrétienne** nés dans la foulée de l'encyclique *Rerum novarum* (voyez au chapitre 6). Ils se heurtaient à la fois à l'opposition de la plupart des patrons (dont la plupart n'acceptaient aucune forme de syndicalisme), d'une bonne partie de l'Église (pour qui on ne pouvait être à la fois chrétien et syndicaliste), et des autres syndicalistes qui n'y voyaient que des alliés du patronat, des briseurs de grèves, des "**jaunes**" selon l'expression méprisante en vigueur dans les années 1900 à leur égard<sup>60</sup>. Tous ces syndicats étaient réformistes : ils acceptaient le système capitaliste et prétendaient seulement le transformer graduellement en développant la législation sociale et en exigeant des hausses de salaires. Pour ceux-là, le syndicalisme n'était pas un moyen de contestation radicale de la société, mais une forme de combat au service des salariés au sein de la société capitaliste (ce qui, soit dit en passant, correspondait exactement aux objectifs de la loi Waldeck-Rousseau – et à la *pratique cégétiste*) ; par ailleurs, leur combat syndical ne s'accompagnait pas d'un combat politique.

## 6) Les progrès du mouvement ouvrier dans les années 1890.

Les militants ouvriers, les ouvriers eux-mêmes étaient conscients de ce que toutes ces divisions les affaiblissaient ; l'aspiration à l'unité était très forte parmi eux, et elle dépassait largement les frontières nationales, qui pour les marxistes ne signifiaient rien. En juillet 1889, à Paris, l'un de ces Congrès ouvriers internationaux qui accompagnaient habituellement les expositions universelles aboutit à la naissance d'une **deuxième Internationale**<sup>61</sup>. Elle rassemblait des délégués de partis socialistes et de syndicats du monde entier.

---

<sup>59</sup> Il fallut la "grande lueur venue de l'est" en 1917 pour qu'ils réapparussent en pleine lumière : voyez au chapitre 10.

<sup>60</sup> Cette expression les assimilait à des syndicats "maison" créés à la même époque par les patrons et proches de l'extrême-droite : ceux-là revendiquaient l'appellation de "jaunes", mais n'ont eu d'existence que très fantômatique. Par ailleurs le jaune est depuis toujours la couleur de l'exclusion, des juifs surtout : c'était la couleur de la rouelle ou de l'étoile qu'on leur imposait dans certaines régions d'Europe au Moyen Âge.

N.B. Les raisons de ce choix de couleur sont complexes : outre la parenté linguistique, dans certains parlars germaniques, entre les mots qui veulent dire "jaune" et "juif", l'image du coucou, l'oiseau parasite par excellence, l'oiseau qui pond ses œufs dans le nid d'un autre, semble y avoir joué un rôle. Le jaune est encore la couleur... des cocus (c'est-à-dire étymologiquement des "cocufiés", ou "coucoufiés" si vous préférez).

<sup>61</sup> Elle existe toujours: le P.S. en est membre.

Dans son programme, elle réclamait un certain nombre de réformes immédiates, notamment la journée de huit heures, et se donnait pour but ultime de mettre fin à la domination de la bourgeoisie : des revendications de type possibiliste coexistaient avec un langage qui demeurait révolutionnaire – il fallait bien faire cohabiter tout le monde ; les différents groupes français adhérents à l'Internationale gardèrent d'ailleurs leur indépendance les uns par rapport aux autres. Entre autres choses, la deuxième Internationale finit de répandre dans le mouvement ouvrier français une culture très antimilitariste, hostile au nationalisme et même au patriotisme dans ses manifestations les moins cocardières. En revanche, elle n'était pas particulièrement anticléricale, beaucoup moins en tout cas que les radicaux. Pour les socialistes, la "calotte" n'était pas un problème important : l'Église n'était qu'un instrument aux mains de la bourgeoisie, c'était contre l'oppression de classe qu'il fallait lutter.

Vers cette époque les socialistes et les syndicalistes se dotèrent de toute une culture propre, une "contre-culture" qui les rassemblait par-delà les querelles de chapelles et les opposait aux radicaux, aux républicains modérés et à la droite. Ils avaient leur chant, *L'Internationale*, dont les paroles avaient été composées au moment de la semaine sanglante par le communard en fuite Eugène Pottier, et qu'un certain Pierre Degyeter mit en musique à Lille en 1888, pour une chorale ouvrière : les paroles en étaient très radicales (« Du passé faisons table rase »; « Le monde doit changer de base/Nous ne sommes rien, soyons tout »; « Nous ne voulons plus de frontières »; « Il n'est pas de sauveur suprême/Ni Dieu, ni César, ni tribun »), avec des appels à la violence, à la désertion et pratiquement au meurtre. Même si l'émergence de la deuxième Internationale lui donnait une actualité nouvelle, en France dans les réunions socialistes ce chant ne s'imposa que peu à peu face à *La Marseillaise* et à *La Carmagnole*, hymnes révolutionnaires nationaux qui restaient très populaires à gauche : n'oubliez pas que la culture socialiste et syndicaliste s'ancrait dans les traditions de la gauche française, tout en prétendant les dépasser.

Au début de la décennie suivante, les socialistes eurent aussi leur fête : le **Premier mai**. L'origine en est assez confuse ; on n'aime pas trop rappeler, en France, qu'elle est américaine, même si ce furent les événements de Fourmies, chez nous, qui lui donnèrent son retentissement dans notre pays, et peut-être par ricochet dans le reste de l'Europe. Cette date avait été proposée (en vain) en 1889 au Congrès constitutif de la IIe Internationale, à l'initiative des syndicats américains, très puissants et très revendicatifs à l'époque<sup>62</sup>, pour une journée internationale de revendications sociales (on se proposait notamment de réclamer partout la fameuse journée de huit heures)<sup>63</sup>. Malgré la faiblesse du

---

<sup>62</sup> Ironie de l'Histoire, aujourd'hui les États-Unis sont l'un des rares pays où l'on ne célèbre pas le *Labour Day* le 1er mai, mais le premier lundi de septembre.

<sup>63</sup> Cette date coïncidait avec celle de diverses fêtes agraires traditionnelles de printemps ("le Mai") dans le nord de la France, comme d'ailleurs dans une bonne partie de l'Europe – et aussi aux États-Unis, où les ouvriers venus d'Europe avaient transporté leurs traditions, en partie d'origine rurale, car les ouvriers américains étaient des paysans qui avaient fui la misère des campagnes européennes. C'est ce qui explique le choix des délégués américains, mais aussi les réticences des délégués français au congrès de 1889 : c'était une fête mariale, car pour l'Église catholique mai est "le mois de Marie" ! (Ce problème évidemment laissait

consensus sur cette date, des manifestations et des grèves furent organisées un peu partout en France à l'occasion des Premiers mai 1890, puis 1891. On portait des drapeaux rouges, mais aussi des guirlandes ou des bouquets de fleurs rouges ou roses, églantines ou coquelicots<sup>64</sup>. Le premier mai 1891, à **Fourmies**, agglomération industrielle textile située dans le Nord, les forces de l'ordre (c'est-à-dire l'armée toujours) chargèrent une manifestation organisée pour demander la journée de huit heures. Il y eut entre neuf et douze morts, dont plusieurs adolescents et, image mille fois martelée par la suite, une petite fille que l'on retrouva portant encore son bouquet, fleurs du sang ouvrier. Le retentissement de ce drame fut énorme; il fit du Premier mai une date symbolique pour le mouvement ouvrier français, désormais tous les socialistes s'y rallièrent et il devint le cœur de l'année revendicative, de l'année syndicale notamment – la grève générale éclaterait un Premier mai, en tout cas c'était la date où il paraissait le plus facile de mobiliser la classe ouvrière tout entière. Par ailleurs, la fusillade de Fourmies contribua à éloigner encore un peu plus les ouvriers de la République bourgeoise, laquelle, finalement, à l'heure de la vérité, cognait aussi fort que le second Empire – ce n'était pas tout à fait exact, mais allez l'expliquer aux veuves, aux orphelins, aux parents, aux frères, aux sœurs...

Dans les années 1890, tous ces efforts commencèrent à porter leurs fruits. Peu à peu, les grévistes parvenaient à arracher à certains patrons, tantôt une diminution de l'horaire de travail, tantôt des augmentations de salaires; les syndicats et les bourses du travail commençaient à mettre en place des systèmes d'assurances contre le chômage, des retraites. Les socialistes conquièrent des **mairies**, notamment en banlieue parisienne, dans le Nord minier, dans le sud-est (ainsi à Marseille, à Toulon, à Narbonne, à Lyon – parfois très brièvement!), dans les bassins miniers du Centre (ainsi à Moulins); ils avaient même d'assez fortes positions dans certaines régions rurales (le Bourbonnais, la Creuse) dont on connaissait de longue date la propension à voter à l'extrême-gauche. Les mairies socialistes commencèrent à installer un "**socialisme municipal**", qui cadrait mal avec les proclamations révolutionnaires de la frange la plus extrémiste du

---

glabres les Américains, en très grande majorité protestants à l'époque). En fait, les choses sont encore plus compliquées: ce Mai du renouveau de la nature et de l'espoir s'inscrivait dans de très vieilles traditions pré-catholiques, et faisait figure de survivance "païenne" qui s'opposait aux Pâques catholiques. L'Église avait toujours lutté contre le Mai; plus exactement, tandis qu'elle essayait de le récupérer en le transformant en fête de la Vierge, elle combattait les manifestations de "paganisme" auxquelles il donnait prétexte, notamment des débordements sexuels liés à la célébration du retour du cycle annuel de la fécondité. Tout ceci était plus favorable que les socialistes français ne le pensaient à la transformation de cette fête en journée revendicative... L'historien marxiste anglais Éric Hobsbawm ajoute que dans le monde anglo-saxon le Premier mai semble avoir été une date traditionnelle de renégociation des baux et des contrats – propice, donc, à la revendication.

<sup>64</sup> Ces fleurs étaient au mois de mai de ces époques ce que le muguet est aux nôtres. L'évolution de fleurs rouges ou roses vers une fleur blanche s'est faite entre 1900 et 1920 et a coïncidé, selon Hobsbawm, avec l'affaiblissement du courant révolutionnaire dans les années 1900 (je serais plutôt tenté par l'explication inverse: le socialisme étant de plus en plus puissant et les fleurs rouges s'étant par trop politisées, la majorité apolitique les aurait remplacées par une autre fleur moins marquée par sa couleur – le drapeau blanc avait cessé de signifier quelque chose en 1900); et aussi avec une certaine "industrialisation" de l'événement: le coquelicot et l'églantine ne se conservent pas et ne peuvent donc pas se vendre.

mouvement ouvrier — mais puisqu'on était élu, il fallait bien gérer ; sans réformes, on risquait de ne pas être réélu, et puis elles faisaient une bonne publicité aux idées socialistes. Ce fut ainsi que le socialisme commença à changer de sens, à devenir un mode de gestion de la société capitaliste et non plus une alternative, quoi qu'il n'y eût presque aucune trace de cette évolution dans le discours, pour des raisons évoquées à propos de Fourmies. Certaines de ces municipalités procédèrent à la socialisation de services publics (les transports, l'eau, le gaz, l'électricité), au développement de l'assistance (sous forme de crèches, d'asiles de vieillards, de dispensaires) ; ou encore commencèrent à construire des logements pour les plus pauvres. Vers 1900 tout ceci était encore fort modeste, mais le mouvement se poursuivit sans interruption dans les décennies suivantes.

À l'échelle nationale aussi, les succès électoraux furent notables: quarante-deux socialistes furent élus députés aux législatives de 1893, cinquante-sept à celles de 1898, ce qui représentait dix pour cent des effectifs de la Chambre, et le nombre d'électeurs socialistes était passé de deux cent mille en 1889 à huit cent mille en 1898. Mais ces résultats ne permettaient pas encore aux socialistes d'espérer participer à un gouvernement, si tant est qu'ils l'eussent voulu — ils étaient d'ailleurs trop divisés pour cela.

### Conclusion :

À la veille de l'affaire Dreyfus, la France était encore un pays ancré dans le monde du XIXe siècle : non par ses élites, qui s'étaient entièrement renouvelées avec le triomphe de la République (cela suffisait à distinguer la France des pays d'Europe orientale et même de l'Allemagne, où les grands propriétaires et les militaires prussiens continuaient à tenir les premiers rôles dans la vie politique), mais par l'ancrage du régime dans les campagnes, dont le déclin s'annonçait déjà, sans que les contemporains en eussent conscience. Le monde moderne était cependant en train de faire irruption dans le système avec l'essor ininterrompu du mouvement socialiste, mais aussi avec les mutations accélérées de la droite antirépublicaine.

Toutes ces évolutions avaient lieu dans un calme relatif, interrompu à intervalles réguliers par de grands psychodrames nationaux où la République et ses ennemis se jouaient des versions modernisées des grands combats du XIXe siècle, en sachant toutefois jusqu'où ne pas aller trop loin. Les seuls à aller jusqu'au meurtre de sang-froid étaient les anarchistes... Rien à voir, donc, avec les violences du premier XIXe siècle comme avec celles du XXe siècle. La République assurait le fonctionnement du système entre deux crises, plutôt bien aurions-nous tendance à juger aujourd'hui par rapport à ce qui a suivi après 1920, plutôt mal jugeaient les contemporains : hommes d'idées, héritiers des grands débats politiques des périodes précédentes, grands lecteurs de philosophie politique et d'Histoire antique, les Français étaient peu portés à accepter l'idée qu'une démocratie est nécessairement imparfaite. Le régime n'était pourtant absolument pas menacé et dura jusqu'à la guerre, et même au-delà.

